

ARCHIVES
1928-1932

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LEAGUE OF NATIONS.

CLASSEMENT		POLITICAL		REGISTRY NO	
GENERAL		1A	2536.	2536.	
Sujet:					
<p>Anglo-Egyptian Relations and The political situation in Egypt.</p> <p>Various correspondence with individuals, associations, etc. -</p>					
Transmis à Referred to	Date	Transmis à Referred to	Date	Transmis à Referred to	Date
For previous circulation see within.					
Mr. Wallerby	3.6.31.				
Mr. Wallerby	10.11.31				
Mr. Wallerby	14.11.31				
Dossier précédent } No. 11/42466/40641 (1919-1927) Dossier suivant } No. Dossiers connexes					
CORRESPONDENCE CONTINUED IN 1/ 6520/6520 1933-1937					

POLITICAL
GENERAL

1A / 2536 / 2536

Expéditeur:

Sujet:

Airlo. Egyptian Relations
and the political situation in Egypt.
Various correspondence with
individuals, associations, etc.

Date:

Transmis à Referred to	Date	Transmis à Referred to	Date	Transmis à Referred to	Date
I Political <i>sm</i> 12.3.28		III Political <i>sm</i> 5.9.28		XII Political <i>sm</i> 8.6.29	
II Political <i>sm</i> 4.3.28		IX Political <i>sm</i> 7.9.28		Seen by S.G.	
IV Political <i>sm</i> 2.4.28		Seen by S.G.		Political <i>sm</i> 21.6.29	
Mr. Walters <i>sm</i> 11.4.28		Mr. Avenol 5.10.28		Mr. Avenol 3.7.29	
V Political <i>sm</i> 2.5.28		Mr. Paulucci 8.10.28		Mr. Paulucci 4.7.29	
VI Political <i>sm</i> 31.7.28				Mr. Catasini 5.7.29	
Mr. Walters <i>sm</i> 2.8.28		X Political <i>sm</i> 22.10.28		Mr. Duff <i>sm</i> 6.7.29	
Mr. Avenol 3.8.28		Mr. Walters <i>sm</i> 30.10.28		XIII Political <i>sm</i> 19.5.31	
Mr. Dufour 4.8.28		Mr. Avenol 31.10.28		Dossier précédent } No. 11/42466/40641	
Political <i>sm</i> 19.9.28		II Political <i>sm</i> 19.12.28		1919 - 1927	
IV Political <i>sm</i> 15.8.28		Mr. Walters <i>sm</i> 26.12.28		Dossier suivant } No.	
Mr. Walters <i>sm</i> 15.8.28		Mr. Avenol 27.12.28		Dossiers connexes	
Mr. Paulucci 17.8.28		Political <i>sm</i> 12.1.29			
Mr. Dufour 27.8.28		Political <i>sm</i> 5.3.29			

1A/2536/2536

Geneva.

November 11th, 1932.

XIV
M

Sir,

I am directed by the Secretary-General of the League of Nations to acknowledge the receipt of your letter dated November 7th forwarding a photographic copy of the Protocol signed by the Egyptian Government and His Highness Abbas Hilmi Pasha.

I have the honour to be,

Sir,

Your obedient Servant,

(S.) Y. Sugimura

Under Secretary-General,
Director of the Political Section.

Daniel Hopkin, Esq.,
Barrister-at-Law, M.A., LL.B.(Cantab).. M.C.,
4 Paper Buildings,
Temple,
London, E.C.4.

A class

Situation politique

Situation politique
en Egypte -

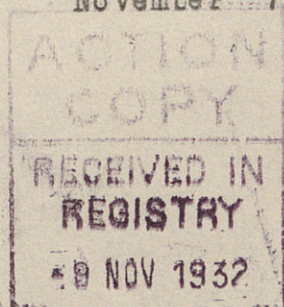
pas de famille riche

TELEGRAMS, 55 TEMPLE, LONDON.
TELEPHONE, 3472 CENTRAL.

14/2536/2536
XIV
4, PAPER BUILDINGS,
TEMPLE, E. C. 4.

November 7th 1932.

TO: The Secretary General,
League of Nations,
Geneva.



Your Excellency;

*notice of
this in
Registry Index
9.21.32*

I have been instructed by His Highness Abbas Hilmi Pasha to send you on his behalf a photographic copy of a Protocol made between the Egyptian Government on the one part and His Highness on the other part.

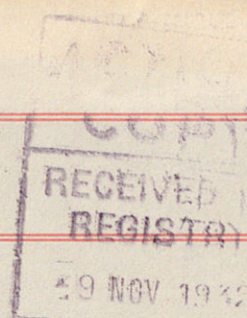
Your Excellency will see that Mr. Arthur Carrick, a Notary Public, gives his certificate that the enclosed photograph is an exact copy of the original Protocol signed by Amin Anis Pasha for the Egyptian Government, and His Highness Abbas Hilmi Pasha.

I have the honour to be,

Your obedient servant,

Daniel Hopkin

Barrister-at-Law, M.A., LL.B.(Cantab)., M.C.



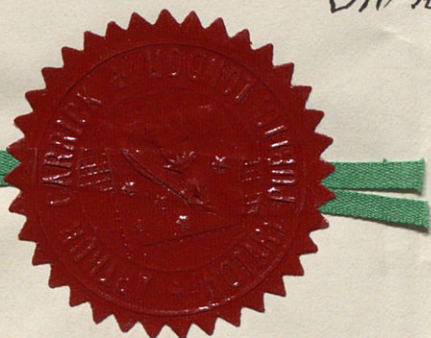
JE SOUSSIGNÉ ARTHUR CARRICK, Notaire Public à Londres, par Autorité Royale dûment admis et assermenté, certifie que le document ci-annexé est une copie photographique conforme et fidèle du document original duquel on dit qu'elle est une copie, cette dernière ayant été par moi Notaire comparée et examinée ce jourd'hui avec ledit original et trouvée conforme.

EN FOI DE QUOI j'ai apposé ma signature et mon sceau d'office à Londres, le vingt-cinq octobre mil neuf cent trente deux.

In testimonium Veritatis.

Arthur Carrick.

Not. Pub.



Vu pour legalisation de la signature
apposée *ci dessus*
par *Arthur Carrick*
Notaire
Londres le *25 OCT 1932*
Pr. le Consul Général *Fr.*

LONDRES.	
QUITTE	No. <i>915</i>
25 OCT 1932	DATE <i>915</i>
TARIF	OBS. <i>14/10</i>
PERÇU	PR. <i>157/10</i>



Donnermann

P R O T O C O L E

Son Altesse l'Ex-Khédive Abbas Hilmi Pacha,
Et Son Excellence Amin Anis Pacha, en sa qualité de Représentant du
Gouvernement Egyptien, autorisé aux fins des présentes par Décision
du Conseil des Ministres en date du 29 avril 1931 dont copie conforme
a été remise à Son Altesse l'Ex-Khédive,

Sont convenus de dresser le présent Protocole afin de
fixer et consacrer les accords intervenus entre eux, accords qui sont
l'aboutissement d'échange de vues préliminaires, et qui constituent
un ensemble indivisible dont les parties sont en étroite dépendance
les unes des autres.

1. Son Altesse l'Ex-Khédive fera, par une communication adressée à
Son Excellence le Président du Conseil des Ministres le plus tôt que
pourra se faire après la signature du présent Protocole, la déclaration
suivante qu'il autorisera le dit Président à publier:-

"Conscient d'avoir servi avec fidélité et dévouement mon Pays auquel,
malgré des situations délicates, j'ai consacré pendant vingt-trois
ans toutes mes forces et la meilleure partie de ma vie;

Ayant toujours à coeur le bonheur et la prospérité de l'Egypte;

Suivant de près les progrès que le Pays ne cesse de réaliser dans tous
les domaines;

Réjoui de constater sa marche assurée dans la voie du raffermissement
de son indépendance et de l'adaptation de son organisation politique
à ses besoins et ses aspirations;

Désirant préciser mon attitude vis-à-vis du régime politique de l'Egypte
et affirmer mon loyalisme envers la personne de son Auguste Souverain;
Je déclare me conformer à la Constitution du Royaume d'Egypte établie
par le Rescrit No.70 du 22 octobre 1930 et observer en toutes circons-
tances une attitude conforme à l'ordre établi et aux lois du Pays.

Abbas Hilmi

A. Anis

Je déclare notamment respecter le Rescrit No.25 du 13 Avril 1922 établissant l'ordre de succession au Trône du Royaume d'Egypte et La Loi No.28 du 17 Juillet 1922 réglant la liquidation de mes biens, qui font partie intégrante du régime constitutionnel d'Egypte, ainsi que la Loi No.25 du 5 Juillet 1923 portant Bill d'indemnité, et m'y conformer.

Reconnaissant, d'autre part, que Sa Majesté le Roi Fouad I, fils d'Ismail, est le Souverain légitime de l'Egypte;

Je déclare, par les présentes, renoncer pour toujours à toutes prétentions au Trône d'Egypte, ainsi qu'à toutes réclamations, tant pour le passé que pour l'avenir, à un titre quelconque du chef du Khédivat d'Egypte.

Assurant Sa Majesté le Roi Fouad I de mon constant et absolu loyalisme, je lui présente l'expression de mon sincère attachement.

Je forme les vœux les plus ardents pour Sa Majesté et pour le Prince Farouk, Prince Héritier du Royaume, ainsi que pour un avenir toujours plus heureux de l'Egypte."

2. Son Altesse l'Ex-Khédive adressera en outre à Son Excellence le Président du Conseil des Ministres en double exemplaire une déclaration non destinée à la publication dans les termes suivants:-

"Je déclare renoncer entièrement et définitivement tant à l'encontre du Gouvernement Egyptien qu'à l'encontre de Sa Majesté le Roi de Grande Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, à toute réclamation directe ou indirecte du chef de la liquidation de mes biens ou de toute autre mesure prise jusqu'à ce jour touchant ma personne ou mes biens, droits ou intérêts sous quelque forme et à quelque titre que ce soit. A cet effet je m'engage à prendre toute disposition et à procéder à toute formalité qui sera jugée nécessaire par le Gouvernement Egyptien ou par le Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord pour donner effet à la dite renonciation.

Abbas Hilmi

A. Amin

Je déclare en conséquence renoncer entièrement et définitivement à la "petition of Right" engagée en mon nom auprès de la Haute Cour de Justice à Londres (Section du Banc du Roi), qui sera nulle et non avenue, et à cet effet je m'engage à demander la radiation immédiate de cette affaire et à prendre toute autre disposition ou formalité que le Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni jugera nécessaire afin de donner effet à cette renonciation."

Cette déclaration devra être immédiatement suivie des instructions nécessaires en vue de la radiation de l'affaire engagée auprès de la Haute Cour de Justice à Londres (Section du Banc du Roi).

Elle devra également être suivie, contre paiement de la somme de neuf mille deux cent et quatre-vingt ^{sept} Livres Egyptiennes trois cent vingt-huit millièmes entre les mains de Son Altesse par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, d'une quittance dans les termes suivants:-

"I hereby acknowledge the receipt of the sum of nine thousand two hundred and eighty seven Egyptian pounds three hundred and twenty eight millièmes and accept that amount in full settlement of all questions of account and of all demands whatsoever against His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or His Majesty the King of Egypt or the Egyptian Government relating to or arising out of the sequestration and liquidation of my property and possessions in Egypt."

3. — Conséquemment aux déclarations visées aux Numéros 1 et 2 le Gouvernement Egyptien promulguera dans le plus bref délai un Décret-Loi complété par une Décision du Conseil des Ministres, Décret-Loi et Décision dont les termes sont d'ores et déjà arrêtés comme suit:-

DECRET - LOI

"NOUS, FOUAD I, ROI D'EGYPTE,

Vu Notre Rescrit No.70 de 1930:-

Considérant les hauts sentiments de loyalisme envers

Mas R. H. H.

A. Amin

Nous et de sollicitude pour les intérêts de l'Egypte manifestés par Son Altesse l'Ex-Khédive dans sa déclaration du

Considérant la nécessité d'assurer à Son Altesse une allocation compatible avec son passé et sa situation dans la Famille Royale:

Sur la proposition de Notre Président du Conseil des Ministres et l'avis conforme du dit Conseil,

D E C R E T O N S

Art.1

Le Gouvernement est autorisé à accorder à Son Altesse l'Ex-Khédive Abbas Hilmi pacha, sa vie durant, une allocation annuelle de L.E.30.000.

Cette allocation dont les modalités seront établies par Décision du Conseil des Ministres sera personnelle, non transmissible par succession, incessible et insaisissable même pour pension alimentaire.

Art.2

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution de la présente Loi qui entrera en vigueur dès sa publication au Journal Officiel."

DECISION DU CONSEIL DES MINISTRES

"LE CONSEIL DES MINISTRES,

Vu le Décret-loi autorisant le Gouvernement à accorder une allocation à Son Altesse l'Ex-Khédive Abbas Hilmi pacha, décide:

Le Gouvernement Egyptien s'engage à accorder à Son Altesse l'Ex-Khédive Abbas Hilmi pacha, sa vie durant, et à partir du 1er janvier 1931, une allocation annuelle de L.E.30.000.

L'allocation sera payable mensuellement dans toute localité désignée par Son Altesse."

Abbas Hilmi

A. Hilmi

Le présent Protocole est dressé en deux textes, arabe et français-anglais, les deux textes faisant également foi.

Ainsi fait et signé en deux originaux à *Lausanne*,
le 12 mai 1931.

Abbas Ghannouchi

Amin Amir

pas de réponse.

20/5

h. Roudot

48.

21.5.31.



Telegramm — Télégramme — Telegramma

8061 newyork 41. 54. 17 vwestunrs =

No

XIII
Wörter — Mots — Parole

Aufgegeben den — *Consigné le*
Consegnato il

19

Stunde — *Heure* — Ora

Erhalten — *Reçu* — Ricevuto

Befördert — *Transmis* — Trasmesso

von — *de* — da

Stunde — *Heure* — Ora

Name — *Nom* — Nome

nach — *à* — a

Stunde — *Heure* — Ora

Name — *Nom* — Nome

ENB

620

Clay

1A/2536/2536 4/5/2

No 8001

RECEIVED IN
REGISTRY
19 MAY 1937

3

nlr = president of
the council of the
league of nations geneve

= = egyptian residents in america beg your
excellency to intervene against the barbarian method
and policy of the british imperialist which massacre
ufarmed and peaceful egyptians for forcibly
election = mohamed farrag 11 west 65 st newyork
mohamed osman mohamed librahim abed el aziz mustifa =

1.A/2536/2536

GENEVE.

Le 24 Juin 1929.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 31 mai 1929, accompagnée des deux brochures intitulées respectivement "Note du Wafd Egyptien au sujet de l'accord sur les eaux du Nil" et "Note du Wafd Egyptien sur les réclamations financières entre les Gouvernements Egyptien et Britannique".

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma considération la plus distinguée.

Pour le Secrétaire général:

(s) Rortnach

Membre de la Section politique.

Monsieur MUSTAPHA EL-NAHAS,

Président du Wafd Egyptien,

LE CAIRE (Egypte).

Note à M. Roddolo.

M'inspirant du texte de la réponse adressée au Président du Wafd égyptien en date du 20 septembre 1928, j'ai rédigé un projet de communication destiné au même personnage pour lui accuser réception de sa lettre du 31 mai et des deux brochures qui l'accompagnaient. Je ne sais trop, en l'absence du Secrétaire général et du Directeur de la Section politique, qui a qualité pour signer cette réponse. C'est un point sur lequel je vous serais obligé de donner des instructions à Melle Belloche.

D'autre part, je n'ai pas cru devoir adopter une formule finale analogue à celle que j'ai relevé dans la lettre du 20 septembre. Il y a lieu de se demander, en effet, s'il convient d'adresser les assurances " d'une haute considération " au Président du Wafd égyptien qui est d'un parti politique et non d'un organisme gouvernemental. C'est un point d'ailleurs d'importance secondaire et j'ai prié également Melle Belloche de se conformer aux indications que vous voudrez bien lui donner à ce sujet.

Montmoulin

*In the absence of M. Soginasser
I think a member of the
Political Section should sign on behalf
of the S. P.*

BD
20. 6. 29.

Genève, le 11 juin 1929.

28.
18.6.29

- PROJET -

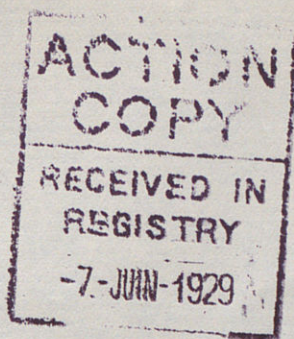
Genève, le 11 juin 1929.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 31 mai 1929, accompagnée des deux brochures intitulées respectivement " Note du Wafd égyptien au sujet de l'accord sur les eaux du Nil" et " Note du Wafd égyptien sur les réclamations financières entre les Gouvernements égyptien et britannique ".

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma considération la plus distinguée.

Monsieur MUSTAPHA EL-NAHAS,
Président du Wafd Égyptien,
LE CAIRE.-
(Egypte)



1A/2536/2536
II 5/3
Le Caire, le 31 Mai 1929.

Excellence,

J'ai l'honneur de vous transmettre, à titre d'information, deux notes du Wafd Egyptien relatives aux accords sur les règlements financiers et les Eaux du Nil, passés entre les Gouvernements britannique et égyptien en l'absence du Parlement.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

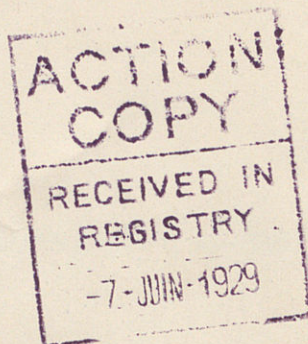
Le Président du Wafd Egyptien

Moustapha El-Wahid

Monsieur le Secrétaire Général
de la Société des Nations

Genève

1A/2536/2536 XII



NOTE
DU WAFD EGYPTIEN
au sujet de
l'Accord sur les Eaux du Nil

(TRADUCTION)

SUPPLIQUE SOUMISE A SA MAJESTE LE ROI

SIRE,

Le 7 mai, le ministère a conclu avec Son Excellence le Haut Commissaire Britannique, représentant le gouvernement britannique, un accord sur les eaux du Nil.

Le Parlement étant suspendu par le fait du ministère actuel, et cet accord portant atteinte aux droits naturels et historiques du pays, diminuant ses droits de souveraineté et exposant au danger son existence et l'existence des générations futures, le Wafd, au nom de Votre peuple loyal, a recours à Votre Auguste Trône pour délivrer le pays de ce danger imminent.

Sire, la question des eaux du Nil est une question de vie ou de mort pour l'Egypte. D'elle dépend la vivification des terres d'Egypte, source de sa richesse. Le pays s'est rendu compte de la gravité de cette question, à toutes les étapes, et il a décidé, à toutes les occasions, qu'il ne fallait rien conclure au sujet de la distribution des eaux du Nil sans consulter ses représentants. Le 9 mars 1920, quoique ajournée à cause de l'état de siège, l'Assemblée Législative en décida ainsi. Le cabinet de S.E. Adly Yégghen pacha décida de même en 1921, avant la promulgation de la Constitution. Ainsi firent tous les cabinets constitutionnels qui se sont succédé au pouvoir depuis 1924 jusqu'en 1928. Et le Parlement les a toujours appuyés.

Mais le cabinet actuel, rompant avec cette unanimité, a accepté de conclure cet accord que la politique impérialiste a toujours ambitionné d'obtenir de tout cabinet faible ne s'appuyant pas sur la volonté de la nation.

C'est pourquoi le préjudice n'atteint pas uniquement les droits naturels et historiques du pays sur les eaux du Nil ; il atteint aussi ses droits politiques sur le Soudan. L'accord diminue, en effet, ses droits de souveraineté en acceptant la situation actuelle du Soudan, née de l'ultimatum britannique de 1924, et considère le Soudan comme un pays indépendant de l'Egypte, séparant ainsi les deux contrées sœurs qui sont unies par l'unité du Nil et que lient les liens indissolubles de la nature et de l'histoire.

Il est indiscutable que cet accord n'engage point le pays par ses

dispositions et par ses conséquences, et ne peut être exécutoire sans l'approbation du Parlement, conformément à l'article 46 de la Constitution.

J'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté une note exposant les résultats de l'examen que le Wafd vient de faire de cet accord. A cet examen, ont collaboré les deux éminents techniciens LL. EE. Osman Moharram pacha, ancien ministre des Travaux publics, et Mohamed Zagloul pacha, ancien sous-secrétaire d'Etat à ce ministère. Cette étude montre que l'accord cause, à tous les points de vue, du préjudice à l'Egypte et à Votre peuple loyal. Il confère, en effet, aux Anglais, au détriment de l'Egypte, des droits qu'ils n'avaient pas ; il diminue les droits de l'Egypte sur le Soudan ; il sanctionne l'empiètement commis sur les droits de l'Egypte en ce qui concerne l'eau du Nil ; il empire la situation en portant gravement atteinte aux droits naturels et historiques de l'Egypte quant à sa suprématie sur les eaux du Nil ; enfin, il expose le pays à ne pas obtenir sa part des eaux limoneuses du Nil Bleu qui apportent la fertilité à ses terres.

C'est pour ces raisons, Sire, que nous avons recours à Votre Majesté pour ordonner la réunion immédiate du Parlement, afin que cet accord lui soit soumis et qu'il puisse l'examiner conformément à l'article 46 de la Constitution.

Je suis toujours et demeure, Sire, de Votre Majesté, le fidèle et dévoué serviteur.

Moustapha El-Nahas,

Président du Wafd Egyptien.

Maison du Peuple, le 16 mai 1929 (7 Zul Hegga 1347).

NOTE

soumise par le Wafd Egyptien à S.M. Le Roi au sujet de l'Accord sur les Eaux du Nil

Le Wafd a tenu des réunions successives en date des 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 mai 1929 au cours desquelles il a examiné, en présence de LL.EE. Osman Moharram pacha, ancien ministre des Travaux publics, et de Mohamed Zaghloul pacha, ancien sous-secrétaire d'Etat aux Travaux publics, l'accord sur les eaux du Nil conclu le 7 mai entre le ministère actuel et le gouvernement britannique.

Il a adopté, à l'unanimité des voix, les conclusions suivantes :

I. LE CONTROLE DES EAUX DU NIL

Cet accord, bien qu'il réserve en apparence le droit de l'Egypte de contrôler la réglementation des eaux du Nil, a porté effectivement atteinte au droit établi du pays quant au contrôle et à la distribution des eaux du fleuve, et lui a fait perdre un droit dont il avait joui, sans conteste, jusqu'en 1925, et que tout ministère constitutionnel a réclamé depuis cette date comme étant un droit vital pour le pays.

Avant l'ultimatum britannique de 1924, le ministère égyptien des Travaux publics assumait le contrôle des eaux du Nil, et tous les travaux d'irrigation au Soudan dépendaient de ce seul ministère, au même titre que les travaux d'irrigation en Egypte. Le ministère des Travaux publics comprenait trois inspectorats d'irrigation : celui de la Basse-Egypte, celui de la Haute-Egypte et celui du Soudan. Les attributions de ces trois inspectorats étaient identiques et le pouvoir que le ministère des Travaux publics exerçait sur eux était le même. L'inspectorat d'irrigation au Soudan comprenait quatre sous-inspectorats dont deux étaient chargés du contrôle, l'un des cultures de la Guézira, l'autre du réservoir de Makwar (Sennar).

En 1925, les deux inspecteurs de la Guézira et du Réservoir de Makwar présentèrent leur démission. Celle-ci fut transmise au ministère des Travaux publics par l'inspecteur général de l'irrigation au

Soudan, M. Roberts, qui demanda de ne pas leur nommer de remplaçants, étant donné qu'il était disposé à assumer leurs travaux simultanément avec ses fonctions. Mais au même moment les deux inspecteurs démissionnaires étaient nommés au gouvernement du Soudan dans les mêmes fonctions qu'ils venaient de résigner. Il s'ensuivit que le lien qui rattachait ces deux sous-inspectorats au ministère des Travaux publics fut effectivement rompu.

Nonobstant, les divers gouvernements égyptiens qui s'étaient succédé par la suite ne renoncèrent pas à leur point de vue, à savoir que le Nil constitue une unité indivisible de par sa nature, qu'il doit en être de même quant à son contrôle, et que ce contrôle doit continuer à être assumé par le ministère des Travaux publics pour garantir les droits de l'Egypte dans les eaux du Nil, droits qui ont été reconnus et dont voici l'énumération :

a) Utilisation par l'Egypte, pendant la période d'étiage, de tout le débit naturel du fleuve ;

b) Priorité sur les eaux provenant de la crue et nécessaires à l'irrigation des terres arables ou de celles susceptibles de devenir propres à la culture ;

c) Priorité pour l'emmagasiner des eaux provenant de la crue, dans le but de les utiliser à la période d'étiage, afin de compléter l'irrigation des terres égyptiennes arables ou de celles susceptibles de devenir propres à la culture.

Ce sont là des droits naturels et historiques qui n'ont été à aucun moment l'objet de contestation.

Du reste, Adly pacha avait exposé, au cours des négociations officielles engagées en 1921, le point de vue du gouvernement égyptien et avait fait relativement à la question des eaux du Nil la déclaration suivante : « Nous voulons avoir seuls le droit de les contrôler » (P. 96 des procès-verbaux arabes des négociations officielles de 1921). De même la réponse de la Délégation Officielle au projet d'accord entre l'Egypte et l'Angleterre au sujet de la question des eaux du Nil, contient le passage suivant :

« Ces textes ne garantissent pas à l'Egypte la jouissance du droit de souveraineté qu'elle a sur le Soudan, et son droit de contrôle sur les eaux du Nil, souveraineté qui ne peut être sujette à aucune contestation » (Voir page 113 des procès-verbaux dont il s'agit).

Ce point de vue a été appuyé par tous les ministères constitutionnels et non-constitutionnels, au point que dans ses conversations avec sir Austen Chamberlain, Saroit pacha est revenu à la charge et a précisé à la page 13 du Livre Vert :

« ... Les traditions tant de fois affirmées et énergiquement défendues par les grands ingénieurs britanniques qui ont rempli avec tant de science et de dévouement les hautes fonctions de conseillers ou de sous-secrétaires d'Etat au ministère des Travaux publics, veulent que le contrôle des eaux du Nil reste entre les mains du dit ministère, et elles ont été constamment mises en pratique, notamment dans la construction du barrage de Sennar lui-même. »

Il est hors de doute que l'Egypte possède le droit historique et naturel de contrôler et de réglementer d'une manière effective les eaux du Nil. Les dispositions de l'accord ont transgressé ce droit d'une façon manifeste, privant ainsi l'Egypte du contrôle effectif et la rendant tributaire du gouvernement du Soudan, alors que celui-ci dépendait d'elle auparavant, comme on le constatera clairement par les observations suivantes :

A. - L'attribution au gouvernement du Soudan de la direction effective du Réservoir de Makwar

Il ressort des textes de l'accord que la direction effective du Réservoir de Makwar est confiée au gouvernement du Soudan, et que l'Egypte n'a plus qu'un droit d'observation nominal. Il en résulte que la distribution des eaux du Nil Bleu à l'Egypte et au Soudan est remise entre les mains de fonctionnaires anglais qui ne relèvent pas de l'autorité du ministère égyptien des Travaux publics.

Tout ce que l'accord a laissé à l'Egypte, après que la direction effective se trouvait entre ses mains jusqu'en 1925, c'est le droit de se plaindre des agissements de l'ingénieur-résident anglais qui relève du gouvernement du Soudan. C'est là un droit à la fois inefficace et sans importance. Car le fait de se plaindre d'un acte effectivement consommé ne permet pas à la victime d'éviter le préjudice qui en résulte. Il est d'ailleurs de notoriété publique, chez les cultivateurs comme chez les ingénieurs, qu'il est, la plupart du temps, difficile d'établir le bien-fondé d'une plainte formulée après que le préjudice a été subi. A plus forte raison ne peut-on y remédier.

La vérité est que, par l'accord qu'il a conclu, le ministère Mohamed pacha Mahmoud a abandonné le point de vue auquel tous les gouvernements constitutionnels s'étaient attachés dans l'intérêt de l'Egypte. Il a approuvé, de son plein gré, ce que le ministère Ziwer pacha a été forcé de subir sous la pression dont il avait été l'objet : le détachement effectif de la direction du Réservoir de Makwar et de l'inspectorat d'irrigation de la Guézira, du ministère des Travaux publics.

Quant au fait d'accorder au délégué du ministère égyptien des Travaux publics pleine liberté de coopérer avec l'ingénieur-résident du Réservoir de Sennar dans le mesurage des débits et des relevés, de manière à assurer le gouvernement égyptien que la distribution des eaux et la réglementation du débit du Réservoir s'effectue conformément à l'accord conclu (Voir article 4, paragraphe 1 de la note de Mohamed pacha Mahmoud), c'est là un texte qui ne diffère pas de la proposition de sir Austen Chamberlain et qui avait été rejetée par feu Saroit pacha. Il est, en effet, dit à l'article 13 du projet d'accord soumis par sir Austen Chamberlain à Saroit pacha :

« ... Il sera accordé aux représentants du Département d'Irrigation égyptien les facilités nécessaires pour contrôler les observations concernant l'opération du barrage de Sennar, et il leur sera donné

de production d'énergie électrique sur le Nil, ses affluents, et dans la région des lacs. Il subordonne, en effet, les travaux d'irrigation que l'Egypte effectuera au Soudan au consentement du gouvernement soudanais, alors que ceux que le gouvernement soudanais pourra effectuer ne sont pas subordonnés au consentement de l'Egypte.

Le paragraphe 4 de l'article 4 de la note de S.E. Mohamed pacha Mahmoud subordonne, dans tous les cas, la faculté du gouvernement égyptien de construire des travaux sur le Nil au consentement préalable des autorités locales, à l'effet de s'entendre sur les dispositions à prendre pour sauvegarder les intérêts locaux. Or, ces intérêts locaux ne se bornent pas, contrairement à ce qu'on pourrait croire à priori, à l'indemnisation des habitants des pertes qu'ils subiraient du fait de ces travaux, comme c'est le cas quand les gouvernements procèdent à des travaux publics, mais ces intérêts locaux pourraient, aux yeux du gouvernement britannique, se multiplier au point de comprendre, dans certains cas, des travaux de nature à donner au gouvernement local de nouveaux droits sur les eaux du Nil. Un exemple :

Lorsqu'en 1925, alors que Ismail Sirry pacha était ministre des Travaux publics, on conçut le projet de construction du Réservoir de Djebel Awlia, le gouvernement britannique formula, au nom des intérêts locaux, qui seraient lésés par ce projet, les demandes suivantes :

1° Une somme de L.E. 500.000 pour indemniser les cultivateurs des terrains qui seraient submergés par les eaux, ainsi que l'indemnisation du gouvernement soudanais pour les terrains qu'il perdrait du fait de ce projet ;

2° Une somme de L.E. 3.500.000 : pour l'établissement d'un canal principal d'une longueur de 80 kilomètres qui serait alimenté par les eaux du Réservoir de Makwar et le creusement de canaux dans une superficie de 170.000 feddans à l'effet de les cultiver en coton et autres produits, pour la construction d'habitations et de voies ferrées et pour la création d'usines à égrenage et autres sur cette étendue.

Ce sont des demandes exorbitantes et inconcevables que l'on ne peut approuver.

Il résulte donc de ce qui précède que tous les travaux d'irrigation que le gouvernement égyptien estimera nécessaire d'effectuer au Soudan dans l'intérêt du pays, pourront être entravés, en raison du marchandage que l'on sera amené à faire au sujet des demandes exagérées qui seront formulées au nom des intérêts locaux. On aurait dû ne pas subordonner le commencement de l'exécution des projets de l'Egypte à un arrangement préalable pour l'indemnisation des intérêts locaux. On devait plutôt faire en sorte que le gouvernement égyptien procédât d'abord à l'exécution de ses projets, quitte à s'entendre ensuite au sujet de la question de l'indemnisation, soit par un accord, soit par voie d'arbitrage. C'est ainsi que l'Egypte atteindrait son but, en jouissant en temps voulu de son droit naturel et

libre accès aux données y relatives, afin qu'ils puissent s'assurer que la distribution des eaux s'effectue conformément aux règles posées dans le dit Rapport » (Rapport de la Commission des Eaux du Nil).

Une comparaison entre les deux textes suffit pour établir clairement qu'ils sont identiques quant au fond, bien qu'ils diffèrent dans la forme. Saroit pacha a d'ailleurs saisi tout le danger que ce texte comportait pour les intérêts de l'Egypte. Aussi y a-t-il fait la réponse suivante mentionnée à la page 13 du Livre Vert :

« ... On ne s'explique pas, en effet, pourquoi substituer à la formule claire et simple que j'ai employée, les expressions « accorder aux représentants du Département d'Irrigation égyptien les facilités nécessaires pour contrôler les observations concernant l'opération du barrage de Sennar » et « donner libre accès aux données y relatives », expressions dont la forme restrictive peut donner à croire que le contrôle par l'Egypte ne serait qu'un contrôle mathématique de chiffres et d'additions, alors même que le contrôle le plus naturel des observations suppose le contrôle de l'opération elle-même et que le libre accès aux données comporte nécessairement l'accès au fonctionnement même du barrage. Il est, du reste, certain que la Grande-Bretagne n'entend pas changer les traditions tant de fois affirmées et énergiquement défendues par les grands ingénieurs britanniques qui ont rempli avec tant de science et de dévouement les hautes fonctions de conseillers ou de sous-secrétaires d'Etat au ministère des Travaux publics. Ces traditions veulent que le contrôle des eaux du Nil reste entre les mains du dit ministère, et elles ont été constamment mises en pratique, notamment dans la construction du barrage de Sennar lui-même. »

B. - Le détachement des travaux d'irrigation au Soudan du ministère égyptien des Travaux publics

Il est dit à l'article 4, paragraphe 2 de la note de S.E. Mohamed pacha Mahmoud, que le gouvernement soudanais a le droit d'effectuer des travaux d'irrigation au Soudan, de son propre gré et sans avoir recours au ministère des Travaux publics. Ce texte ne tend pas seulement à confirmer le détachement du Réservoir de Makwar et des projets d'irrigation dans la Guézira, mais il aggrave la situation en étendant ce détachement à tous les travaux d'irrigation que le gouvernement soudanais voudra effectuer sur le fleuve, sur ses affluents et dans la région des lacs. C'est la première fois qu'un ministère égyptien sanctionne ce détachement et lui donne, en outre, cette extension dangereuse contenue à l'article sus-mentionné.

C. - La non-réciprocité

Ce qui aggrave encore le caractère de ce détachement, c'est le fait que l'accord établit une distinction injuste entre le droit de l'Angleterre et celui de l'Egypte de procéder à des travaux d'irrigation et

historique sur les eaux du Nil, et en assurant à la fois aux intérêts locaux leur indemnisation.

Quant aux projets d'irrigation et de production d'énergie sur le Nil, sur ses affluents et dans la région des lacs que les Anglais effectueront (Voir article 4, paragraphe 2 de la note de S.E. Mohamed pacha Mahmoud) leur exécution n'est pas subordonnée au consentement préalable du gouvernement égyptien. Ce consentement n'est requis que dans le cas où le gouvernement britannique considérerait que ces travaux occasionneraient un préjudice quelconque aux intérêts de l'Egypte, ce qui signifie, pratiquement, que, en vertu de cet accord, l'Angleterre peut procéder effectivement à l'exécution de tous les projets qu'elle jugera nécessaires, sans obtenir le consentement préalable du gouvernement égyptien, sous prétexte que ces projets ne portent pas préjudice aux intérêts de l'Egypte. Et il va de soi que le gouvernement britannique ne saurait reconnaître que tel ouvrage est préjudiciable à l'Egypte après qu'il en aura commencé l'exécution, même si cet ouvrage compromet réellement les intérêts du pays.

Il résulte de ce qui précède que la direction des eaux du Nil a passé effectivement entre les mains des Anglais qui peuvent ainsi en disposer selon leur bon plaisir. Quant aux réserves contenues dans la note de S.E. Mohamed pacha Mahmoud et d'après lesquelles l'accord ne peut affecter en rien le contrôle du Nil, lequel est réservé pour être librement discuté entre les deux gouvernements dans les négociations sur la question du Soudan, ces réserves sont vaines. Car les dispositions de l'accord tranchent la question des projets d'irrigation que le gouvernement britannique estimera nécessaire d'exécuter sur le Nil, sur ses affluents et dans la région des lacs, sous prétexte qu'ils ne seront pas préjudiciables à l'Egypte, en confiant leur direction aux Anglais.

En fait, si cet accord est exécuté, il mettra le pays devant un fait accompli et placera le négociateur égyptien dans une position inférieure à celle du négociateur anglais. D'ailleurs, rien ne saurait contraindre l'Angleterre, au cours de négociations ultérieures, à renoncer à ce qu'elle a effectivement gagné par le consentement du gouvernement égyptien, quant à son droit de contrôle sur le fleuve dans tous les cas prévus dans l'accord.

La question présente une gravité plus grande que celle des points réservés par l'Angleterre dans la Déclaration du 28 février 1922 et dont elle a subordonné la solution à des négociations libres entre les deux parties. Car ces réserves ont un caractère unilatéral et n'ont à aucun moment été admises par le gouvernement égyptien. Et pourtant nous constatons ce que le pays souffre de ces réserves dont le danger n'a pu être écarté par le texte explicite stipulant que leur solution sera laissée à des négociations libres entre les deux parties.

II. L'ACCORD NE TIENT PAS COMPTE DES MODIFICATIONS DE LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS

L'accord a pris comme base le rapport de la Commission des Eaux du Nil instituée en 1925. Mais les amendements essentiels proposés par la Commission du ministère des Travaux publics en 1926 ont été laissés de côté, de même qu'il n'a pas été tenu compte des conditions que S.E. Osman Moharram pacha, alors ministre de ce département, avait posées en vue de garantir les droits du pays, au sujet des propositions faites par la Commission des Travaux publics. En ce faisant, le ministère Mohamed pacha Mahmoud est allé à l'encontre de la manière de voir du gouvernement égyptien sous les ministères Adly pacha, Saroit pacha et Moustapha El-Nahas pacha.

En négligeant ces amendements, il en est résulté les conséquences suivantes :

a) L'Egypte s'expose en vertu de cet accord à se voir privée au commencement de la crue, de la quantité nécessaire des eaux du Nil Bleu, ces eaux rouges charriant le limon qui fait la fertilité du pays, ce qui constitue incontestablement un préjudice énorme pour l'irrigation des terres égyptiennes ;

b) La superficie des terres arrosées par le canal Guézira est devenue, par cet accord, illimitée, car celui-ci prend pour base le volume des eaux, ce qui ne constitue pas une garantie suffisante pour l'Egypte du moment que le contrôle effectif du Nil n'est pas assuré par le ministère des Travaux publics.

Le gouvernement britannique avait, à la suite de l'ultimatum adressé au gouvernement égyptien, donné pleine liberté au gouvernement soudanais d'augmenter, sans limitation aucune, la superficie des terres de la Guézira à arroser par les eaux du Nil Bleu, contrairement à ce qui avait été autorisé par le gouvernement égyptien : l'irrigation seulement de 300.000 feddans. Le gouvernement britannique se ravisa par la suite et accepta l'institution d'une commission qui devait se prononcer sur l'augmentation de la superficie à irriguer par les eaux du Nil Bleu au moyen du réservoir de Makwar. Cette commission fut composée de Abdel Hamid Soliman pacha, délégué de l'Egypte, d'un délégué anglais et d'un président appartenant à un pays neutre. Celui-ci décéda pendant que la commission poursuivait ses travaux et il ne fut plus remplacé.

La Commission ayant présenté son rapport, le ministre des Travaux publics, Sirry pacha, institua au commencement de 1926 une commission groupant tous les hauts fonctionnaires, égyptiens et anglais, du Service des Irrigations, au nombre desquels se trouvaient Ibrahim Fahmy bey et Hussein Sirry bey, actuellement ministre et sous-secrétaire d'Etat des Travaux publics. Cette commission fut chargée d'examiner le rapport et de donner son avis. Dans le rapport qu'elle a présenté, la Commission proposa plusieurs amendements aux suggestions de la première commission. Voici les deux plus importants :

1° Il ne sera prélevé, au commencement de la crue, aucune quantité d'eau pour le Soudan que lorsque le débit du Nil Bleu aura atteint cent millions de mètres cubes par jour, au lieu d'un débit global de cent soixante millions de mètres cubes par jour pour le Nil Blanc et le Nil Bleu à la fois ainsi qu'il avait été suggéré en 1925 dans le rapport de la Commission du Nil.

L'intérêt de cet amendement qui consiste à séparer les deux débits du Nil Blanc et du Nil Bleu, est de permettre à l'Egypte de retirer du Nil Bleu le volume d'eau qui lui est nécessaire au commencement de la crue, car ces eaux sont chargées de limon. Comme toute diminution dans la quantité de ces eaux au commencement de la crue influe nécessairement sur la fertilité du sol, la Commission des Travaux publics a recommandé de ne prélever aucune quantité d'eau pour l'irrigation de la Guézira que lorsque le débit du Nil Bleu aura atteint cent millions de mètres cubes. Abstraction faite du débit du Nil Blanc qui est exposé à des changements ultérieurs dont on ne saurait préciser la portée, en raison de la modification du cours du Nil dans la région des sudds.

En d'autres termes, la détermination du débit telle qu'elle a été décidée par la Commission des Eaux du Nil, c'est-à-dire en additionnant les débits des deux affluents du fleuve, a pour conséquence que, lorsqu'au commencement de la crue, le volume des eaux du Nil Blanc augmente et dépasse son volume actuel (qui est de 60 millions de mètres cubes par jour), les eaux rouges du Nil Bleu qui atteignent l'Egypte au commencement de la crue doivent nécessairement diminuer du moment que le volume total préfixé est de 160 millions de mètres cubes pour les deux à la fois, ce qui est d'un grand préjudice pour l'Egypte et sa fertilité.

2° La Commission du ministère des Travaux publics a considéré que tout en déterminant le volume d'eau qui alimentera le canal d'irrigation de la Guezira, il importerait de délimiter la superficie des terrains à irriguer par ces eaux, et ce contrairement à l'opinion de la Commission des Eaux du Nil qui a considéré qu'il y avait lieu seulement de déterminer le volume d'eau. Or, il n'y a pas de doute que le premier procédé constitue une garantie plus sérieuse pour l'Egypte et écarte davantage le danger de disposer effectivement d'une quantité d'eau plus grande que celle qui est fixée.

Lors de la formation du cabinet Adly pacha en 1926, le gouvernement anglais avait demandé à trancher la question de l'extension de la culture de la Guézira en prenant pour base le rapport de la Commission des Eaux du Nil. S.E. Osman Moharram pacha, ministre des Travaux publics, étudia alors les rapports présentés par les deux commissions et consigna son opinion dans une note qu'il présenta au conseil des ministres. Dans cette note, il préconisait de s'en tenir à l'avis de la Commission des Travaux publics en ce qui concerne le premier amendement proposé. Pour ce qui est du second, il avait considéré que la détermination du volume d'eau aurait dispensé de la délimitation de la superficie à la condition que la direction effective

du Réservoir de Makwar fût assumée par le ministère égyptien des Travaux publics. Cette manière de voir fut celle du gouvernement égyptien sous les ministères Adly pacha, Saroit pacha et Moustapha El-Nahas pacha. Tous avaient jugé que c'était compromettre les intérêts de l'Egypte que de s'écarter de ce point de vue. Il a fallu que le ministère Mohamed pacha Mahmoud arrivât au pouvoir pour s'en écarter formellement dans l'accord qu'il a conclu.

III. LA PROCEDURE D'EXECUTION

La note de S.E. Mohamed pacha Mahmoud fait allusion à une procédure réglant les détails d'application tracés de commun accord par le ministre des Travaux publics et les conseillers techniques du gouvernement du Soudan, cette procédure devant entrer en vigueur à partir de la date d'approbation de la note.

Ces détails étant de la plus haute importance et étant donné qu'ils peuvent influencer essentiellement sur les intérêts de l'Egypte, on aurait dû les rendre publics afin que l'on pût en prendre connaissance et que le pays fût en mesure de les juger.

IV. L'ARBITRAGE

L'article 6 prévoit que l'on aura recours à l'arbitrage en cas de divergence dans l'interprétation de l'un quelconque des principes ou de l'un des détails d'ordre technique ou administratif, en ce qui concerne leur interprétation, leur application ou les dérogations commises. Mais cet article n'a pas déterminé sous quelle forme se fera cet arbitrage : ce qui causera de sérieuses difficultés au moment de se mettre d'accord sur la composition de l'organisme qui en sera chargé. Pour prévenir ces difficultés, il aurait fallu déterminer cet organisme dès à présent.

Toutefois, le recours à l'arbitrage ne saurait nullement dispenser de la nécessité de confier la direction effective au ministère égyptien des Travaux publics, car il est impossible de recourir à l'arbitrage dans les questions du moment ou qui revêtent un caractère urgent. En fait, la plupart de ces questions sont toujours urgentes.

V. LE RESERVOIR DE DJEBEL AWLIA

S.E. Mohamed pacha Mahmoud a déclaré que cet accord préparait la voie à l'exécution du projet du Réservoir de Djebel Awlia que le gouvernement compte construire prochainement sans égard au préjudice qu'il entraînera pour le pays et à la menace qu'il constitue pour lui, et ce au mépris de l'article 137 de la Constitution qui interdit expressément toute dépense pour n'importe quel ouvrage d'irrigation intéressant plus d'une moudirieh (et ici le projet intéresse le pays entier) sans l'approbation préalable du Parlement.

Les principales objections que soulèvent la construction du Réservoir se résument ainsi :

1° Les grands ingénieurs anglais et égyptiens ont reconnu que de sérieuses considérations d'ordre technique s'opposent à la création du Réservoir de Djebel Awlia. Parmi ces objections, l'une tire sa raison d'être de l'emplacement en soi, car la plus grande partie des eaux emmagasinées sera perdue par l'absorption et par l'évaporation.

S.E. Mohamed Chafik pacha, ministre des Travaux publics, ayant protesté contre la construction de ce Réservoir, le projet fut suspendu en 1921. Par la suite, M. Dupuy, ancien conseiller anglais du ministère des Travaux publics, ayant été délégué pour examiner le projet, s'est exprimé ainsi dans son rapport : « Quant à la décision de suspension, elle est pleinement justifiée, et je ne crois pas que la reprise des travaux soit possible ou souhaitable à moins que la question ne soit examinée sérieusement et minutieusement. » Or, jusqu'ici le projet n'a pas été sérieusement examiné pas plus qu'il n'a été soumis à une commission de sommités mondiales comme l'exigent les projets de cette envergure et comme cela a eu lieu pour le Réservoir d'Assouan.

2° La surélévation du Réservoir d'Assouan (dont l'exécution a été jugée possible techniquement) dispense pour plusieurs années encore de la construction du Réservoir de Djebel Awlia. Ainsi, les sommes considérables qui seront dépensées tout de suite constituent un gaspillage qui obèrera le Trésor sans que le pays puisse profiter des eaux emmagasinées dans le Réservoir, car il n'en a que faire pour de longues années encore.

D'autres dangers plus graves menacent également l'agriculture du pays, parce qu'on aura construit le Réservoir de Djebel Awlia sans avoir au préalable soumis ce projet à un examen technique et à une étude suffisante.

VI. EN RESUMÉ

Cet accord :

1° a porté effectivement atteinte au droit intangible de l'Egypte d'avoir la haute main sur les eaux du Nil :

a) parce qu'il a sanctionné la mesure qui a consisté à soustraire le Réservoir de Makwar et l'inspectorat d'irrigation de la Guézira au ministère des Travaux publics et à placer la direction effective de ce Réservoir entre les mains du gouvernement soudanais. En ce faisant, il a confié la distribution des eaux du Nil Bleu en Egypte et au Soudan à des fonctionnaires qui ne sont pas soumis à l'autorité du ministère égyptien des Travaux publics, et a limité le droit de l'Egypte à se plaindre des agissements de l'ingénieur-résident du Réservoir de Sennar relevant du gouvernement soudanais, sans lui donner la possibilité d'arrêter ou de prévenir le préjudice.

b) parce qu'il a aggravé la situation en étendant cette indépendance, vis-à-vis du ministère égyptien des Travaux publics, à tous les travaux d'irrigation que le gouvernement du Soudan voudra exécuter sur le Nil et ses affluents et dans la région des lacs.

2° Il subordonne les travaux d'irrigation que voudra exécuter l'Egypte au Soudan à l'approbation du gouvernement soudanais et ne subordonne pas les travaux de celui-ci à l'approbation préalable de l'Egypte.

3° Il expose l'Egypte à être privée au commencement de la crue de la quantité d'eau dont elle a besoin sur le débit du Nil Bleu qui apporte dans les terres égyptiennes l'eau fertilisante (limoneuse).

4° Il ne détermine pas la superficie à irriguer dans la Guézira, se contentant de déterminer le volume d'eau, et ce contrairement à l'avis de la Commission des Travaux publics. Ce procédé n'assure pas une garantie suffisante pour l'Egypte du moment que le contrôle effectif du Nil n'est plus entre les mains du ministère des Travaux publics.

5° La procédure d'exécution dont il fait mention n'a pas été publiée en même temps ; or cette procédure pourrait influencer considérablement sur les intérêts de l'Egypte.

6° Il n'a pas déterminé quel sera le collège arbitral, sans compter que l'arbitrage lui-même ne saurait dispenser de la nécessité de confier la direction effective au ministère égyptien des Travaux publics, car il est impossible de recourir à l'arbitrage dans les questions du moment et dans les questions urgentes. En fait, la plupart des questions revêt ce double caractère.

7° Il prépare la voie à la construction du Réservoir de Djebel Awlia, projet que le gouvernement veut exécuter sans le soumettre au préalable à une étude technique et détaillée, et sans tenir compte du préjudice et du danger qui menacent l'Egypte.

8° Outre ce qui précède, cet accord porte atteinte aux droits de souveraineté de l'Egypte et sépare deux parties sœurs — l'Egypte et le Soudan — que le Nil relie et qu'unissent d'indissolubles liens naturels et historiques.

Le Président du Wafd Egyptien,

Moustapha El-Nahas.

Maison du Peuple, le 16 mai 1929 (7 Zul Hegga 1347).

*Dépêche adressée à S.E. Sir Austen Chamberlain,
Ministre des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne.*

Le 16 Mai 1929

Le Wafd Egyptien a pris connaissance de l'accord intervenu le 7 mai 1929 entre le gouvernement britannique et le gouvernement égyptien concernant le régime de la distribution des eaux du Nil. Il m'a chargé de porter à la connaissance de Votre Excellence que ledit accord ne saurait engager en aucune façon le peuple égyptien, vu qu'il a été traité et passé à son insu, et contrairement aux dispositions de la Constitution qui exige, à l'article 46, que tous les traités entraînant une diminution des droits de souveraineté de l'Egypte doivent, pour avoir d'effet, avoir reçu l'assentiment du Parlement.

Mais indépendamment de la question constitutionnelle, laquelle est fondamentale, l'accord du 7 mai porte aux intérêts de l'Egypte des préjudices tels que celle-ci ne saurait y souscrire sans compromettre gravement ses droits et son existence même.

1° L'accord implique que le Soudan et l'Egypte sont deux pays étrangers l'un à l'autre et indépendants l'un de l'autre, alors que les liens historiques, géographiques et économiques — ceux-ci découlant précisément du système nilotique — en font un tout indivisible.

2° Il sanctionne la privation de l'Egypte du contrôle des eaux, contrôle qui lui a toujours été reconnu, qu'elle a exercé effectivement jusqu'en 1925 et qu'elle n'a pas cessé de revendiquer depuis, le considérant à juste titre comme une question vitale pour elle.

En effet, dès 1904 sir William Garstin écrivait :

« Si l'on décide de créer un service des irrigations au Soudan, il est absolument nécessaire qu'il soit entièrement contrôlé par le ministère des Travaux publics en Egypte et qu'il constitue en fait une branche de ce département. Cela est impératif. La tâche d'un pareil service sera d'un caractère purement technique et comprendra, de plus, la construction de travaux qui affecteront plus ou moins le débit du Nil. Le contrôle du débit de ce fleuve doit demeurer toujours et absolument aux mains d'une seule autorité. Il ne saurait être question d'une autorité partagée en une matière aussi importante. Il ne saurait non plus être contesté qu'un pareil contrôle doit être confié au ministère égyptien des Travaux publics. Il n'y a

pas de doute que le gouvernement du Soudan sera le premier à l'admettre et le dernier à désirer qu'un autre arrangement soit fait. Il sera cependant dans l'intérêt commun de l'Egypte et du Soudan que cela soit clairement établi et pleinement compris. » (1)

Or l'accord du 7 mai non seulement supprime le contrôle de l'Egypte, mais il rend l'Egypte tributaire de l'Administration soudanaise :

(a) Il confie la distribution des eaux du Nil Bleu à des fonctionnaires indépendants du ministère égyptien des Travaux publics ;

(b) Il ne fixe pas la superficie des terrains à irriguer dans la Guézira ;

(c) Il additionne les débits du Nil Blanc et du Nil Bleu pour permettre au Soudan de retirer les eaux nécessaires à l'irrigation de la Guézira lors de la crue, alors que le débit du Nil Bleu devrait entrer uniquement en ligne de compte, car autrement le retrait des eaux pour le Soudan pourrait se produire avant que ne parviennent à l'Egypte les eaux absolument indispensables à sa propre irrigation, et cela dans le cas où le débit du Nil Blanc viendrait à dépasser le débit actuel.

3° Il enlève au ministère des Travaux publics la haute main sur tous les travaux d'irrigation que le Soudan pourra entreprendre sur le Nil et ses affluents ainsi que dans la région des Lacs.

4° Il subordonne l'exécution des travaux à entreprendre par l'Egypte sur le Nil au consentement préalable du gouvernement soudanais ; par contre, il ne subordonne pas les travaux à entreprendre par le Soudan au consentement préalable du gouvernement égyptien. Il reconnaît au ministère des Travaux publics le droit de procéder à la vérification de la distribution des eaux, mais cette

(1) « Should it be decided to form an irrigation service in the Sudan it is absolutely necessary that it should be entirely controlled by the ministry of Public Works in Egypt and that it should in fact form a branch of that department. This is imperative. The work of such a service will be purely technical nature and, moreover, will involve the construction of works which must more or less interfere with the supply of the Nile. The control of the flow of this river must remain always and absolutely in the hands of one authority. There can be no question of divided authority in such an important matter and there can be no two opinions that such control should be vested with the Egyptian Ministry of Public Works. Doubtless the government of the Sudan will be the first to admit this and the last to desire that any other arrangement should be made. It will be however in the interest of both Egypt and Sudan that this should be clearly laid down and fully understood. » (Report of 1904 p. 163.)

procédure, si elle permet de contrôler l'infraction, ne peut la prévenir ou l'arrêter.

5° Quant à l'arbitrage dont il est question dans l'accord, outre qu'il ne désigne pas le tribunal arbitral, il ne saurait remplacer le contrôle effectif.

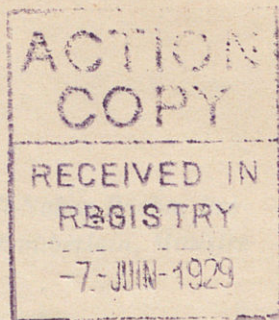
En résumé l'accord du 7 mai reconnaît et consacre une situation de fait contre laquelle l'Egypte a toujours protesté ; il consent aux Anglais des droits qu'ils n'avaient pas, et ce au détriment des droits de l'Egypte ; et il met en péril la prospérité et l'existence même du pays. C'est pourquoi l'Egypte ne saurait l'accepter.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir agréer l'expression de ma très haute considération.

Le Président du Wafd Egyptien

Moustapha El-Nahas.

1A/2556/2556 ^{XII}



NOTE
DU WAFD EGYPTIEN
sur
les réclamations financières
entre les Gouvernements
Egyptien et Britannique

Lettre adressée par S.E. Moustapha El-Nahas Pacha, Président du Wafd Egyptien à S.E. Sir Austen Chamberlain, Ministre des Affaires Etrangères de Grande Bretagne.

Caire, le 10 Mai 1929.

Excellence,

A la suite de l'accord intervenu entre les Gouvernements Britannique et Egyptien relativement aux réclamations financières des deux Gouvernements, le Wafd Egyptien a pris la décision suivante que j'ai l'honneur de vous transmettre pour être portée à la connaissance de votre Gouvernement.

Le Wafd considère que cet accord ne saurait lier l'Egypte, en vertu du second paragraphe de l'article 46 et du premier paragraphe de l'article 137 de la Constitution Egyptienne :

Art. 46. — ... Les traités de paix, d'alliance, de commerce, de navigation ainsi que ceux qui entraînent soit une modification de territoire de l'Egypte, soit une diminution de ses droits de souveraineté, soit une dépense à la charge du Trésor public, ou qui porteraient atteinte aux droits publics ou privés des citoyens égyptiens, n'auront d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment du Parlement.

Art. 137. — Aucun emprunt public, ni aucun engagement pouvant grever le Trésor pour un ou plusieurs exercices futurs, ne pourra être contracté sans le consentement du Parlement.

Je me permets également de rappeler à Votre Excellence que dans leurs séances des 28 Juillet et 17 Novembre 1928, le Sénat et la Chambre des Députés ont décidé que « toutes conventions politiques, commerciales ou financières qui sont passées

par le Ministère avec les Puissances étrangères ou avec toute autre personne, et notamment les conventions prévues au Titre IV de la Constitution ainsi que tout acte d'administration seront nuls et ne sauraient lier la Nation. »

Votre Excellence trouvera ci-annexée une note exposant le point de vue du Wafd et énumérant les raisons financières qui justifient, d'autre part, le rejet de cet accord.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir agréer l'expression de ma très haute considération.

Le Président du Wafd,
(signé) MOUSTAFA EL-NAHAS.

NOTE

sur les réclamations financières entre les Gouvernements Egyptien et Britannique

Les réclamations du gouvernement britannique sont afférentes :

- | | |
|---|-------------------|
| 1) à l'Emprunt Ottoman de 1855 .. | Lst. 3.815.200 |
| 2) aux réclamations de l'Amirauté Britannique | Lst. 355.871,12,3 |
| 3) à celles des autorités militaires Britanniques | Lst. 522.334 |

L'EMPRUNT OTTOMAN DE 1855

Cet Emprunt a été contracté à Londres le 27 Juin 1855 et se montait à l'origine à Lst. 5.000.000, à un intérêt de quatre pour cent, à la condition que l'amortissement s'effectue par le paiement annuel d'un pourcentage du capital (soit Lst. 50.000 dont le versement devait incomber à la Turquie).

Cet Emprunt était garanti :

1o.) par une garantie réelle constituée par tous les revenus de l'Empire Ottoman et, particulièrement, les recettes des douanes de Smyrne et de Syrie et la partie restant libre du Tribut Egyptien, soit Lst. 72.000;

2o.) par la garantie personnelle et solidaire de la Grande-Bretagne et de la France.

L'amortissement de cet Emprunt a porté jusqu'en Août 1875 sur une somme de Lst. 1.184.800. Depuis aucune somme n'a été amortie du capital restant, soit Lst. 3.815.200. Cependant l'Egypte a continué à verser annuellement, pendant 69 ans, la somme de Lst. 72.000, c'est-à-dire depuis 1855 jusqu'à 1924, date à laquelle le Parlement Egyptien décida le 9 juillet 1924 de déposer les termes échus pour le compte de cet Emprunt et pour

les deux autres de 1891 et 1894, à la National Bank of Egypt au nom du Gouvernement Egyptien, en attendant qu'il soit statué définitivement sur la question par un accord diplomatique ou par une décision d'une autorité reconnue par le Gouvernement Egyptien, attendu que le détachement de l'Egypte de la Turquie a mis fin à l'engagement pris par la première de payer le Tribut et qu'il a, par voie de conséquence, rompu les relations qui existaient entre l'Egypte et les créanciers du gouvernement turc. Nous ajoutons que tel est d'ailleurs l'avis du conseiller financier lui-même qui avait adressé en 1916, à la Banque d'Angleterre, une lettre l'informant que le gouvernement égyptien consent à poursuivre provisoirement le paiement, en attendant que la question soit réglée après la guerre. De plus, Sir William Hayter, qui avait été chargé d'une façon spéciale de se mettre à la disposition du conseiller financier, avait appuyé cet avis dans une note qu'il avait présentée au conseiller financier, au commencement de 1916, et où il était dit :

1. — Que le Tribut n'existe plus du fait de la disparition de la suzeraineté de la Turquie;

2. — Que l'Egypte n'est pas responsable, ni en tout ni en partie, des dettes de la Turquie;

3. — Que cette responsabilité ne pourrait découler, actuellement, que d'un engagement qui serait pris par le gouvernement égyptien vis-à-vis des porteurs des titres ou de leurs représentants;

4. — Qu'un pareil engagement n'a pas été donné en ce qui concerne le terme annuel dont le montant s'élève à Lst. 72.000 et qui était payé autrefois sur la dette garantie de 1855;

5. — Que des engagements ont été pris en ce qui concerne les termes annuels des Emprunts de 1891 et 1894, mais que l'effet de ces engagements est douteux.

Ce fut aussi l'avis des conseillers royaux, M. Piola Caselli et M. Wathelet, qui avaient été requis de répondre à la question suivante :

Etant admis que la suzeraineté de la Turquie sur l'Egypte est abolie et que cette abolition entraîne l'annulation du Tribut qui était imposé à l'Egypte, celle-ci est-elle tenue, malgré cela, de continuer à payer les sommes nécessaires pour le service des Emprunts dont il s'agit ?

Après avoir établi que l'on ne saurait obliger l'Egypte, en tant que faisant partie de l'Empire Ottoman, de participer avec la Turquie et les autres Etats qui se sont substitués à cette dernière, à l'amortissement de la dette publique ottomane, les deux conseillers royaux ont formulé l'observation suivante :

Il nous incombe de concentrer cette étude à la question de savoir si les engagements pris quant au paiement des dettes,

doivent être exécutés par l'Egypte malgré la disparition du Tribut.

A cette question les deux conseillers ont répondu :

En ce qui concerne l'Emprunt de 1855, il n'y a pas lieu de soulever ce point pour la simple raison que l'Egypte n'a pas pris d'engagement vis-à-vis des créanciers de cet Emprunt.

En effet, en vertu de l'accord en date du 27 Juin 1855, la Turquie a pris seule à charge cette dette, avec la garantie de l'Angleterre et de la France, et a affecté au paiement des intérêts et à l'amortissement du capital, toutes ses recettes y compris la partie du Tribut qui n'a pas été donnée en garantie, au moment où les précédentes dettes avaient été contractées. Cette partie libre du Tribut a été évaluée à L.E. 70.000 soit Lst. 72.000.

En payant cette somme directement aux Banques créancières au lieu de la verser à la Turquie, l'Egypte *n'a fait qu'exécuter, pour le compte de la Turquie, un engagement pris par celle-ci et qui ne l'engage, elle, en rien.* Ainsi donc, si cette partie du Tribut a cessé d'être due à la Turquie, on ne peut obliger l'Egypte à en continuer le paiement pour amortir les dettes turques.

Ajoutons, pour notre part, que si l'on avait commencé par payer annuellement un pour cent pour l'amortissement du capital, (soit Lst. 50.000 qu'il incombait à la Turquie de verser avec la garantie des gouvernements britannique et français), la dette aurait été amortie depuis longtemps, vers 1900. Mais la Turquie s'est abstenue de payer l'amortissement depuis août 1875 et il est indiscutable que c'est l'Angleterre qui doit en supporter les conséquences. Car, conformément à un échange de notes qui eut lieu entre elle et la France, à Londres le 27/7/1855, elle est tenue d'assurer le service de tout l'Emprunt, au cas où la Turquie viendrait à faillir à ses obligations. Aussi, avait-elle notifié par la suite à la France qu'elle était résolue d'affecter, pour couvrir l'Emprunt de 1855, l'excédent des recettes de Chypre qu'elle s'était engagée de payer annuellement à la Sublime Porte, conformément à la convention conclue le 4 Juin 1878, par suite de l'occupation de Chypre.

Si l'Angleterre n'avait pas affecté l'excédent des recettes de Chypre à l'amortissement de l'Emprunt de 1855 — et cette affectation n'a aucune assiette légale — l'abstention de la Turquie à remplir ses engagements se serait manifestée nettement et d'une manière qui aurait mis fin à l'objection soulevée par les porteurs des titres contre l'incorporation de cet Emprunt dans la Dette Publique Ottomane, dette qui a été unifiée en 1881 après avoir été réduite dans une grande proportion par le décret de Moharram qui la réduit de Lst. 252.800.000 à Lst.

106.437.234, soit dans une proportion de 58 % approximativement. Si cette éventualité s'était produite et si l'Emprunt de 1855 avait été réduit dans la même proportion, il n'aurait atteint que le chiffre de Lst. 1.600.000, dont les intérêts auraient été de Lst. 64.000 à raison de 4 %. Ce que l'Egypte et Chypre ont payé par la suite annuellement aurait suffi à amortir au moins dix fois cette somme.

Du reste, l'Angleterre elle-même a reconnu la négligence commise lorsque la question de cette Dette fut soulevée au cours de négociations entreprises, en 1921, par la Délégation Officielle Egyptienne. Le représentant du Ministère des Finances britanniques reconnu, en effet, dans la réunion tenue le 26 Août de cette même année que l'Emprunt de 1855 aurait dû être déjà amorti, *et il promit de faire des démarches auprès de son gouvernement à l'effet de constituer à nouveau des fonds d'amortissement.*

Dans ces conditions, l'Egypte peut-elle être tenue responsable de l'amortissement de n'importe quelle part de cette dette ?

En résumé :

1) Cet Emprunt n'aurait plus existé maintenant, si l'Angleterre avait pris des mesures nécessaires et n'avait fait preuve de négligence;

2) L'Egypte ne s'est liée en aucune façon par cette dette et il n'y a pas lieu de soutenir, voire même de douter qu'elle puisse être tenue responsable de quelque manière que ce soit vis-à-vis de cette Dette.

Si le fait par les gouvernements égyptien et britannique de maintenir leur points de vue respectifs n'est pas de nature à trancher le litige, quelque long que soit le retard apporté à ce règlement; si d'autre part le fait par l'Angleterre de continuer à payer les intérêts de cette Emprunt et par l'Egypte de continuer jusqu'à une date indéterminée à déposer à la National Bank les sommes échues pour le service des Emprunts, si ces faits ne sont pas admissibles (Voir Note du Ministère des Finances, page 5), on ne peut en tout cas résoudre ce litige au détriment des droits du pays, en faisant supporter au Trésor une dépense de Lst. 1.386.000. La seule voie qu'on aurait dû suivre est celle qui avait été préconisée par le Parlement égyptien : avoir recours à l'arbitrage d'une autorité reconnue par le gouvernement égyptien et qui est, en l'occurrence et ainsi que l'a compris le ministère des Finances, la Cour Internationale de La Haye. Telle est la voie qu'on aurait dû suivre pour exécuter la décision du Parlement derrière laquelle le ministère tente en vain de se retrancher pour justifier sa négligence au

sujet de la sauvegarde des intérêts du Trésor et des contribuables égyptiens.

Passons maintenant aux détails de cet accord qui porte les plus graves atteintes aux intérêts du pays.

La note du ministère des Finances dit :

« ... Il a été convenu de considérer que la responsabilité incombant du chef de l'Emprunt Ottoman 1855 était partagée entre l'Egypte et la Grande-Bretagne dans la proportion du montant payé par chacun des deux pays, soit Lst. 72.000 pour l'Egypte et Lst. 92.800, excédent des revenus de Chypre dont la Grande-Bretagne employait Lst. 81.000 pour payer la quote-part dans les intérêts de l'Emprunt Ottoman de 1855 incombant à Chypre, tout en s'attribuant le solde soit Lst. 11.800 qui devait, équitablement, revenir à la Turquie ».

Est-il concevable que l'excédent des revenus de Chypre soit resté tel qu'il était il y a cinquante ans, c'est-à-dire depuis l'occupation de cette île par l'Angleterre jusqu'à ce jour ? De plus l'acceptation par la Turquie en 1880 de cette évaluation peut-elle lier actuellement l'Egypte, alors même que le ministère actuel se permet de puiser dans le Trésor égyptien dans un but de libéralité ?

Mais il y a encore plus étrange.

Si le compte avait été fait des sommes accumulées pendant cinquante ans (de 1878 à 1928) du chef du montant de Lst. 11.800 qui revenait à la Turquie, à raison d'un intérêt de 4 %, on aurait amorti plus de Lst. 800.000 de la dette, et le solde à partager entre l'Egypte et l'Angleterre ne serait pas plus de deux millions de livres, dont la part à supporter par l'Egypte dans la proportion convenue aurait été de Lst. 874.000 dont il faut encore défalquer Lst. 346.000, montant des titres qui avaient été achetées avec les sommes accumulées représentant la part de l'Egypte dans les réparations payées par l'Allemagne, le solde à devoir par l'Egypte eût été ainsi de Lst. 528.000.

Mais le ministère a voulu que sa générosité fût entière et il a accepté, au moment de procéder au compte des sommes accumulées du chef de Lst. 11.800, que l'Egypte prenne à sa charge les pertes résultant du placement de ces sommes dans l'acquisition des titres, pertes qui se montent à Lst. 1.150.000 approximativement. Il a ainsi presque doublé la somme qu'il s'est engagé de payer au nom de l'Egypte, ou plutôt il l'a portée de Lst. 528.000 à Lst. 1.040.000, et cela sans connaître les conditions de placement de cette somme et la nature des titres à l'achat desquels elle a été affectée. Il s'est rendu, sans objection aucune, aux dires du négociateur britannique, et l'on constatera, lorsque nous aborderons l'examen des réclamations des

autorités et de l'amirauté britanniques, à quel point celles-ci ont exagéré leurs demandes.

Est-ce donc là la solution équitable que l'on prétend avoir trouvée ?

D'autre part, dans le but d'amener le pays à souscrire à toutes ces calamités, le ministère dit : « qu'aucune partie des recettes normales de l'Etat ne serait affectée au service de cet Emprunt; le crédit qui serait inscrit au budget pour le paiement des annuités se trouve balancé par l'addition, aux recettes de l'Etat, de la part revenant à l'Egypte dans les versements à faire par l'Allemagne, à titre de réparations ».

C'est là un sophisme évident dont personne ne saurait être dupe, car le principe de la généralité du budget et la non affectation de recettes déterminées à des dépenses déterminées, constituent la règle qui régit actuellement tous les pays ayant un budget organisé. C'est la règle établie en Egypte, en matière budgétaire. Or, nous voilà contraints d'affecter une partie de l'ensemble de nos recettes au service de cet Emprunt. En d'autres termes, nous sommes tenus responsables vis-à-vis de cet Emprunt, que nous parvenions ou non à obtenir le paiement de notre part dans les sommes payées par l'Allemagne au titre des réparations, ce à quoi la note du ministère des Finances a d'ailleurs fait allusion en prévoyant le cas « où, malgré toutes les prévisions, l'Allemagne pourrait se trouver dans l'incapacité de faire face à ses paiements, ou la cessation de ces paiements, pour un raison quelconque ».

L'Allemagne continuera-t-elle à payer pendant seize nouvelles années les réparations qui lui avaient été imposées par le Traité de paix? C'est le secret de demain. Nous reviendrons en tout cas sur cette question au moment où nous discuterons la part de l'Egypte dans les sommes imposées à l'Allemagne, au titre des réparations.

RECLAMATIONS DE L'AMIRAUTE BRITANNIQUE

Sommes réclamées	Lst. 644.353.17.6
Intérêts	Lst. 211.517.16.9
	<hr/>
	Lst. 855.871.14.3

Au début de la guerre, l'Administration des chemins de fer rencontra de grandes difficultés à s'approvisionner en charbon. Sir Arthur Webb, alors en charge du Service des Achats du gouvernement à Londres, fut requis de s'entendre avec l'Amirauté britannique en vue de surmonter ces difficultés. Après de nombreux pourparlers, le gouvernement égyptien accepta de

payer le charbon au prix qui sera fixé par l'Amirauté britannique, à charge par l'administration des chemins de fer de payer le frêt et de dédommager de toutes les pertes de transport et de vies résultant de la guerre sous-marine qui sévissait fortement à cette époque dans la Méditerranée.

Il en fut ainsi pendant toute la durée de la guerre, le gouvernement égyptien continuant de payer le prix du charbon et de dédommager les pertes subies. Il a été payé de ce second chef jusqu'à la cessation des hostilités, une somme totale de Lst. 1.181.826 et l'Amirauté britannique réclame en surplus le paiement des sommes sus-indiquées.

La note explicative qui accompagne l'accord financier conclu entre les gouvernements égyptien et britannique dit à ce propos : « Ce paiement se trouve justifié par le fait que cette somme sera récupérée de l'Allemagne ». En parcourant cette phrase, le lecteur peut se poser la question suivante : Puisque nous récupérerons de l'Allemagne les sommes que nous aurons payées et que réclame l'Amirauté britannique, quel inconvénient y a-t-il à accepter toutes les réclamations de l'Amirauté ?

En effet, en acceptant les réclamations de l'Amirauté, le gouvernement égyptien est parti de ce principe, témoin la phrase susmentionnée que nous avons extraite de la note en question. Si cela était exact, il n'y aurait pas lieu à objection. Mais il importe de faire observer que bien que l'Allemagne se soit engagée, en vertu du traité de Versailles, à payer aux Puissances alliées toutes les pertes par elles subies du fait de la guerre, il n'en demeure pas moins que l'évaluation faite par la Commission des Réparations des sommes que l'Allemagne devait payer est de beaucoup inférieure aux réclamations que les Alliés avaient présentées au début. Il va de soi que si ces sommes avaient été maintenues telles qu'elles avaient été fixées au début, la part qui en serait revenu au gouvernement égyptien aurait déjà accusé une diminution sur la somme qu'il a payée à l'Angleterre. Mais les Alliés, influencés par plusieurs facteurs, avaient consenti par la suite à réduire encore les évaluations de la Commission des Réparations et avaient même accepté, à part les réductions consécutives qui avaient été effectuées, une autre réduction importante à la suite du plan Dawes. Et voici que des négociations sont aujourd'hui engagées à l'effet d'examiner la capacité de paiement de l'Allemagne.

Aussi, les experts prévoient que le gouvernement égyptien n'obtiendra pas plus du 40 % du total de ses réclamations. Cette éventualité seule aurait dû amener le gouvernement à rejeter les réclamations de l'Amirauté. C'est que le total des sommes payées par le gouvernement égyptien, jusqu'à la fin des hostilités, à titre de dommages-intérêts, a atteint 1.181.826. Mais

il a refusé depuis de payer quoi que ce soit, ayant été établi : 1) que quelques-uns des bateaux dont le prix avait été déjà payé par le gouvernement égyptien et quelques autres dont l'Amirauté britannique réclame le prix (et qui ont fait l'objet du dernier arrangement), transportaient des matériaux de guerre à destination de Gibraltar, de Malte et pour l'Armée du Levant à Salonique, et qu'il n'est pas ainsi équitable que le gouvernement égyptien en supporte tout le prix ; 2) que d'autres bateaux avaient été coulés après le déchargement de leurs cargaisons à Port-Said, et alors qu'ils se rendaient à destination de l'Armée du Levant ou qu'ils retournaient de Salonique. Le gouvernement britannique tenait l'Egypte responsable de ces bateaux jusqu'à leur arrivée à Port-Said, en allant à l'est, et jusqu'à Gibraltar en retournant à l'ouest, suivant un accord qu'il prétend avoir conclu à cet effet avec l'Administration des Chemins de fer, mais qui est, en fait, inexistant.

Or, si l'on s'était comporté conformément aux notions les plus élémentaires de droit et d'équité et si l'on avait écarté le prix de ces bateaux (non seulement le prix d'un seul comme le dit la note du ministère des Finances), les réclamations de l'Amirauté britannique auraient été réduites dans une grande proportion, ou plutôt l'Amirauté aurait eu à restituer une importante partie de la somme de Lst. 1.181.826 que le gouvernement égyptien lui avait remboursé.

LES RECLAMATIONS DES AUTORITES MILITAIRES **BRITANNIQUES**

Les autorités militaires réclament la restitution des sommes payées par elles, à titre de droits de douane, et dont le montant total s'élève à Lst. 329.024, plus les intérêts, soit Lst. 193.310.

Il importe, avant d'aborder l'examen de ces réclamations en détail, d'écarter la somme réclamée à titre d'intérêts, non pas parce que cela ne serait pas conforme aux règles de courtoisie, comme le fait observer la note du ministère des Finances, mais parce que les notions les plus élémentaires de justice et d'équité ne sauraient autoriser celui qui demande une concession et une cession à réclamer à l'ayant-droit, par suite d'un différend surgi relativement à la détermination des conditions de cette concession, des intérêts sur les sommes dont le paiement aurait été retardé.

Il y a lieu, également, avant de discuter les réclamations des autorités militaires une à une, de faire observer qu'au moment où ces autorités avaient présenté leurs demandes, elles

semblaient ignorer que ces demandes n'entraient pas dans le rayon de l'exonération générale ou particulière de droits de douane accordée par le gouvernement égyptien. L'accord conclu en 1899 dans l'intérêt de l'armée d'occupation, et qui a été légèrement modifié en 1903 et incorporé dans la loi douanière (articles 218 à 226) constitue la seule exonération accordée aux autorités militaires. Cet accord se limite à certaines marchandises nettement déterminées et est régi par des conditions bien définies.

En effet, conformément à l'article 218 de cette loi seront exemptés des droits de douane les matières de guerre, les munitions et le matériel ayant un caractère purement militaire et portant la marque du gouvernement, ainsi que les animaux de selle et de trait.

Cette exemption n'est d'ailleurs accordée que sur présentation d'un certificat attestant que les matières en question ont été expédiées sur des cargos, qu'elles appartiennent aux seules autorités britanniques et qu'elles sont destinées pour les besoins des troupes britanniques en Egypte.

D'autre part, en vertu de l'article 223 de cette même loi, les médicaments et les matières antiseptiques sont exonérés des droits de douane, à l'exception des autres articles susceptibles d'être vendus à l'intérieur du royaume, notamment les denrées alimentaires, les vins, les boissons alcooliques et le bétail qui sont soumis aux droits de douane. Néanmoins, en vue de faciliter les travaux de comptabilité, il n'est pas perçu à titre provisoire de droits sur les articles de ce genre s'ils sont expédiés directement aux autorités militaires, à la condition toutefois que l'on présente un certificat attestant que ces marchandises sont expédiées par une des administrations anglaises et qu'elles sont destinées aux besoins exclusifs de l'armée d'occupation.

On constate qu'il n'y a rien là qui puisse autoriser l'exemption des marchandises qui avaient été soumises aux droits réglementaires à leur entrée dans le pays et qui avaient été achetées ensuite par les autorités militaires sur place. Car, dans ce cas, ces autorités sont assimilables aux autres consommateurs.

Mais après la déclaration de la guerre, les rapports qui existaient entre l'administration des douanes égyptiennes et les autorités militaires ont complètement changé, par suite de l'incapacité où s'était trouvé le gouvernement local d'obliger une armée en état de guerre, dans un important centre de ravitaillement, à remplir toutes les formalités officielles imposées par le régime douanier. Ainsi une grande partie des quais d'Alexandrie avait été transformée en zones militaires et les automobiles de transport militaire circulaient en toute liberté dans la ville, à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. Pour réglementer

en quelque sorte cet état d'une manière administrative, le sous-secrétaire d'Etat au ministère des Finances, M. Lindsay, un anglais, avait donné des ordres à l'effet d'étendre provisoirement l'exonération à certaines catégories de marchandises. Ainsi la question se rapportant aux importations des autorités militaires pouvait se résumer au moment où les hostilités venaient de cesser, de la façon suivante :

Les marchandises, quelles qu'elles soient, transportées sur des bateaux pris en location par le ministère de la guerre britannique, ou appartenant au seul gouvernement britannique étaient affranchies de tous droits de douane. Les denrées alimentaires et les vins transportés par des bateaux de commerce étaient soumis aux droits de douane, à moins qu'ils ne fussent expédiés directement à la Commission des cantines des armées de terre et de mer. En outre, les autorités militaires avaient bénéficié d'un autre privilège qui leur permettait d'acheter des marchandises en transit sans payer des droits de douane.

Il n'y a également rien là qui puisse autoriser les autorités militaires à réclamer la restitution des droits de douane que les particuliers avaient payé sur les marchandises importées de l'étranger et que les autorités militaires avaient achetées par la suite sur les marchés locaux, sous prétexte que les droits payés avaient été ajoutés au prix d'achat.

La réclamation de la restitution des droits sur le pétrole et le kérosène. — Pour tout ce qui précède, le gouvernement égyptien avait toujours refusé de donner suite à la demande des autorités militaires qui réclamaient la restitution de la somme de Lst. 274.291 représentant le montant des droits de douane qu'elles avaient payé en achetant sur place de l'Asiatic Petroleum, et jusqu'au 31 juillet 1921, des quantités de benzine et de kérosène. Il est vrai que le sous-secrétaire d'Etat au ministère des Finances, qui était un anglais, avait approuvé l'exemption de benzine et de kérosène des droits de douane, mais il y a lieu de faire observer que cette approbation ne saurait, dans de telles questions, engager le gouvernement égyptien. D'autant plus que cette approbation était subordonnée à certaines conditions déterminées qui, de l'aveu même des autorités militaires, n'ont pas été remplies. Il n'est donc pas exact, comme le prétend la note du ministère des Finances, que « en examinant les traitements réservés à ces troupes avant, pendant et après la guerre, voire jusqu'à présent, on constate que ces articles sont effectivement compris parmi ceux jouissant de la franchise douanière. »

La réclamation de la restitution des droits perçus sur les bidons de benzine vides. — Les autorités militaires réclament également la restitution de la somme de L.E. 54.733 représentant

le montant des droits de douane perçus sur les bidons de benzine qu'elles avaient achetés sur place de l'Asiatic Petroleum en Egypte. Les réclamations des autorités militaires se montaient d'abord à une somme de L.E. 100.000, mais elles avaient consenti à les réduire, à la suite de l'examen fait par le ministère des Finances. Bien plus, le ministère de la guerre britannique avait accepté de renoncer aux anciennes réclamations relatives aux bidons, à la condition que le gouvernement égyptien reconnût celles concernant la benzine. En tout cas, ce que nous avons cité à propos de la benzine peut s'appliquer au fait que nous relevons ici, avec cette différence que le sous-secrétaire d'Etat anglais n'a donné aucune promesse quant à l'exonération de ces bidons des droits de douane. Dans ces conditions, rien ne saurait justifier la restitution de n'importe quelle partie des droits qui ont été perçus.

LA PART DE L'EGYPTE DANS LES REPARATIONS IMPOSEES A L'ALLEMAGNE

D'aucuns pourraient croire — et plusieurs l'ont répété — que si par le règlement intervenu, l'Egypte a subi une perte par la reconnaissance d'une dette pour une somme de Lst. 1.386.000, plus Lst. 600.000 à payer au gouvernement britannique pour faire face aux réclamations de l'Amirauté britannique et Lst. 249.000 représentant les réclamations des autorités britanniques, soit un total de Lst. 2.235.000, elle a d'un autre côté gagné la reconnaissance de sa part dans les sommes réclamées de l'Allemagne, à titre de réparations, soit L.E. 1.885.000, ainsi que cela ressort de la phrase suivante contenue dans la note du ministère des Finances :

« Des négociations ont été entamées en vue de la détermination de la part revenant à l'Egypte du chef des versements effectués à titre de réparations, et il a été convenu que cette détermination se ferait sur la base adoptée pour l'estimation de la part revenant à chacun des alliés et de leurs armées. »

Mais la vérité est que l'Angleterre a reconnu depuis longtemps le droit de l'Egypte à réclamer sa part dans les paiements effectués par l'Allemagne, à titre de réparations. Le Haut-Commissariat britannique avait, en effet, adressé en 1921 au président du Conseil, alors Nessim Pacha, une note l'informant que l'Angleterre se réservera le 95 % des sommes qui lui seront payées à titre de réparations, qu'elle répartira le reste sur ses Dominions et que l'Egypte aura une part dont le montant sera fixé par le contrôleur des transports britanniques. Nessim Pacha avait alors répondu qu'il n'acceptait ce procédé de la fixation de la part de

l'Égypte que si l'on déclarait officiellement que ce fait ne pouvait être considéré comme une acceptation de sa part du protectorat qui lui avait été imposé pendant la guerre par l'Angleterre. On donna suite à sa demande.

Il résulte donc que ce droit nous est acquis depuis longtemps, de l'aveu même de l'Angleterre. Tout ce que l'on pourrait dire quant aux profits que nous avons retirés des dernières négociations financières, est ceci : « Nous avons reçu par écrit l'assurance que la part attribuée à l'Égypte ne pourrait être touchée sans son consentement », comme le dit le ministère des Finances.

Il est ainsi établi que ces négociations ont valu à l'Égypte de lourdes charges financières que rien ne justifie, sans aucune compensation en retour. La question des réparations aurait dû pourtant être envisagée sous un autre point de vue, à savoir que toutes les Puissances alliées avaient commencé, dans le but de rentrer dans leurs droits, par prélever sur leurs réclamations de guerre les sommes qu'elles avaient retirées de la liquidation des biens des Allemands sur leurs territoires. C'est sur cette base équitable que l'Égypte aurait dû être traitée. Si nous tenons compte que la liquidation des biens des ennemis en Égypte s'est chiffrée par plus de quatre millions de livres perçue par l'Angleterre, nous arriverons à cette conclusion que cette Puissance aurait dû nous payer immédiatement nos réclamations à l'Allemagne, à titre de réparations, au lieu d'exiger de nous le paiement des sommes qu'elle réclame à tort ou à raison et de nous renvoyer ensuite à l'Allemagne pour réclamer l'équivalent de ce qu'elle a reçu de nous. Ce qui aura pour conséquence que nos réclamations seront réduites au 40 % au moins, ainsi que nous l'avons démontré en parlant des réclamations de l'Amirauté britannique.

Le Président du Wafd

(Signé) : MOUSTAPHA EL-NAHAS

Le 10 Mai 1929.

Pugo

Avventuroso Pastuhoff
che sto male

non sono mediano
semplice segue di
avanti al dottor

2536

Regdy

for despatch pre-

26/12

1A/2536/2536

XI.

cul

Le Secrétaire Général de la Société
des Nations a l'honneur d'accuser réception
à Monsieur le Président de la Chambre des
Députés et à Monsieur le Vice-Président du
Sénat de leur communication du 11 décembre 1928.

GENEVE, le 21 décembre 1928.

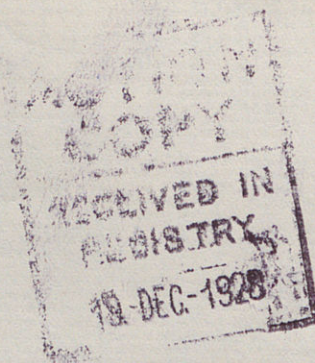
Monsieur le Président de la Chambre des Députés
et Monsieur le Vice-président du Sénat,

LE CAIRE,

Egypte.

1A/2536/2536 XI.

PARLEMENT EGYPTIEN



G

Le Président de la Chambre des
Députés et le Vice-Président du Sénat,
ont l'honneur de vous adresser deux copies
des séances de la Chambre et du Sénat qui
ont été tenues le 17 Novembre 1928.

Sir Eric Drummond

Secrétaire Général de la Société des Nations

Genève

T. d'après l'original

XI 1A/2536/2536

Oct. 19.12

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le procès-verbal de la séance du Parlement égyptien tenue le 17 novembre 1928, étant donné l'importance de l'événement au point de vue des relations de l'Égypte avec les puissances étrangères.

LE COMITÉ EXÉCUTIF DU CONGRÈS DES ASSOCIATIONS
ÉGYPTIENNES D'EUROPE.

*Extrait du procès-verbal de la séance du Parlement Égyptien
tenue le 17 Novembre 1928*

(Le Caire 734-1274-1270 18-22-30 D. E. P. I. E.)

J'ai l'honneur de vous adresser l'extrait du procès-verbal de la séance de la Chambre des Députés, tenue le 17 novembre malgré les mesures prises par le gouvernement égyptien pour empêcher la réunion, et malgré que les députés étaient surveillés, chacun par la police secrète.

Vu que le Parlement non convoqué avant le troisième samedi du mois de novembre, la Chambre des Députés se réunit ce jour de plein droit, conformément à l'article 96 de la Constitution disposant : Le Parlement est convoqué chaque année par le Roi en session ordinaire avant le troisième samedi du mois de novembre. À défaut d'une convocation, il se réunit de plein droit à cette date.

Considérant que le ministère empêche par force armée la réunion de la Chambre au palais législatif, par ce motif la Chambre des Députés se réunit à la date prévue par la Constitution au siège du journal *Al Balagh*, au Caire, à 5 heures du soir, sous la présidence du doyen d'âge. — Cent trente-cinq députés étaient présents (sur deux cent quatorze), dont plusieurs sièges vacants à la suite des décès ou démission; quatorze députés s'excusèrent pour raison de santé ou absence. — La Chambre procède à l'élection de son président. WISSA BEY WASSIF était unanimement élu. MUSTAFA NAHAS PACHA déclare : « Il est pénible de constater que ce jour qui est le jour de la nation, on masse la force armée pour l'opposer au pays. La Constitution dispose que si le Parlement n'était pas convoqué, le troisième samedi de novembre, il a le droit de se réunir de plein droit à cette date. Si le pouvoir exécutif manquait à faire cette convocation pour empêcher le Parlement de remplir ses devoirs, en réaffirmant la souveraineté de

la nation, cette dernière doit de plein droit se réunir malgré le pouvoir exécutif qu'en outre empêcha publiquement la réunion. Le pouvoir exécutif avait commis un attentat contre la souveraineté de la nation et protégé cette rébellion contre la Constitution en se servant de la force armée alors que l'armée est créée pour protéger la souveraineté nationale contre quiconque y porte atteinte. Mais les représentants du peuple sont vigilants et sont les protecteurs de la souveraineté de la nation même contre le pouvoir exécutif et contre la force armée. Aujourd'hui vous accomplissez votre devoir, fidèles à votre promesse et serment solennel, faits au jour où vous avez pris possession de vos sièges et réitérés dans notre réunion historique du 28 juillet dernier. Chacun de nous jura obéir à la Constitution et la défendre jusqu'au dernier souffle de la vie. Nous ne faisons que tenir notre serment en nous réunissant malgré la force armée, pour nous occuper aux affaires du pays et sauvegarder ses biens et ses droits contre quiconque y porte atteinte. Dans ce but, je vous sou mets la motion suivante :

« Attendu que la Constitution de l'Etat égyptien, établie le 19 avril 1923, est exécutoire et est en vigueur depuis le 15 mars 1924 (date où le Parlement se réunit pour la première fois, article 163 de la Constitution). — Attendu que l'article 165 édicte : Aucune disposition de la présente Constitution ne peut, sous quelque prétexte, être suspendue, sauf temporairement en temps de guerre ou en état de siège, et de manière déterminée par la loi; en aucun cas la réunion du Parlement dans les conditions établies par la Constitution ne peut être entravée. — Attendu que selon la disposition de l'article 138, il appartient au Parlement seul d'examiner et d'approuver le budget de recettes et de dépenses de l'Etat, et que si le budget non examiné et approuvé et si la loi de finances non approuvée avant le commencement de l'année budgétaire, le budget de l'année précédente sera appliqué, jusqu'à la promulgation et après examen et approbation par le Parlement du nouveau budget. Attendu que l'article 137 dispose : Aucun emprunt public ni aucun engagement pouvant grever le trésor pour un ou plusieurs exercices futurs ne pourraient être contractés sans le consentement du Parlement.

Attendu que le ministère actuel qui est en rébellion contre la Constitution empêche le Parlement de terminer l'examen du budget (exercice 1928-1929) en suspendant la vie parlementaire et en fermant le Parlement, portant ainsi atteinte à la Constitution à laquelle il est tenu de se soumettre et violant le serment que selon l'article 94 son Président et ses membres sénateurs ou députés prêtèrent.

Attendu que le budget (exercice 1927-1928) examiné et approuvé par le Parlement est le seul budget légal dont on ne doit pas dépasser les limites.

Attendu que la Chambre des Députés approuva la déclaration faite par le Gouvernement constitutionnel relative aux grands projets d'irrigation.

Attendu que l'on ne saurait songer à exécuter aucun travail comme ces grands projets de l'emmagasinage d'eau avant la fin des études que le Gouvernement constitu-

tionnel promet au Parlement d'entreprendre et avant que le Parlement ait approuvé l'exécution et voté les crédits nécessaires selon l'article 137.

Attendu que le droit arrogé par le ministère d'exercer le pouvoir législatif est en contradiction avec les dispositions formelles de la Constitution et les prescriptions de la loi de l'année 1926, promulguée après une étude constitutionnelle minutieuse approuvée unanimement par les Députés, y compris le Président du ministère actuel, le ministre de la Justice et quelques autres ministres, sénateurs et députés, loi interdisant même aux gouvernements constitutionnels de légiférer en absence du Parlement. Pour ces raisons et vu les décisions prises par la Chambre des Députés le 28 juillet 1928, la Chambre prend unanimement les décisions suivantes :

La Chambre renouvelle le vote de la non-confiance dans le ministère actuel; le ministère est responsable de tout acte contraire aux dispositions de la Constitution qu'il a accompli ou accomplira. Le seul budget à appliquer est le budget de l'exercice 1927-1928. Les ministres en leur qualité de fonctionnaires publics et en leur qualité personnelle, sont solidairement responsables de tout acte de disposition contraire aux prescriptions de la Constitution. La Chambre s'oppose à l'exécution du projet de la construction du réservoir Djebel Awlia avant qu'aient été faites les études promises en 1926 au Parlement par le Gouvernement constitutionnel et avant que le projet ait été soumis au Parlement et approuvé par lui et que les crédits nécessaires aient été votés.

La Chambre met en garde les ministres contre la mise à exécution du projet avant l'accomplissement de cette procédure. La Chambre renouvelle sa résolution du 28 juillet 1928. « Toute convention politique commerciale ou financière qui sera passée par le ministère avec les puissances étrangères ou avec toute personne et notamment les conventions prévues au titre IV de la Constitution, ainsi que tout acte d'administration seront nuls et ne sauraient lier la nation. » La Chambre demande le retrait des forces armées pour pouvoir se réunir au palais législatif pour remplir ses devoirs constitutionnels et tenir ses séances ordinaires conformément aux dispositions de la Constitution. Elle fait porter au ministère la responsabilité d'avoir assiégé et violé le palais du Parlement avec l'aide de la force armée à laquelle la Constitution interdit de pénétrer dans l'une ou l'autre Chambre ou se poster près de ses portes sans la demande du Président. Cette motion, mise aux voix, est adoptée unanimement. MUSTAPHA EL NAHAS POSHA prie ses collègues en présence de l'interdiction faite par le ministère aux journaux et imprimeries de ne publier rien concernant cette réunion, de porter connaissance à leurs électeurs les décisions prises. Le député FIKRY ABAZA a déclaré que dans ce jour où l'ancienne minorité est fondue dans la grande majorité pour protester contre le ministère, il ne saurait exister de partis. La nation forme un bloc contre ceux qui attentèrent à la Constitution; si le plus ancien parti égyptien n'appuyait pas la majorité agissante pour faire revivre la vie parlementaire, il commettrait un crime contre la Patrie. Les députés constatent dans leurs provinces les moyens honteux employés par

les autorités, mais qui présagent la fin du règne des injustices et l'approche du jour où les représentants du peuple pourront exercer leur mandat. Le député Ali Ayoub a proposé que la Chambre se réunisse au siège du Parlement malgré le pouvoir exécutif qui se sert de la force armée pour l'empêcher d'y pénétrer. Le ministre de la Justice actuel avait déclaré, quand il était ministre de la Guerre dans le ministère d'ADLY PACHA, que tout Gouvernement se servant de la force militaire pour empêcher les députés de se réunir au palais du Parlement prostitue l'armée. Nous enregistrons contre lui et contre le ministère actuel, le fait de l'acte qualifié par lui de prostitution. L'Assemblée charge le bureau de la Chambre d'examiner les mesures pour assurer l'exécution de cette proposition. Le Président de la Chambre jure de rester toujours à la tête de ceux qui défendront la Constitution par tous les moyens légaux. La séance est levée à 7 heures.

Le Sénat, réuni en présence de 61 sénateurs (plus que la majorité absolue des membres actuels), a pris les mêmes décisions que la Chambre des Députés.

Président de la Chambre des Députés,

Signé : WISSA WASSEF.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le procès-verbal de la séance du Parlement égyptien tenue le 17 novembre 1928, étant donné l'importance de l'événement au point de vue des relations de l'Egypte avec les puissances étrangères.

LE COMITÉ EXÉCUTIF DU CONGRÈS DES ASSOCIATIONS
ÉGYPTIENNES D'EUROPE.

*Extrait du procès-verbal de la séance du Parlement Égyptien
tenue le 17 Novembre 1928*

(Le Caire 734-1274-1270 18-22-30 D. E. P. I. E.)

J'ai l'honneur de vous adresser l'extrait du procès-verbal de la séance de la Chambre des Députés, tenue le 17 novembre malgré les mesures prises par le gouvernement égyptien pour empêcher la réunion, et malgré que les députés étaient surveillés, chacun par la police secrète.

Vu que le Parlement non convoqué avant le troisième samedi du mois de novembre, la Chambre des Députés se réunit ce jour de plein droit, conformément à l'article 96 de la Constitution disposant : Le Parlement est convoqué chaque année par le Roi en session ordinaire avant le troisième samedi du mois de novembre. A défaut d'une convocation, il se réunit de plein droit à cette date.

Considérant que le ministère empêche par force armée la réunion de la Chambre au palais législatif, par ce motif la Chambre des Députés se réunit à la date prévue par la Constitution au siège du journal *Al Balagh*, au Caire, à 5 heures du soir, sous la présidence du doyen d'âge. — Cent trente-cinq députés étaient présents (sur deux cent quatorze), dont plusieurs sièges vacants à la suite des décès ou démission; quatorze députés s'excusèrent pour raison de santé ou absence. — La Chambre procède à l'élection de son président. WISSA BEY WASSIF était unanimement élu. MUSTAFA NAHAS PACHA déclare : « Il est pénible de constater que ce jour qui est le jour de la nation, on masse la force armée pour l'opposer au pays. La Constitution dispose que si le Parlement n'était pas convoqué, le troisième samedi de novembre, il a le droit de se réunir de plein droit à cette date. Si le pouvoir exécutif manquait à faire cette convocation pour empêcher le Parlement de remplir ses devoirs, en réaffirmant la souveraineté de

la nation, cette dernière doit de plein droit se réunir malgré le pouvoir exécutif qu'en outre empêcha publiquement la réunion. Le pouvoir exécutif avait commis un attentat contre la souveraineté de la nation et protégé cette rébellion contre la Constitution en se servant de la force armée alors que l'armée est créée pour protéger la souveraineté nationale contre quiconque y porte atteinte. Mais les représentants du peuple sont vigilants et sont les protecteurs de la souveraineté de la nation même contre le pouvoir exécutif et contre la force armée. Aujourd'hui vous accomplissez votre devoir, fidèles à votre promesse et serment solennel, faits au jour où vous avez pris possession de vos sièges et réitérés dans notre réunion historique du 28 juillet dernier. Chacun de nous jura obéir à la Constitution et la défendre jusqu'au dernier souffle de la vie. Nous ne faisons que tenir notre serment en nous réunissant malgré la force armée, pour nous occuper aux affaires du pays et sauvegarder ses biens et ses droits contre quiconque y porte atteinte. Dans ce but, je vous sou mets la motion suivante :

« Attendu que la Constitution de l'Etat égyptien, établie le 19 avril 1923, est exécutoire et est en vigueur depuis le 15 mars 1924 (date où le Parlement se réunit pour la première fois, article 163 de la Constitution). — Attendu que l'article 165 édicte : Aucune disposition de la présente Constitution ne peut, sous quelque prétexte, être suspendue, sauf temporairement en temps de guerre ou en état de siège, et de manière déterminée par la loi; en aucun cas la réunion du Parlement dans les conditions établies par la Constitution ne peut être entravée. — Attendu que selon la disposition de l'article 138, il appartient au Parlement seul d'examiner et d'approuver le budget de recettes et de dépenses de l'Etat, et que si le budget non examiné et approuvé et si la loi de finances non approuvée avant le commencement de l'année budgétaire, le budget de l'année précédente sera appliqué, jusqu'à la promulgation et après examen et approbation par le Parlement du nouveau budget. Attendu que l'article 137 dispose : Aucun emprunt public ni aucun engagement pouvant grever le trésor pour un ou plusieurs exercices futurs ne pourraient être contractés sans le consentement du Parlement.

Attendu que le ministère actuel qui est en rébellion contre la Constitution empêche le Parlement de terminer l'examen du budget (exercice 1928-1929) en suspendant la vie parlementaire et en fermant le Parlement, portant ainsi atteinte à la Constitution à laquelle il est tenu de se soumettre et violant le serment que selon l'article 94 son Président et ses membres sénateurs ou députés prêtèrent.

Attendu que le budget (exercice 1927-1928) examiné et approuvé par le Parlement est le seul budget légal dont on ne doit pas dépasser les limites.

Attendu que la Chambre des Députés approuva la déclaration faite par le Gouvernement constitutionnel relative aux grands projets d'irrigation.

Attendu que l'on ne saurait songer à exécuter aucun travail comme ces grands projets de l'emmagasinage d'eau avant la fin des études que le Gouvernement constitu-

tionnel promet au Parlement d'entreprendre et avant que le Parlement ait approuvé l'exécution et voté les crédits nécessaires selon l'article 137.

Attendu que le droit arrogé par le ministère d'exercer le pouvoir législatif est en contradiction avec les dispositions formelles de la Constitution et les prescriptions de la loi de l'année 1926, promulguée après une étude constitutionnelle minutieuse approuvée unanimement par les Députés, y compris le Président du ministère actuel, le ministre de la Justice et quelques autres ministres, sénateurs et députés, loi interdisant même aux gouvernements constitutionnels de légiférer en absence du Parlement. Pour ces raisons et vu les décisions prises par la Chambre des Députés le 28 juillet 1928, la Chambre prend unanimement les décisions suivantes :

La Chambre renouvelle le vote de la non-confiance dans le ministère actuel; le ministère est responsable de tout acte contraire aux dispositions de la Constitution qu'il a accompli ou accomplira. Le seul budget à appliquer est le budget de l'exercice 1927-1928. Les ministres en leur qualité de fonctionnaires publics et en leur qualité personnelle, sont solidairement responsables de tout acte de disposition contraire aux prescriptions de la Constitution. La Chambre s'oppose à l'exécution du projet de la construction du réservoir Djebel Awlia avant qu'aient été faites les études promises en 1926 au Parlement par le Gouvernement constitutionnel et avant que le projet ait été soumis au Parlement et approuvé par lui et que les crédits nécessaires aient été votés.

La Chambre met en garde les ministres contre la mise à exécution du projet avant l'accomplissement de cette procédure. La Chambre renouvelle sa résolution du 28 juillet 1928. « Toute convention politique commerciale ou financière qui sera passée par le ministère avec les puissances étrangères ou avec toute personne et notamment les conventions prévues au titre IV de la Constitution, ainsi que tout acte d'administration seront nuls et ne sauraient lier la nation. » La Chambre demande le retrait des forces armées pour pouvoir se réunir au palais législatif pour remplir ses devoirs constitutionnels et tenir ses séances ordinaires conformément aux dispositions de la Constitution. Elle fait porter au ministère la responsabilité d'avoir assiégé et violé le palais du Parlement avec l'aide de la force armée à laquelle la Constitution interdit de pénétrer dans l'une ou l'autre Chambre ou se poster près de ses portes sans la demande du Président. Cette motion, mise aux voix, est adoptée unanimement. MUSTAPHA EL NAHAS POSHA prie ses collègues en présence de l'interdiction faite par le ministère aux journaux et imprimeries de ne publier rien concernant cette réunion, de porter connaissance à leurs électeurs les décisions prises. Le député FIKRY ABAZA a déclaré que dans ce jour où l'ancienne minorité est fondue dans la grande majorité pour protester contre le ministère, il ne saurait exister de partis. La nation forme un bloc contre ceux qui attentèrent à la Constitution; si le plus ancien parti égyptien n'appuyait pas la majorité agissante pour faire revivre la vie parlementaire, il commettrait un crime contre la Patrie. Les députés constatent dans leurs provinces les moyens honteux employés par

les autorités, mais qui présagent la fin du règne des injustices et l'approche du jour où les représentants du peuple pourront exercer leur mandat. Le député Ali Ayoub a proposé que la Chambre se réunisse au siège du Parlement malgré le pouvoir exécutif qui se sert de la force armée pour l'empêcher d'y pénétrer. Le ministre de la Justice actuel avait déclaré, quand il était ministre de la Guerre dans le ministère d'ADLY PACHA, que tout Gouvernement se servant de la force militaire pour empêcher les députés de se réunir au palais du Parlement prostitue l'armée. Nous enregistrons contre lui et contre le ministère actuel, le fait de l'acte qualifié par lui de prostitution. L'Assemblée charge le bureau de la Chambre d'examiner les mesures pour assurer l'exécution de cette proposition. Le Président de la Chambre jure de rester toujours à la tête de ceux qui défendront la Constitution par tous les moyens légaux. La séance est levée à 7 heures.

Le Sénat, réuni en présence de 61 sénateurs (plus que la majorité absolue des membres actuels), a pris les mêmes décisions que la Chambre des Députés.

Président de la Chambre des Députés,

Signé : WISSA WASSEF.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le procès-verbal de la séance du Parlement égyptien tenue le 17 novembre 1928, étant donné l'importance de l'événement au point de vue des relations de l'Egypte avec les puissances étrangères.

LE COMITÉ EXÉCUTIF DU CONGRÈS DES ASSOCIATIONS
ÉGYPTIENNES D'EUROPE.

*Extrait du procès-verbal de la séance du Parlement Égyptien
tenue le 17 Novembre 1928*

(Le Caire 734-1274-1270 18-22-30 D. E. P. I. E.)

J'ai l'honneur de vous adresser l'extrait du procès-verbal de la séance de la Chambre des Députés, tenue le 17 novembre malgré les mesures prises par le gouvernement égyptien pour empêcher la réunion, et malgré que les députés étaient surveillés, chacun par la police secrète.

Vu que le Parlement non convoqué avant le troisième samedi du mois de novembre, la Chambre des Députés se réunit ce jour de plein droit, conformément à l'article 96 de la Constitution disposant : Le Parlement est convoqué chaque année par le Roi en session ordinaire avant le troisième samedi du mois de novembre. A défaut d'une convocation, il se réunit de plein droit à cette date.

Considérant que le ministère empêche par force armée la réunion de la Chambre au palais législatif, par ce motif la Chambre des Députés se réunit à la date prévue par la Constitution au siège du journal *Al Balagh*, au Caire, à 5 heures du soir, sous la présidence du doyen d'âge. — Cent trente-cinq députés étaient présents (sur deux cent quatorze), dont plusieurs sièges vacants à la suite des décès ou démission; quatorze députés s'excusèrent pour raison de santé ou absence. — La Chambre procède à l'élection de son président. WISSA BEY WASSIF était unanimement élu. MUSTAFA NAHAS PACHA déclare : « Il est pénible de constater que ce jour qui est le jour de la nation, on masse la force armée pour l'opposer au pays. La Constitution dispose que si le Parlement n'était pas convoqué, le troisième samedi de novembre, il a le droit de se réunir de plein droit à cette date. Si le pouvoir exécutif manquait à faire cette convocation pour empêcher le Parlement de remplir ses devoirs, en réaffirmant la souveraineté de

la nation, cette dernière doit de plein droit se réunir malgré le pouvoir exécutif qu'en outre empêcha publiquement la réunion. Le pouvoir exécutif avait commis un attentat contre la souveraineté de la nation et protégé cette rébellion contre la Constitution en se servant de la force armée alors que l'armée est créée pour protéger la souveraineté nationale contre quiconque y porte atteinte. Mais les représentants du peuple sont vigilants et sont les protecteurs de la souveraineté de la nation même contre le pouvoir exécutif et contre la force armée. Aujourd'hui vous accomplissez votre devoir, fidèles à votre promesse et serment solennel, faits au jour où vous avez pris possession de vos sièges et réitérés dans notre réunion historique du 28 juillet dernier. Chacun de nous jura obéir à la Constitution et la défendre jusqu'au dernier souffle de la vie. Nous ne faisons que tenir notre serment en nous réunissant malgré la force armée, pour nous occuper aux affaires du pays et sauvegarder ses biens et ses droits contre quiconque y porte atteinte. Dans ce but, je vous sou mets la motion suivante :

« Attendu que la Constitution de l'Etat égyptien, établie le 19 avril 1923, est exécutoire et est en vigueur depuis le 15 mars 1924 (date où le Parlement se réunit pour la première fois, article 163 de la Constitution). — Attendu que l'article 165 édicte : Aucune disposition de la présente Constitution ne peut, sous quelque prétexte, être suspendue, sauf temporairement en temps de guerre ou en état de siège, et de manière déterminée par la loi; en aucun cas la réunion du Parlement dans les conditions établies par la Constitution ne peut être entravée. — Attendu que selon la disposition de l'article 138, il appartient au Parlement seul d'examiner et d'approuver le budget de recettes et de dépenses de l'Etat, et que si le budget non examiné et approuvé et si la loi de finances non approuvée avant le commencement de l'année budgétaire, le budget de l'année précédente sera appliqué, jusqu'à la promulgation et après examen et approbation par le Parlement du nouveau budget. Attendu que l'article 137 dispose : Aucun emprunt public ni aucun engagement pouvant grever le trésor pour un ou plusieurs exercices futurs ne pourraient être contractés sans le consentement du Parlement.

Attendu que le ministère actuel qui est en rébellion contre la Constitution empêche le Parlement de terminer l'examen du budget (exercice 1928-1929) en suspendant la vie parlementaire et en fermant le Parlement, portant ainsi atteinte à la Constitution à laquelle il est tenu de se soumettre et violant le serment que selon l'article 94 son Président et ses membres sénateurs ou députés prêtèrent.

Attendu que le budget (exercice 1927-1928) examiné et approuvé par le Parlement est le seul budget légal dont on ne doit pas dépasser les limites.

Attendu que la Chambre des Députés approuva la déclaration faite par le Gouvernement constitutionnel relative aux grands projets d'irrigation.

Attendu que l'on ne saurait songer à exécuter aucun travail comme ces grands projets de l'emmagasinage d'eau avant la fin des études que le Gouvernement constitu-

tionnel promet au Parlement d'entreprendre et avant que le Parlement ait approuvé l'exécution et voté les crédits nécessaires selon l'article 137.

Attendu que le droit arrogé par le ministère d'exercer le pouvoir législatif est en contradiction avec les dispositions formelles de la Constitution et les prescriptions de la loi de l'année 1926, promulguée après une étude constitutionnelle minutieuse approuvée unanimement par les Députés, y compris le Président du ministère actuel, le ministre de la Justice et quelques autres ministres, sénateurs et députés, loi interdisant même aux gouvernements constitutionnels de légiférer en absence du Parlement. Pour ces raisons et vu les décisions prises par la Chambre des Députés le 28 juillet 1928, la Chambre prend unanimement les décisions suivantes :

La Chambre renouvelle le vote de la non-confiance dans le ministère actuel; le ministère est responsable de tout acte contraire aux dispositions de la Constitution qu'il a accompli ou accomplira. Le seul budget à appliquer est le budget de l'exercice 1927-1928. Les ministres en leur qualité de fonctionnaires publics et en leur qualité personnelle, sont solidairement responsables de tout acte de disposition contraire aux prescriptions de la Constitution. La Chambre s'oppose à l'exécution du projet de la construction du réservoir Djebel Awlia avant qu'aient été faites les études promises en 1926 au Parlement par le Gouvernement constitutionnel et avant que le projet ait été soumis au Parlement et approuvé par lui et que les crédits nécessaires aient été votés.

La Chambre met en garde les ministres contre la mise à exécution du projet avant l'accomplissement de cette procédure. La Chambre renouvelle sa résolution du 28 juillet 1928. « Toute convention politique commerciale ou financière qui sera passée par le ministère avec les puissances étrangères ou avec toute personne et notamment les conventions prévues au titre IV de la Constitution, ainsi que tout acte d'administration seront nuls et ne sauraient lier la nation. » La Chambre demande le retrait des forces armées pour pouvoir se réunir au palais législatif pour remplir ses devoirs constitutionnels et tenir ses séances ordinaires conformément aux dispositions de la Constitution. Elle fait porter au ministère la responsabilité d'avoir assiégé et violé le palais du Parlement avec l'aide de la force armée à laquelle la Constitution interdit de pénétrer dans l'une ou l'autre Chambre ou se poster près de ses portes sans la demande du Président. Cette motion, mise aux voix, est adoptée unanimement. MUSTAPHA EL NAHAS POSHA prie ses collègues en présence de l'interdiction faite par le ministère aux journaux et imprimeries de ne publier rien concernant cette réunion, de porter connaissance à leurs électeurs les décisions prises. Le député FIKRY ABAZA a déclaré que dans ce jour où l'ancienne minorité est fondue dans la grande majorité pour protester contre le ministère, il ne saurait exister de partis. La nation forme un bloc contre ceux qui attentèrent à la Constitution; si le plus ancien parti égyptien n'appuyait pas la majorité agissante pour faire revivre la vie parlementaire, il commettrait un crime contre la Patrie. Les députés constatent dans leurs provinces les moyens honteux employés par

les autorités, mais qui présagent la fin du règne des injustices et l'approche du jour où les représentants du peuple pourront exercer leur mandat. Le député Ali Ayoub a proposé que la Chambre se réunisse au siège du Parlement malgré le pouvoir exécutif qui se sert de la force armée pour l'empêcher d'y pénétrer. Le ministre de la Justice actuel avait déclaré, quand il était ministre de la Guerre dans le ministère d'ADLY PACHA, que tout Gouvernement se servant de la force militaire pour empêcher les députés de se réunir au palais du Parlement prostitue l'armée. Nous enregistrons contre lui et contre le ministère actuel, le fait de l'acte qualifié par lui de prostitution. L'Assemblée charge le bureau de la Chambre d'examiner les mesures pour assurer l'exécution de cette proposition. Le Président de la Chambre jure de rester toujours à la tête de ceux qui défendront la Constitution par tous les moyens légaux. La séance est levée à 7 heures.

Le Sénat, réuni en présence de 61 sénateurs (plus que la majorité absolue des membres actuels), a pris les mêmes décisions que la Chambre des Députés.

Président de la Chambre des Députés,

Signé : WISSA WASSEF.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le procès-verbal de la séance du Parlement égyptien tenue le 17 novembre 1928, étant donné l'importance de l'événement au point de vue des relations de l'Egypte avec les puissances étrangères.

LE COMITÉ EXÉCUTIF DU CONGRÈS DES ASSOCIATIONS
ÉGYPTIENNES D'EUROPE.

*Extrait du procès-verbal de la séance du Parlement Égyptien
tenue le 17 Novembre 1928*

(Le Caire 734-1274-1270 18-22-30 D. E. P. I. E.)

J'ai l'honneur de vous adresser l'extrait du procès-verbal de la séance de la Chambre des Députés, tenue le 17 novembre malgré les mesures prises par le gouvernement égyptien pour empêcher la réunion, et malgré que les députés étaient surveillés, chacun par la police secrète.

Vu que le Parlement non convoqué avant le troisième samedi du mois de novembre, la Chambre des Députés se réunit ce jour de plein droit, conformément à l'article 96 de la Constitution disposant : Le Parlement est convoqué chaque année par le Roi en session ordinaire avant le troisième samedi du mois de novembre. A défaut d'une convocation, il se réunit de plein droit à cette date.

Considérant que le ministère empêche par force armée la réunion de la Chambre au palais législatif, par ce motif la Chambre des Députés se réunit à la date prévue par la Constitution au siège du journal *Al Balagh*, au Caire, à 5 heures du soir, sous la présidence du doyen d'âge. — Cent trente-cinq députés étaient présents (sur deux cent quatorze), dont plusieurs sièges vacants à la suite des décès ou démission; quatorze députés s'excusèrent pour raison de santé ou absence. — La Chambre procède à l'élection de son président. WISSA BEY WASSIF était unanimement élu. MUSTAFA NAHAS PACHA déclare : « Il est pénible de constater que ce jour qui est le jour de la nation, on masse la force armée pour l'opposer au pays. La Constitution dispose que si le Parlement n'était pas convoqué, le troisième samedi de novembre, il a le droit de se réunir de plein droit à cette date. Si le pouvoir exécutif manquait à faire cette convocation pour empêcher le Parlement de remplir ses devoirs, en réaffirmant la souveraineté de

la nation, cette dernière doit de plein droit se réunir malgré le pouvoir exécutif qu'en outre empêcha publiquement la réunion. Le pouvoir exécutif avait commis un attentat contre la souveraineté de la nation et protégé cette rébellion contre la Constitution en se servant de la force armée alors que l'armée est créée pour protéger la souveraineté nationale contre quiconque y porte atteinte. Mais les représentants du peuple sont vigilants et sont les protecteurs de la souveraineté de la nation même contre le pouvoir exécutif et contre la force armée. Aujourd'hui vous accomplissez votre devoir, fidèles à votre promesse et serment solennel, faits au jour où vous avez pris possession de vos sièges et réitérés dans notre réunion historique du 28 juillet dernier. Chacun de nous jura obéir à la Constitution et la défendre jusqu'au dernier souffle de la vie. Nous ne faisons que tenir notre serment en nous réunissant malgré la force armée, pour nous occuper aux affaires du pays et sauvegarder ses biens et ses droits contre quiconque y porte atteinte. Dans ce but, je vous sou mets la motion suivante :

« Attendu que la Constitution de l'Etat égyptien, établie le 19 avril 1923, est exécutoire et est en vigueur depuis le 15 mars 1924 (date où le Parlement se réunit pour la première fois, article 163 de la Constitution). — Attendu que l'article 165 édicte : Aucune disposition de la présente Constitution ne peut, sous quelque prétexte, être suspendue, sauf temporairement en temps de guerre ou en état de siège, et de manière déterminée par la loi; en aucun cas la réunion du Parlement dans les conditions établies par la Constitution ne peut être entravée. — Attendu que selon la disposition de l'article 138, il appartient au Parlement seul d'examiner et d'approuver le budget de recettes et de dépenses de l'Etat, et que si le budget non examiné et approuvé et si la loi de finances non approuvée avant le commencement de l'année budgétaire, le budget de l'année précédente sera appliqué, jusqu'à la promulgation et après examen et approbation par le Parlement du nouveau budget. Attendu que l'article 137 dispose : Aucun emprunt public ni aucun engagement pouvant grever le trésor pour un ou plusieurs exercices futurs ne pourraient être contractés sans le consentement du Parlement.

Attendu que le ministère actuel qui est en rébellion contre la Constitution empêche le Parlement de terminer l'examen du budget (exercice 1928-1929) en suspendant la vie parlementaire et en fermant le Parlement, portant ainsi atteinte à la Constitution à laquelle il est tenu de se soumettre et violant le serment que selon l'article 94 son Président et ses membres sénateurs ou députés prêtèrent.

Attendu que le budget (exercice 1927-1928) examiné et approuvé par le Parlement est le seul budget légal dont on ne doit pas dépasser les limites.

Attendu que la Chambre des Députés approuva la déclaration faite par le Gouvernement constitutionnel relative aux grands projets d'irrigation.

Attendu que l'on ne saurait songer à exécuter aucun travail comme ces grands projets de l'emmagasinage d'eau avant la fin des études que le Gouvernement constitu-

tionnel promet au Parlement d'entreprendre et avant que le Parlement ait approuvé l'exécution et voté les crédits nécessaires selon l'article 137.

Attendu que le droit arrogé par le ministère d'exercer le pouvoir législatif est en contradiction avec les dispositions formelles de la Constitution et les prescriptions de la loi de l'année 1926, promulguée après une étude constitutionnelle minutieuse approuvée unanimement par les Députés, y compris le Président du ministère actuel, le ministre de la Justice et quelques autres ministres, sénateurs et députés, loi interdisant même aux gouvernements constitutionnels de légiférer en absence du Parlement. Pour ces raisons et vu les décisions prises par la Chambre des Députés le 28 juillet 1928, la Chambre prend unanimement les décisions suivantes :

La Chambre renouvelle le vote de la non-confiance dans le ministère actuel; le ministère est responsable de tout acte contraire aux dispositions de la Constitution qu'il a accompli ou accomplira. Le seul budget à appliquer est le budget de l'exercice 1927-1928. Les ministres en leur qualité de fonctionnaires publics et en leur qualité personnelle, sont solidairement responsables de tout acte de disposition contraire aux prescriptions de la Constitution. La Chambre s'oppose à l'exécution du projet de la construction du réservoir Djebel Awlia avant qu'aient été faites les études promises en 1926 au Parlement par le Gouvernement constitutionnel et avant que le projet ait été soumis au Parlement et approuvé par lui et que les crédits nécessaires aient été votés.

La Chambre met en garde les ministres contre la mise à exécution du projet avant l'accomplissement de cette procédure. La Chambre renouvelle sa résolution du 28 juillet 1928. « Toute convention politique commerciale ou financière qui sera passée par le ministère avec les puissances étrangères ou avec toute personne et notamment les conventions prévues au titre IV de la Constitution, ainsi que tout acte d'administration seront nuls et ne sauraient lier la nation. » La Chambre demande le retrait des forces armées pour pouvoir se réunir au palais législatif pour remplir ses devoirs constitutionnels et tenir ses séances ordinaires conformément aux dispositions de la Constitution. Elle fait porter au ministère la responsabilité d'avoir assiégé et violé le palais du Parlement avec l'aide de la force armée à laquelle la Constitution interdit de pénétrer dans l'une ou l'autre Chambre ou se poster près de ses portes sans la demande du Président. Cette motion, mise aux voix, est adoptée unanimement. MUSTAPHA EL NAHAS POSHA prie ses collègues en présence de l'interdiction faite par le ministère aux journaux et imprimeries de ne publier rien concernant cette réunion, de porter connaissance à leurs électeurs les décisions prises. Le député FIKRY ABAZA a déclaré que dans ce jour où l'ancienne minorité est fondue dans la grande majorité pour protester contre le ministère, il ne saurait exister de partis. La nation forme un bloc contre ceux qui attentèrent à la Constitution; si le plus ancien parti égyptien n'appuyait pas la majorité agissante pour faire revivre la vie parlementaire, il commettrait un crime contre la Patrie. Les députés constatent dans leurs provinces les moyens honteux employés par

les autorités, mais qui présagent la fin du règne des injustices et l'approche du jour où les représentants du peuple pourront exercer leur mandat. Le député Ali Ayoub a proposé que la Chambre se réunisse au siège du Parlement malgré le pouvoir exécutif qui se sert de la force armée pour l'empêcher d'y pénétrer. Le ministre de la Justice actuel avait déclaré, quand il était ministre de la Guerre dans le ministère d'ADLY PACHA, que tout Gouvernement se servant de la force militaire pour empêcher les députés de se réunir au palais du Parlement prostitue l'armée. Nous enregistrons contre lui et contre le ministère actuel, le fait de l'acte qualifié par lui de prostitution. L'Assemblée charge le bureau de la Chambre d'examiner les mesures pour assurer l'exécution de cette proposition. Le Président de la Chambre jure de rester toujours à la tête de ceux qui défendent la Constitution par tous les moyens légaux. La séance est levée à 7 heures.

Le Sénat, réuni en présence de 61 sénateurs (plus que la majorité absolue des membres actuels), a pris les mêmes décisions que la Chambre des Députés.

Président de la Chambre des Députés,

Signé : WISSA WASSEF.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le procès-verbal de la séance du Parlement égyptien tenue le 17 novembre 1928, étant donné l'importance de l'événement au point de vue des relations de l'Égypte avec les puissances étrangères.

LE COMITÉ EXÉCUTIF DU CONGRÈS DES ASSOCIATIONS
ÉGYPTIENNES D'EUROPE.

*Extrait du procès-verbal de la séance du Parlement Égyptien
tenue le 17 Novembre 1928*

(Le Caire 734-1274-1270 18-22-30 D. E. P. I. E.)

J'ai l'honneur de vous adresser l'extrait du procès-verbal de la séance de la Chambre des Députés, tenue le 17 novembre malgré les mesures prises par le gouvernement égyptien pour empêcher la réunion, et malgré que les députés étaient surveillés, chacun par la police secrète.

Vu que le Parlement non convoqué avant le troisième samedi du mois de novembre, la Chambre des Députés se réunit ce jour de plein droit, conformément à l'article 96 de la Constitution disposant : Le Parlement est convoqué chaque année par le Roi en session ordinaire avant le troisième samedi du mois de novembre. A défaut d'une convocation, il se réunit de plein droit à cette date.

Considérant que le ministère empêche par force armée la réunion de la Chambre au palais législatif, par ce motif la Chambre des Députés se réunit à la date prévue par la Constitution au siège du journal *Al Balagh*, au Caire, à 5 heures du soir, sous la présidence du doyen d'âge. — Cent trente-cinq députés étaient présents (sur deux cent quatorze), dont plusieurs sièges vacants à la suite des décès ou démission; quatorze députés s'excusèrent pour raison de santé ou absence. — La Chambre procède à l'élection de son président. WISSA BEY WASSIF était unanimement élu. MUSTAFA NAHAS PACHA déclare : « Il est pénible de constater que ce jour qui est le jour de la nation, on masse la force armée pour l'opposer au pays. La Constitution dispose que si le Parlement n'était pas convoqué, le troisième samedi de novembre, il a le droit de se réunir de plein droit à cette date. Si le pouvoir exécutif manquait à faire cette convocation pour empêcher le Parlement de remplir ses devoirs, en réaffirmant la souveraineté de

la nation, cette dernière doit de plein droit se réunir malgré le pouvoir exécutif qu'en outre empêcha publiquement la réunion. Le pouvoir exécutif avait commis un attentat contre la souveraineté de la nation et protégé cette rébellion contre la Constitution en se servant de la force armée alors que l'armée est créée pour protéger la souveraineté nationale contre quiconque y porte atteinte. Mais les représentants du peuple sont vigilants et sont les protecteurs de la souveraineté de la nation même contre le pouvoir exécutif et contre la force armée. Aujourd'hui vous accomplissez votre devoir, fidèles à votre promesse et serment solennel, faits au jour où vous avez pris possession de vos sièges et réitérés dans notre réunion historique du 28 juillet dernier. Chacun de nous jura obéir à la Constitution et la défendre jusqu'au dernier souffle de la vie. Nous ne faisons que tenir notre serment en nous réunissant malgré la force armée, pour nous occuper aux affaires du pays et sauvegarder ses biens et ses droits contre quiconque y porte atteinte. Dans ce but, je vous sou mets la motion suivante :

« Attendu que la Constitution de l'Etat égyptien, établie le 19 avril 1923, est exécutoire et est en vigueur depuis le 15 mars 1924 (date où le Parlement se réunit pour la première fois, article 163 de la Constitution). — Attendu que l'article 165 édicte : Aucune disposition de la présente Constitution ne peut, sous quelque prétexte, être suspendue, sauf temporairement en temps de guerre ou en état de siège, et de manière déterminée par la loi; en aucun cas la réunion du Parlement dans les conditions établies par la Constitution ne peut être entravée. — Attendu que selon la disposition de l'article 138, il appartient au Parlement seul d'examiner et d'approuver le budget de recettes et de dépenses de l'Etat, et que si le budget non examiné et approuvé et si la loi de finances non approuvée avant le commencement de l'année budgétaire, le budget de l'année précédente sera appliqué, jusqu'à la promulgation et après examen et approbation par le Parlement du nouveau budget. Attendu que l'article 137 dispose : Aucun emprunt public ni aucun engagement pouvant grever le trésor pour un ou plusieurs exercices futurs ne pourraient être contractés sans le consentement du Parlement.

Attendu que le ministère actuel qui est en rébellion contre la Constitution empêche le Parlement de terminer l'examen du budget (exercice 1928-1929) en suspendant la vie parlementaire et en fermant le Parlement, portant ainsi atteinte à la Constitution à laquelle il est tenu de se soumettre et violant le serment que selon l'article 94 son Président et ses membres sénateurs ou députés prêtèrent.

Attendu que le budget (exercice 1927-1928) examiné et approuvé par le Parlement est le seul budget légal dont on ne doit pas dépasser les limites.

Attendu que la Chambre des Députés approuva la déclaration faite par le Gouvernement constitutionnel relative aux grands projets d'irrigation.

Attendu que l'on ne saurait songer à exécuter aucun travail comme ces grands projets de l'emmagasiner d'eau avant la fin des études que le Gouvernement constitu-

tionnel promet au Parlement d'entreprendre et avant que le Parlement ait approuvé l'exécution et voté les crédits nécessaires selon l'article 137.

Attendu que le droit arrogé par le ministère d'exercer le pouvoir législatif est en contradiction avec les dispositions formelles de la Constitution et les prescriptions de la loi de l'année 1926, promulguée après une étude constitutionnelle minutieuse approuvée unanimement par les Députés, y compris le Président du ministère actuel, le ministre de la Justice et quelques autres ministres, sénateurs et députés, loi interdisant même aux gouvernements constitutionnels de légiférer en absence du Parlement. Pour ces raisons et vu les décisions prises par la Chambre des Députés le 28 juillet 1928, la Chambre prend unanimement les décisions suivantes :

La Chambre renouvelle le vote de la non-confiance dans le ministère actuel; le ministère est responsable de tout acte contraire aux dispositions de la Constitution qu'il a accompli ou accomplira. Le seul budget à appliquer est le budget de l'exercice 1927-1928. Les ministres en leur qualité de fonctionnaires publics et en leur qualité personnelle, sont solidairement responsables de tout acte de disposition contraire aux prescriptions de la Constitution. La Chambre s'oppose à l'exécution du projet de la construction du réservoir Djebel Awlia avant qu'aient été faites les études promises en 1926 au Parlement par le Gouvernement constitutionnel et avant que le projet ait été soumis au Parlement et approuvé par lui et que les crédits nécessaires aient été votés.

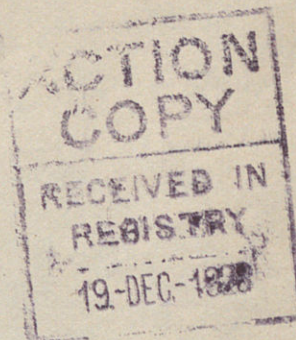
La Chambre met en garde les ministres contre la mise à exécution du projet avant l'accomplissement de cette procédure. La Chambre renouvelle sa résolution du 28 juillet 1928. « Toute convention politique commerciale ou financière qui sera passée par le ministère avec les puissances étrangères ou avec toute personne et notamment les conventions prévues au titre IV de la Constitution, ainsi que tout acte d'administration seront nuls et ne sauraient lier la nation. » La Chambre demande le retrait des forces armées pour pouvoir se réunir au palais législatif pour remplir ses devoirs constitutionnels et tenir ses séances ordinaires conformément aux dispositions de la Constitution. Elle fait porter au ministère la responsabilité d'avoir assiégé et violé le palais du Parlement avec l'aide de la force armée à laquelle la Constitution interdit de pénétrer dans l'une ou l'autre Chambre ou se poster près de ses portes sans la demande du Président. Cette motion, mise aux voix, est adoptée unanimement. MUSTAPHA EL NAHAS POSHA prie ses collègues en présence de l'interdiction faite par le ministère aux journaux et imprimeries de ne publier rien concernant cette réunion, de porter connaissance à leurs électeurs les décisions prises. Le député FIKRY ABAZA a déclaré que dans ce jour où l'ancienne minorité est fondue dans la grande majorité pour protester contre le ministère, il ne saurait exister de partis. La nation forme un bloc contre ceux qui attentèrent à la Constitution; si le plus ancien parti égyptien n'appuyait pas la majorité agissante pour faire revivre la vie parlementaire, il commettrait un crime contre la Patrie. Les députés constatent dans leurs provinces les moyens honteux employés par

les autorités, mais qui présagent la fin du règne des injustices et l'approche du jour où les représentants du peuple pourront exercer leur mandat. Le député Ali Ayoub a proposé que la Chambre se réunisse au siège du Parlement malgré le pouvoir exécutif qui se sert de la force armée pour l'empêcher d'y pénétrer. Le ministre de la Justice actuel avait déclaré, quand il était ministre de la Guerre dans le ministère d'ADLY PACHA, que tout Gouvernement se servant de la force militaire pour empêcher les députés de se réunir au palais du Parlement prostitue l'armée. Nous enregistrons contre lui et contre le ministère actuel, le fait de l'acte qualifié par lui de prostitution. L'Assemblée charge le bureau de la Chambre d'examiner les mesures pour assurer l'exécution de cette proposition. Le Président de la Chambre jure de rester toujours à la tête de ceux qui défendront la Constitution par tous les moyens légaux. La séance est levée à 7 heures.

Le Sénat, réuni en présence de 61 sénateurs (plus que la majorité absolue des membres actuels), a pris les mêmes décisions que la Chambre des Députés.

Président de la Chambre des Députés,

Signé : WISSA WASSEF.



S E N A T

Sixième Session Ordinaire

Procès-Verbal de la Première Séance
tenue le Samedi 17 Novembre 1928

Etant donné que le Parlement n'a pas été convoqué avant le troisième Samedi du mois de Novembre, le Sénat s'est réuni aujourd'hui de plein droit, conformément à l'article 96 de la Constitution qui dispose : " Le Parlement est convoqué chaque année par le Roi en session ordinaire avant le troisième Samedi de Novembre. A défaut de convocation, il se réunit de plein droit à cette dernière date".

Et considérant que le Ministère a empêché par la force armée le Sénat de se réunir au Palais Législatif.

Par ces motifs :

Le Sénat s'est réuni en séance publique à la date prévue par la Constitution, au siège de la Direction du Journal AL BALAGH N° 44 Chareh El Dawawine, au Caire, à 5 heures du soir, sous la présidence de Mohamed Eloui El Gazzar Bey, Vice-Président du Sénat. Les sièges des secrétaires-sénateurs étaient occupés par les plus jeunes des membres présents : Cheikh Ibrahim El Khatib et Fahmy Wissa Bey -

Etaient présents :

Mohamed Safwat Pacha - Cheikh Mohamed Ezz El Arab Bey -
Cheikh Ibrahim Youssef Attalla - Ibrahim Farag Aboul Gadayel Bey -
Dr. Mohamed Hachem - Cheikh Metwalli Omar Hegazi - Abdel Aziz
Radwan Bey - Ibrahim Nour el Dine Bey - Dr. Sourial Guirguis
Sourial - Ahmed Mohamed Hegazi Bey - Ahmed Abdou Bey - Mahmoud
El Etrebi Pacha - Mahmoud Youssef Rached Pacha - Cheikh Aly
Ramadan El Tobgui Bey - Mohamed Neguib El Garabli Pacha - Cheikh
Ibrahim Bassiouni El Khatib - Mohamed Ahmed El Cherif Bey - Cheikh
Aly Mohamed Merwan - Mohamed Awad Guibril - Cheikh Hassan Abdel
Kader - Dr. Abdel Hamid Fahmy - Hassanein Abdel Ghaffar Bey -
Cheikh Ezab El Leissi - Mohamed Eloui El Gazzar Bey - Ibrahim
Halim Mehanna - Mahmoud Aly Mehanna Bey - Mohamed Moghazi Pacha -
Cheikh Ibrahim Abdel Hamid Nawar - Bayoumi Madkour Bey - Saad
Makram Bey - Mohamed Tewfik Radi Bey - Awad Erian El Mahdi Bey -
Moursi Wazir Bey - Mohamed Loutfi Tantaoui Tantaoui - Chaaban El
Sayed Moomen Bey - Mourad El Cherei Bey - Mohamed Zaki Abdel
Razek Bey - Abdel Rahman Lamloum Bey - Abdel Hakim Ahmed Mohamed
Abdel Fattah Bey - Mohamed El Hefni El Tarzi Pacha - Mahmoud
Bassiouni - Louis Akhnoukh Fanous - El Sayed Abdel Rahman Bey -
Ahmed Hemed Abou Steit Bey - Omar Ahmed Khalafallah Bey - Hassan
Ahmed El Edeissi Bey - Ahmed Moustapha Bey - Cheikh Chafei Abou
Wafia - Abdel Sattar El Bassel Bey - Ibrahim Sayed Ahmed Bey -
Dr. Habib Khayat Bey - Cheikh Taha Hassanein - Abdalla Soliman
Abaza Bey - Afifi El Barbari - Aly Abdel Razek Bey - Lewa Aly
Fahmy Pacha - Fahmy Wissa Bey - Kamel Sedky Bey - Amba Loukas -
Mohamed Gaafar - Mohamed Abdel Latif -

Se sont fait excuser :

Mohamed Fathalla Barakat Pacha - Cheikh Ismail Mohamed
Fawaz et Abdel Rehim Mehanna -

+
+ +

Lecture est donnée du procès-verbal de la dernière séance,
qui est approuvé.

On procède à l'élection des secrétaires et des questeurs

Sont élus Secrétaires à l'unanimité :

Cheikh Mohamed Ezz El Arab Bey - Mohamed Ahmed El Cherif Bey -
Abdel Fattah Ragai et Ahmed Abdou Bey -

Les secrétaires d'âge se retirent et sont remplacés par
Cheikh Mohamed Ezz El Arab Bey et Mohamed Ahmed El Cherif Bey.

Sont élus Questeurs à l'unanimité :

Aly Abdel Razek Bey et Mohamed Mahmoud Khalil Bey -

+
+ +

La motion suivante est présentée par Cheikh Ahmed Ezz El Arab Bey et Mohamed Ahmed El Cherif Bey :

" Attendu que la Constitution de l'Etat Egyptien établie le 3 Ramadan 1341 (19 Avril 1923) est exécutoire et en vigueur depuis le 15 Mars 1924, date à laquelle le Parlement s'est réuni pour la première fois (Article 163 de la Constitution) ;

" Attendu que l'article 155 édicte : " Aucune disposition de la présente Constitution ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, être suspendue, sauf temporairement, en temps de guerre ou d'état de siège, et de la manière déterminée par la loi. En aucun cas la réunion du Parlement, dans les conditions établies par la présente Constitution ne peut être entravée";

" Attendu qu'en vertu des dispositions de la Constitution il appartient au Parlement seul d'examiner et d'approuver le budget des recettes et des dépenses de l'Etat (art.138), et que si le budget n'est pas examiné et approuvé et si la loi de Finances n'est pas approuvée avant le commencement de l'année budgétaire, le budget de l'année précédente sera appliqué jusqu'à la promulgation, après examen et approbation par le Parlement, du nouveau budget ;

" Attendu que l'article 137 dispose : " Aucun emprunt public ni aucun engagement pouvant grever le Trésor pour un ou plusieurs exercices futurs ne pourra être contracté sans le consentement du Parlement";

" Attendu que le Ministère actuel qui est en rébellion contre la Constitution a empêché le Parlement de terminer l'examen du budget de l'exercice 1928-1929 en suspendant la vie parlementaire et fermant le Parlement, portant ainsi atteinte à la Constitution à laquelle il est tenu de se soumettre, et violant le serment que son Président et ses membres sénateurs ou députés ont prêté aux termes de l'article 94 ;

"Attendu que dans ces conditions le budget de l'exercice 1927-1928, examiné et approuvé par le Parlement, est actuellement seul le budget légal dont on ne doit pas dépasser les limites ;

" Attendu que le Sénat a approuvé la déclaration faite par le Gouvernement constitutionnel au sujet des grands projets d'irrigation ;

" Attendu qu'on ne saurait songer à exécuter aucun travail, tel que les grands projets d'emmagasinement de l'eau, avant que les études que le Gouvernement constitutionnel a promis au Parlement d'entreprendre aient été terminées, et avant que le Parlement ait approuvé l'exécution et voté les crédits nécessaires (art. 137 de la Constitution) ;

" Attendu que le droit que s'arrogé le Ministère d'exercer seul le pouvoir législatif est en contradiction avec les dispositions formelles de la Constitution et les prescriptions de la Loi de 1926 qui a été promulguée à la suite d'études constitutionnelles minutieuses, approuvée à l'unanimité par les sénateurs et les députés, y compris le Président du Ministère actuel, le Ministre de la Justice et quelques autres ministres sénateurs et députés, loi qui interdit même aux gouvernements constitutionnels de légiférer en l'absence du Parlement ;

Par ces motifs et vu la décision prise par le Sénat le 28 Juillet 1928, le Sénat prend à l'unanimité les décisions suivantes :

" 1 - Le Sénat renouvelle sa décision de ne pas appuyer le Ministère.

" 2 - Le Ministère est responsable, dans la plus large acception du terme, de tout acte contraire aux dispositions de la Constitution qu'il a accompli ou accomplira.

" 3 - Le seul budget qu'on soit tenu d'appliquer est le Budget de l'exercice 1927-1928 ; les Ministres, en leur qualité

de fonctionnaires publics et en leur qualité personnelle, sont solidairement responsables de tout acte de disposition contraire aux prescriptions de la Constitution.

" 4 - Le Sénat s'oppose à l'exécution du projet de construction du réservoir de Djebel Awlia avant qu'aient été faites les études promises en 1926 au Parlement par le Gouvernement Constitutionnel, que le projet ait été soumis au Parlement et approuvé par lui et que les crédits nécessaires aient été votés. Le Sénat met en garde les Ministres contre la mise à exécution du projet avant l'accomplissement de cette procédure.

" 5 - Le Sénat renouvelle sa résolution du 28 Juillet 1928 à savoir : "Toute convention politique, commerciale ou financière qui sera passée par le Ministère avec les Puissances Etrangères ou avec toute personne, et notamment les conventions prévues au titre IV de la Constitution, ainsi que tout acte d'administration, seront nuls et ne sauraient lier la Nation.

" 6 - Le Sénat demande le retrait des forces armées pour qu'il puisse se réunir au Palais Législatif, s'acquitter de ses devoirs constitutionnels et tenir ses séances ordinaires conformément aux dispositions de la Constitution. Il fait porter au Ministère la responsabilité d'avoir assiégé et violé le Palais du Parlement à l'aide de la force armée à laquelle la Constitution interdit de pénétrer dans l'une ou l'autre Chambre ou de se poster près de ses portes sans la demande du Président.

" 7 - Le Sénat donne mandat au Bureau de porter ses décisions à la connaissance de ceux qu'il jugera utile d'informer."

La motion mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

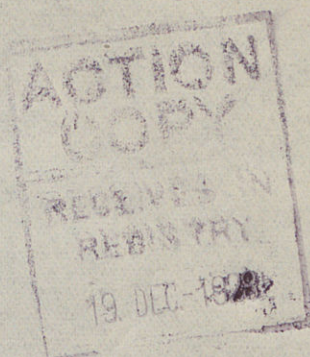
Le Sénat approuve que la prochaine séance soit tenue à la date qui sera fixée par le Bureau

La séance est levée à 6 heures 55 p.m.

(SIGNE)

PRESIDENT de la SEANCE : Mohamed Eloui El Gazzar
SECRETAIRES : Mohamed Ezzel Arab et Mohamed Ahmed El Chérif

CHAMBRE DES DEPUTES



Troisième Législature

Quatrième Session Ordinaire

Procès-Verbal de la Première Séance

de la Chambre des Députés tenue le Samedi 17 Novembre 1928

Etant donné que le Parlement n'a pas été convoqué avant le troisième Samedi du mois de Novembre, la Chambre des Députés s'est réunie aujourd'hui de plein droit, conformément à l'article 96 de la Constitution qui dispose : " Le Parlement est convoqué chaque année par le Roi en session ordinaire avant le troisième Samedi de Novembre. A défaut de convocation, il se réunit de plein droit à cette dernière date."

Et considérant que le Ministère a empêché par la force armée la Chambre de se réunir au Palais Législatif.

Par ces motifs :

La Chambre des Députés s'est réunie en séance publique à la date prévue par la Constitution au siège de la Direction du Journal AL BALAGH No. 44 Chareh El Dawawine, au Caire, à 5 heures du soir, sous la présidence du doyen d'âge, Mohamed Said Bey, député de Kom El Tawil (Gharbieh). Les sièges des secrétaires députés étaient occupés par les plus jeunes des membres présents: Hafez Ibrahim Soliman, Mohamed Fikry Abaza, Mohamed Fakhry Moussa, Ahmed Ruchdi Gazzar.

Etaient présents :

Dr. Neguib Iskandar - Hassan Hassib Pacha - Hamed El Mawardi Bey - Ahmed Hafez Awad Bey - Abdel Hamid El Bannan - Dr. Ahmed Maher - Abdel Meguid El Remali - Ahmed Hamdi Seif El Nasr Bey - Gaafar Fakhry Bey - Aziz Antoun - Mahmoud Fahmy El Nokrachy - Aly Aly Leheita - Moustapha Hachem Bey - Salama Mikhail Bey - Abdel Bar El Sadate Hachiche - Ahmed Sabek - Moustapha Hussein Bakir Bey - Abdel Halim El Chamsy - Aly El Sayed Agoub - Aly Hussein - Aly Ibrahim Radouan Bey - Riad El Masri - Mohamed Fikry Abaza - Cheikh Abdel Aziz El Zahed - Dr. Abdel Rahman Awad - Cheikh El Ahmadi Mansour - Cheikh Mohamed Ghoneim Abdoun - Gad El Houte - Mohamed Mohamed El Chennaoui Bey - Hassan Sayed Ahmed Nafeh - Mohamed Zaghoul Pacha - Hussein Helal Bey - Ahmed Ahmed El Itribi Bey - Mahmoud Abdel Nabi Bey - Ragheb Foda Bey - El Sayed Mohamed El Sab - Taher El Lozi Bey - Dr. Mohamed Amin Nour - Mohamed Taher Abdel Latif - Wissa Wassef - Dr. Hassan Kamel Bey - Mohamed Neguib Mohamed Gomaa - Ahmed Wahbi Doueidar - Ahmed El Sawi - Dr. Abdel Khalek Selim - Youssef Ahmed El Guindi - Abdel Khalek Attia - Zakaria Mehanna - Mahmoud Hassan Gazia - Mohamed Moghazi Abdel Rahman El Barkouki - Osman Moharram Pacha - Omar Omar - Ibrahim Bahgat Bey - Mohamed Said Bey - Mohamed El Abd - Dr. Abdel Aziz El Aguzi Bey - El Sayed Abdel Hadi Abdel Aziz El Kassabi - Moustapha El Nahas Pacha - Ahmed Zaki El Chichini - Ragheb Iskandar - Mahmoud Sabri - Hafez Ismail Sallam Bey - Mohamed Sabri Abou Alam - Mohamed Nassar Bey - Mohamed Tewfik Hassan - Mahmoud Farag Zikri Bey - Mahmoud Hamdi Bey - Mohamed Hafez Hathout - Ahmed Rouchdi El Gazzar - Abdel Maksoud Habib Bey - Abdel Salam Fahmy Mohamed Gomaa Bey - Mohamed Balbaa Bey - Abdel Aziz El Soufani - Amin Ismail - Ismail Soliman Hamza - Ghali Ibrahim - Cheikh Khaled Mahgoub El Hennaoui - Abdel Latif Abou Zeid El Hennaoui Bey - Cheikh Abdel Razeq El Kadi Bey - Abdel Wahed El Wakil Bey - Mohamed Soliman El Wakil Pacha - Abdel Kader Hamza - Cheikh Aly El Tahawi El Moghazi - Mohamed Youssef Bey - Saad El Ansari - Mohamed Aly Bassiouni Bey - Hassan Sabri Bey - Mohamed Azzam Bey - Ahmed Abdel Baki Radi - Hassan Yassine - Mahmoud Latif Bey - Mohamed Aly Serour Bey - Hafez Ibrahim Soliman - Mohamed Aly Soliman Bey - Aly Naguib - Mohamed Abdel Latif Seoudi - Osman Sawi Bey - Mohamed Amin Abou Zeid Bey - Dr. Mohamed Hafez Moomen - Hamed El Bassal Pacha - Mohamed Marzouk - Abdel Hamid Abdel Hak - Mohamed Fakhry Moussa - Cheikh Ibrahim El Kayati - Kassem El Masri Bey - Bouchra Hanna Bey - Abdel Hadi Abdel Rehim Bey - Mohamed Tewfik El Deroui Bey - Abdel Alim Samhan Bey - Amin Chelkami - Mohamed Hamed Gouda - Georges Khayat Bey - Chaker Gazaleh Bey - Cheikh Ahmed Mohamed Khalil Abou Sedeira - Boutros Hakim - Ibrahim Montaz - Mahmoud Houman Hamadi Bey - Khalil Ibrahim Ismail Abou Rehab - Fakhry Abdel Nour Bey - Ahmed Aly Abou Steit - Ahmed Mohamed Omar Hamdane - Houmam Ahmed Khalafallah - Abdel Sattar Hassan Amrane - Hassan Mohamed El Wakil - Cheikh Aly Mohamed Ismail - Tewfik Andraous Bichara - Cheikh Younes Ahmed Selim - Mohamed Khalil El Edeissi - Abdel Meguid Aboul Ela - Cheikh Hassib Abadi Hamdein - Cheikh Mohamed Abdel Azim Khalifa - Mohamed Saleh Harb - Cheikh Mahmoud Mohamed El Sabb' - Mohamed Sadek El Chichini et Cheikh Abdel Halim Aly Ahmed Selim -

Se sont fait excuser, pour cause de maladie, tout en se ralliant aux décisions prises par la Chambre :

Aly Soliman Bey - Ata Affifi Bey - Dr. Zaki Mikhail - Moustapha El Khadem Bey - Mohamed Kamel Hassan El Assiouti - Cheikh Abdel Wahab Soliman Khattabi - Mohamed Habib Bey - Mohamed Ibrahim El Aassar et Hussein Foda Bey -

Lecture est donnée des télégrammes suivants :

Genève le 16 Novembre

En ce jour où notre pensée à tous est tournée fervemment vers la Constitution, je forme des vœux ardents pour le rétablissement du régime parlementaire dont nos efforts à tous hâteront le retour afin d'aider notre chère Egypte à s'acheminer dans la voie du progrès et de l'indépendance

Aly Chamsy

°
° °

Londres le 17 Novembre

A l'occasion de la réunion du Parlement nous affirmons notre absolue solidarité avec nos Collègues dans toutes les décisions qui seront prises par le Parlement et nous prions le Tout-Puissant de réaliser les droits sacrés du Pays relativement à sa Constitution et à son indépendance

William Makram Ebeid
Abdel Rahman Azzam
Dr. Hamed Mahmoud

°
° °

Lecture est également donnée d'un télégramme d'excuses adressé de Paris par S.E. Wacyf Ghali Pacha.

Lecture est donnée du procès-verbal de la précédente séance, qui est approuvé.

On procède à l'élection du Bureau. Sont élus à l'unanimité :

PRESIDENT : Mtre. Wissa Wassef

VICE-PRESIDENTS : Aly Chamsy Pacha - Hussein Bey Helal

SECRETAIRES : Youssef Ahmed El Guindi - Abdel Rahman Azzam -
Hussein Youssef Amer - Mohamed Sabri Abou Alam -

QUESTEURS : Ahmed Hamdi Seif El Nasr Bey - Fakhry Abdel Nour Bey
Abdel Hamid El Bannane Bey -

Mtre. Wissa Wassef prend possession du fauteuil présidentiel, assisté par Youssef El Guindi et Sabri Abou Alam, secrétaires-députés.

S.E. Moustapha El Nahas Pacha demande la parole :

S.E. MOUSTAPHA EL NAHAS PACHA.- Mes Chers Collègues, je félicite le Président, les Vice-Présidents, les Secrétaires et les Questeurs de la précieuse confiance de leurs Collègues. Il m'est pénible de constater que dans ce jour qui est le jour de la nation on a massé la force pour la lui opposer. La Loi constitutionnelle dispose que si le Parlement n'est pas convoqué avant le troisième Samedi de Novembre,

c'est-à-dire avant ce jour, il a le droit de se réunir de lui-même à cette date.

Si le pouvoir exécutif a manqué de procéder à cette convocation avant la date précitée afin que le Parlement puisse remplir ses devoirs en réaffirmant la souveraineté de la nation, celle-ci doit se manifester d'elle-même et le Parlement doit se réunir de plein droit malgré le pouvoir exécutif, qui non seulement a commis le manquement dont il est question, mais qui est encore allé plus loin en empêchant publiquement la réunion.

C'est un attentat à la souveraineté de la nation et une rébellion contre la Constitution. De plus, pour exécuter cet attentat, le pouvoir exécutif s'appuie sur la force armée afin d'empêcher par la violence que nous nous réunissions, alors que la force armée n'a été créée que pour protéger la souveraineté de la nation contre quiconque y porte atteinte. Dieu merci, les représentants du peuple sont, eux, les vigilants protecteurs de la souveraineté nationale, même contre le pouvoir exécutif et contre la force armée.

Aujourd'hui, Messieurs, vous accomplissez votre devoir fidèles à votre promesse et au serment solennel que vous avez prêté le jour où vous avez pris possession de vos sièges et que vous avez réitérés dans notre réunion historique du 28 Juillet dernier.

Oui, Messieurs, chacun de nous a juré d'obéir à la Constitution et de la défendre par tous ses efforts jusqu'au dernier souffle de sa vie. Nous ne faisons que tenir notre serment et exécuter notre engagement en nous réunissant aujourd'hui malgré la force armée qui nous a empêchés de nous assembler dans le local destiné à nos séances. Nous nous sommes réunis pour nous occuper des affaires du Pays et prendre les décisions qui sauvegardent ses biens et ses droits contre quiconque y attente. C'est dans ce but que j'ai l'honneur de soumettre à votre décision la motion suivante :

MOTION de S.E. MOUSTAPHA EL NAHAS PACHA

" Attendu que la Constitution de l'Etat Egyptien établie le 3 Ramadan 1341 (19 Avril 1923) est exécutoire et en vigueur depuis le 15 Mars 1924, date à laquelle le Parlement s'est réuni pour la première fois (Article 163 de la Constitution) ;

" Attendu que l'article 155 édicte : " Aucune disposition de la présente Constitution ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, être suspendue, sauf temporairement, en temps de guerre ou d'état de siège, et de la manière déterminée par la Loi. En aucun cas la réunion du Parlement, dans les conditions établies par la présente Constitution ne peut être entravée" ;

" Attendu qu'en vertu des dispositions de la Constitution, il appartient au Parlement seul d'examiner et d'approuver le budget

des recettes et des dépenses de l'Etat (art.138), et que si le budget n'est pas examiné et approuvé et si la Loi de Finances n'est pas approuvée avant le commencement de l'année budgétaire, le budget de l'année précédente sera appliqué jusqu'à la promulgation, après examen et approbation par le Parlement, du nouveau budget ;

" Attendu que l'art.137 dispose : " Aucun emprunt public, ni aucun engagement pouvant grever le Trésor pour un ou plusieurs exercices futurs ne pourra être contracté sans le consentement du Parlement " ;

" Attendu que le Ministère actuel qui est en rébellion contre la Constitution a empêché le Parlement de terminer l'examen du budget de l'exercice 1928-1929 en suspendant la vie parlementaire et fermant le Parlement, portant ainsi atteinte à la Constitution à laquelle il est tenu de se soumettre, et violant le serment que son Président et ses membres sénateurs ou députés ont prêté aux termes de l'art.94;

" Attendu que dans ces conditions le budget de l'exercice 1927-1928 examiné et approuvé par le Parlement est actuellement seul le budget légal dont on ne doit pas dépasser les limites ;

" Attendu que la Chambre des Députés a approuvé la déclaration faite par le Gouvernement constitutionnel au sujet des grands projets d'irrigation ;

" Attendu qu'on ne saurait songer à exécuter aucun travail, tel que les grands projets d'emmagasinage de l'eau avant que les études que le Gouvernement constitutionnel a promis au Parlement d'entreprendre aient été terminées, et avant que le Parlement ait approuvé l'exécution et voté les crédits nécessaires (article 137 de la Constitution) ;

" Attendu que le droit que s'arroge le Ministère d'exercer seul le pouvoir législatif est en contradiction avec les dispositions formelles de la Constitution et les prescriptions de la Loi de 1926 qui a été promulguée à la suite d'études constitutionnelles minutieuses approuvée à l'unanimité par les Députés et les Sénateurs, y compris

le Président du Ministère actuel, le Ministre de la Justice et quelques autres ministres sénateurs et députés, loi qui interdit même aux Gouvernements constitutionnels de légiférer en l'absence du Parlement ;

" Par ces motifs et vu la décision prise par la Chambre des Députés le 28 Juillet 1928, la Chambre prend à l'unanimité les décisions suivantes :

" 1 - La Chambre renouvelle son vote de non-confiance dans le Ministère.

" 2 - Le Ministère est responsable, dans la plus large acception du terme, de tout acte contraire aux dispositions de la Constitution qu'il a accompli ou accomplira.

" 3 - Le seul budget qu'on soit tenu d'appliquer est le budget de l'exercice 1927-1928; les Ministres, en leur qualité de fonctionnaires publics et en leur qualité personnelle, sont solidairement responsables de tout acte de disposition contraire aux prescriptions de la Constitution ;

" 4 - La Chambre s'oppose à l'exécution du projet de construction du réservoir de Djebel Awlia avant qu'aient été faites les études promises en 1926 au Parlement par le Gouvernement constitutionnel, que le projet ait été soumis au Parlement et approuvé par lui, et que les crédits nécessaires aient été votés. La Chambre met en garde les Ministres contre la mise à exécution du projet avant l'accomplissement de cette procédure.

" 5 - La Chambre renouvelle sa résolution du 28 Juillet 1928 à savoir : " Toute convention politique, commerciale ou financière qui sera passée par le Ministère avec les Puissances Etrangères ou avec toute personne, et notamment les conventions prévues au titre IV de la Constitution, ainsi que tout acte d'administration, seront nuls et ne sauraient lier la Nation.

" 6 - La Chambre demande le retrait des forces armées pour qu'elle puisse se réunir au Palais Législatif, s'acquitter de ses devoirs constitutionnels et tenir ses séances ordinaires conformément-

ment aux dispositions de la Constitution. Elle fait porter au Ministère la responsabilité d'avoir assiégé et violé le Palais du Parlement à l'aide de la force armée à laquelle la Constitution interdit de pénétrer dans l'une ou l'autre Chambre ou de se poster près de ses portes sans la demande du Président. "

La motion mise aux voix par appel nominal est adoptée à l'unanimité.

S.E. MOUSTAPHA EL NAHAS PACHA. - Le Ministère ayant interdit aux journaux et aux imprimeries la publication et l'impression des décisions du Parlement, je prie mes honorables Collègues, représentants de la Nation entière, de porter à la connaissance de leurs électeurs ces sages décisions qui sauvegardent les droits de la Nation et sa souveraineté. Ils voudront bien revenir ensuite au Caire pour examiner la question de la continuation de nos séances afin d'accomplir nos devoirs.

Approbation générale

MOHAMED FIKRY ABAZA. - Dans cette atmosphère patriotique et désintéressée que rien ne trouble et dans ce jour où l'ancienne minorité s'est fondue dans la grande majorité pour protester contre le Ministère en rébellion contre la Constitution, il ne saurait exister de partis : La Nation tout entière forme bloc contre ceux qui ont attenté à la Constitution. Si le plus ancien des partis dans ce pays n'appuyait pas la majorité agissante pour faire revivre la vie parlementaire, il commettrait un crime contre la Patrie. Le règne de l'injustice est éphémère et sa fin est proche parce qu'il va à la fois contre la nature et contre l'ordre établi dans le pays. Vous vivez dans les provinces et vous constatez de vos yeux ce qui s'y passe. Les moyens honteux que l'autorité emploie et qui portent atteinte à notre réputation sont eux-mêmes le présage de la fin de ce règne et l'approche du jour où les Représentants du Peuple pourront exercer leur mandat.

ALY AYOUB. - Il n'est pas dans ma pensée de prononcer un discours, car vous ressentez tous ce que je ressens. Je propose à la Chambre des Députés de se réunir dans le local du Parlement même, quelles que soient les mesures prises contre les Députés par le pouvoir exécutif qui se sert de l'armée pour empêcher les représentants de la nation d'exercer leur mandat.

Lorsque le Ministre actuel de la Justice était Ministre de la Guerre dans le Ministère Adly Pacha, il avait déclaré que n'importe quel Gouvernement qui se sert des forces militaires pour empêcher les Députés de se réunir au Palais du Parlement prostitue l'armée. Nous enregistrons contre lui et contre le Ministère dont il fait aujourd'hui partie le fait qu'ils ont employé l'armée pour nous empêcher de nous réunir dans le local du Parlement et qu'ils ont commis un acte que lui-même a qualifié de prostitution.

MOHAMED FIKRY ABAZA. - J'appuie la résolution de mon honorable Collègue, et je propose de donner mandat au Bureau pour l'exécuter.

La Chambre charge le Bureau d'examiner les mesures propres à assurer l'exécution de cette proposition.

Mtre. WISSA WASSEF, Président.- Je vous remercie du renouvellement de mon élection et de la confiance, qui m'est très chère, que vous placez en moi. Je vous promets de continuer à défendre la Constitution du pays et ses libertés et je vous jure sur ce que j'ai de plus sacré que je serai à la tête de ceux qui assument cette défense par tous les moyens légaux.

Dieu aidant, nous nous réunirons prochainement au siège même du Palais Législatif, après avoir sauvé la Constitution de ceux qui l'ont violée, et la Nation recouvrera l'exercice de sa pleine souveraineté. Je vous propose de donner mandat au Bureau de la Chambre de porter vos décisions à la connaissance de ceux qu'il jugera nécessaire d'informer.

Approbation générale.

La séance est levée à sept heures.

La date de la prochaine séance sera fixée par le Bureau.

(SIGNE)

PRESIDENT : Wissa Wassef

SECRETAIRES : Youssef Ahmed El Guindi

Mohamed Sabri Abou Alam

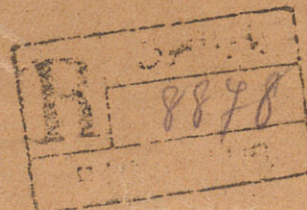


S I R E R I C D R U M M O N D

S E C R E T A I R E G E N E R A L d e l a S O C I E T E d e s N A T I O N S

G E N E V E

(S U I S S E)





S E N A T

Sixième Session Ordinaire

Procès-Verbal de la Première Séance
tenue le Samedi 17 Novembre 1928

Etant donné que le Parlement n'a pas été convoqué avant le troisième Samedi du Mois de Novembre, le Sénat s'est réuni aujourd'hui de plein droit, conformément à l'article 96 de la Constitution qui dispose : " Le Parlement est convoqué chaque année par le Roi en session ordinaire avant le troisième Samedi de Novembre. A défaut de convocation, il se réunit de plein droit à cette dernière date".

Et considérant que le Ministère a empêché par la force armée le Sénat de se réunir au Palais Législatif.

Par ces motifs :

Le Sénat s'est réuni en séance publique à la date prévue par la Constitution au siège de la Direction du Journal AL BALAGH, No.44, Chareh El Dawawine, au Caire, à 5 Heures du soir, sous la présidence de Mohamed Eloui El Gazzar Bey, Vice-Président du Sénat. Les sièges des secrétaires sénateurs étaient occupés par les plus jeunes des membres présents : Cheikh Ibrahim El Khatib & Fahmy Wissa Bey.

Etaient présents :

Mohamed Safwat Pacha - Cheikh Mohamed Ezz El Arab Bey -
Cheikh Ibrahim Youssef Attalla - Ibrahim Farag Aboul Gadayel Bey -
Dr. Mohamed Hachem - Cheikh Metwalli Omar Hegazi - Abdel Aziz
Radwan Bey - Ibrahim Nour El Dine Bey - Dr. Sourial Guirguis Sourial -
Ahmed Mohamed Hegazi Bey - Ahmed Abdou Bey - Mahmoud El Etrebi Pacha -
Mahmoud Youssef Rached Pacha - Cheikh Aly Ramadan El Tobgui Bey -
Mohamed Neguib El Garabli Pacha - Cheikh Ibrahim Bassiouni El Khatib -
Mohamed Ahmed El Cherif Bey - Cheikh Aly Mohamed Merwan - Mohamed
Awad Guibril - Cheikh Hassan Abdel Kader - Dr. Abdel Hamid Fahmy -
Hassanein Abdel Ghaffar Bey - Cheikh Ezab El Leissi - Mohamed Eloui
El Gazzar Bey - Ibrahim Halim Mehanna - Mahmoud Aly Mehanna Bey -
Mohamed Moghazi Pacha - Cheikh Ibrahim Abdel Hamid Nawar - Bayoumi
Madkour Bey - Saad Makram Bey - Mohamed Tewfik Radi Bey - Awad Erian
El Mahdi Bey - Moursi Wazir Bey - Mohamed Loutfi Tantaoui Tantaoui -
Chaaban El Sayed Moomen Bey - Mourad El Cherei Bey - Mohamed Zaki
Abdel Razek Bey - Abdel Rahman Lamoum Bey - Abdel Hakim Ahmed Mohamed
Abdel Fattah Bey - Mohamed El Hefni El Tarzi Pacha - Mahmoud Bassiouni -
Louis Akhnoukh Fanous - El Sayed Abdel Rahman Bey - Ahmed Hemed Abou
Steit Bey - Omar Ahmed Khalafallah Bey - Hassan Ahmed El Edeissi Bey -
Ahmed Moustapha Bey - Cheikh Chafei Abou Wafia - Abdel Sattar El Bassel
Bey - Ibrahim Sayed Ahmed Bey - Dr. Habib Khayat Bey - Cheikh Taha
Hassanein - Abdalla Soliman Abaza Bey - Afifi El Barbari - Aly Abdel
Razek Bey - Lewa Aly Fahmy Pacha - Fahmy Wissa Bey - Kamel Sedky Bey -
Amba Loukas - Mohamed Gaafar - Mohamed Abdel Latif -

Se sont fait excuser :

Mohamed Fathallah Barakat Pacha - Cheikh Ismail Mohamed
Fawaz et Abdel Rahim Mehanna -

+
+ +

Lecture est donnée du procès-verbal de la dernière séance,
qui est approuvé.

On procède à l'élection des secrétaires et des questeurs.

Sont élus Secrétaires à l'unanimité :

Cheikh Mohamed Ezz El Arab Bey - Mohamed Ahmed El Cherif Bey -
Abdel Fattah Ragai - et Ahmed Abdou Bey -

Les secrétaires d'âge se retirent et sont remplacés par
Cheikh Mohamed Ezz El Arab Bey et Mohamed Ahmed El Cherif Bey.

Sont élus Questeurs à l'unanimité :

Aly Abdel Razek Bey et Mohamed Mahmoud Khalil Bey -

+
+ +

La motion suivante est présentée par Cheikh Ahmed Ezz El Arab Bey et Mohamed Ahmed El Cherif Bey :

" Attendu que la Constitution de l'Etat Egyptien établie le 3 Ramadan 1341 (19 Avril 1923) est exécutoire et en vigueur depuis le 15 Mars 1924, date à laquelle le Parlement s'est réuni pour la première fois (Article 163 de la Constitution);

" Attendu que l'article 155 édicte : " Aucune disposition de la présente Constitution ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, être suspendue, sauf temporairement, en temps de guerre ou d'état de siège, et de la manière déterminée par la loi. En aucun cas la réunion du Parlement, dans les conditions établies par la présente Constitution, ne peut être entravée" ;

" Attendu qu'en vertu des dispositions de la Constitution il appartient au Parlement seul d'examiner et d'approuver le budget des recettes et des dépenses de l'Etat (art.138), et que si le budget n'est pas examiné et approuvé et si la loi de Finances n'est pas approuvée avant le commencement de l'année budgétaire, le budget de l'année précédente sera appliqué jusqu'à la promulgation, après examen et approbation par le Parlement, du nouveau budget ;

" Attendu que l'article 137 dispose : " Aucun emprunt public ni aucun engagement pouvant grever le Trésor pour un ou plusieurs exercices futurs ne pourra être contracté sans le consentement du Parlement" ;

" Attendu que le Ministère actuel qui est en rébellion contre la Constitution a empêché le Parlement de terminer l'examen du budget de l'exercice 1928-1929 en suspendant la vie parlementaire et fermant le Parlement, portant ainsi atteinte à la Constitution à laquelle il est tenu de se soumettre, et violant le serment que son Président et ses membres sénateurs ou députés ont prêté aux termes de l'article 94 ;

" Attendu que dans ces conditions le budget de l'exercice 1927-1928, examiné et approuvé par le Parlement, est actuellement

seul le budget légal dont on ne doit pas dépasser les limites;

" Attendu que le Sénat a approuvé la déclaration faite par le Gouvernement constitutionnel au sujet des grands projets d'irrigation ;

" Attendu qu'on ne saurait songer à exécuter aucun travail, tel que les grands projets d'emmagasinement de l'eau, avant que les études que le Gouvernement constitutionnel a promis au Parlement d'entreprendre aient été terminées, et avant que le Parlement ait approuvé l'exécution et voté les crédits nécessaires (art.137 de la Constitution) ;

" Attendu que le droit que s'arrogé le Ministère d'exercer seul le pouvoir législatif est en contradiction avec les dispositions formelles de la Constitution et les prescriptions de la Loi de 1926 qui a été promulguée à la suite d'études constitutionnelles minutieuses, approuvée à l'unanimité par les sénateurs et les députés, y compris le Président du Ministère actuel, le Ministre de la Justice et quelques autres ministres sénateurs et députés, loi qui interdit même aux gouvernements constitutionnels de légiférer en l'absence du Parlement ;

Par ces motifs et vu la décision prise par le Sénat le 28 Juillet 1928, le Sénat prend à l'unanimité les décisions suivantes :

" 1 - Le Sénat renouvelle sa décision de ne pas appuyer le Ministère.

" 2 - Le Ministère est responsable, dans la plus large acception du terme, de tout acte contraire aux dispositions de la Constitution qu'il a accompli ou accomplira.

" 3 - Le seul budget qu'on soit tenu d'appliquer est le budget de l'exercice 1927-1928; les Ministres, en leur qualité de fonctionnaires publics et en leur qualité personnelle, sont solidairement responsables de tout acte de disposition contraire aux prescriptions de la Constitution.

" 4 - Le Sénat s'oppose à l'exécution du projet de construc-

tion du réservoir de Djebel Awlia avant qu'aient été faites les études promises en 1926 au Parlement par le Gouvernement constitutionnel, que le projet ait été soumis au Parlement et approuvé par lui et que les crédits nécessaires aient été votés. Le Sénat met en garde les Ministres contre la mise à exécution du projet avant l'accomplissement de cette procédure.

" 5 - Le Sénat renouvelle sa résolution du 28 Juillet 1928, à savoir : "Toute convention politique, commerciale ou financière qui sera passée par le Ministère avec les Puissances Etrangères ou avec toute personne, et notamment les conventions prévues au titre IV de la Constitution, ainsi que tout acte d'administration, seront nuls et ne sauraient lier la Nation.

" 6 - Le Sénat demande le retrait des forces armées pour qu'il puisse se réunir au Palais Législatif, s'acquitter de ses devoirs constitutionnels et tenir ses séances ordinaires conformément aux dispositions de la Constitution. Il fait porter au Ministère la responsabilité d'avoir assiégé et violé le Palais du Parlement à l'aide de la force armée à laquelle la Constitution interdit de pénétrer dans l'une ou l'autre Chambre ou de se poster près de ses portes sans la demande du Président.

" 7 - Le Sénat donne mandat au Bureau de porter ses décisions à la connaissance de ceux qu'il jugera utile d'informer.

La motion mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Le Sénat approuve que la prochaine séance soit tenue à la date qui sera fixée par le Bureau.

La séance est levée à 6 heures 55 p.m.

(Signé)

PRESIDENT de la SEANCE : Mohamed Eloui El Gazzar

SECRETAIRES : Mohamed Ezz El Arab & Mohamed Ahmed El Chérif

CHAMBRE DES DEPUTES

Troisième Législature

Quatrième Session Ordinaire

Procès-Verbal de la Première Séance
de la Chambre des Députés tenue le Samedi 17 Novembre 1928

Etant donné que le Parlement n'a pas été convoqué avant le troisième Samedi du mois de Novembre, la Chambre des Députés s'est réunie aujourd'hui de plein droit, conformément à l'article 96 de la Constitution qui dispose : " Le Parlement est convoqué chaque année par le Roi en session ordinaire avant le troisième Samedi de Novembre. A défaut de convocation, il se réunit de plein droit à cette dernière date."

Et considérant que le Ministère a empêché par la force armée la Chambre de se réunir au Palais Législatif.

Par ces motifs :

La Chambre des Députés s'est réunie en séance publique à la date prévue par la Constitution au siège de la Direction du Journal AL BALAGH No.44 Chareh El Dawawine, au Caire, à 5 heures du soir, sous la présidence du doyen d'âge, Mohamed Said Bey, député de Kom El Tawil (Gharbieh). Les sièges des secrétaires députés étaient occupés par les plus jeunes des membres présents : Hafez Ibrahim Soliman, Mohamed Fikry Abaza, Mohamed Fakhry Moussa, Ahmed Ruchdi Gazzar.

Etaient présents :

Dr. Neguib Iskandar - Hassan Hassib Pacha - Hamed El Mawardi Bey - Ahmed Hafez Awad Bey - Abdel Hamid El Bannan - Dr. Ahmed Maher - Abdel Meguid El Remali - Ahmed Hamdi Seif El Nasr Bey - Gaafar Fakhry Bey - Aziz Antoun - Mahmoud Fahmy El Nokrachy - Aly Aly Leheita - Moustapha Hachem Bey - Salama Mikhaïl Bey - Abdel Bar El Sadate Hachiche - Ahmed Sabek - Moustapha Hussein Bakir Bey - Abdel Halim El Chamsy - Aly El Sayed Ayoub - Aly Hussein - Aly Ibrahim Radouan Bey - Riad El Masri - Mohamed Rikry Abaza - Cheikh Abdel Aziz El Zahed - Dr. Abdel Rahman Awad - Cheikh El Ahmadi Mansour - Cheikh Mohamed Ghoneim Abdoun - Gad El Houte - Mohamed Mohamed El Chennaoui Bey - Hassan Sayed Ahmed Nafeh - Mohamed Zaghloul Pacha - Hussein Helal Bey - Ahmed Ahmed El Itribi Bey - Mahmoud Abdel Nabi Bey - Ragheb Foda Bey - El Sayed Mohamed El Sab - Taher El Lozi Bey - Dr. Mohamed Amin Nour - Mohamed Taher Abdel Latif - Wissa Wassef - Dr. Hassan Kamel Bey - Mohamed Neguib Mohamed Gomaa - Ahmed Wahbi Doueïdar - Ahmed El Sawi - Dr. Abdel Khalek Selim - Youssef Ahmed El Guindi - Abdel Khalek Attia - Zakaria Mehanna - Mahmoud Hassan Gazia - Mohamed Moghazi Abdel Rahman El Barkouki - Osman Moharram Pacha - Omar Omar - Ibrahim Bahgat Bey - Mohamed Said Bey - Mohamed El Abd - Dr. Abdel Aziz El Aguzzi Bey - El Sayed Abdel Hadi Abdel Aziz El Kassabi - Moustapha El Nahas Pacha - Ahmed Zaki El Chichini - Ragheb Iskandar - Mahmoud Sabri - Hafez Ismail Sallam Bey - Mohamed Sabri Abou Alam - Mohamed Nassar Bey - Mohamed Tewfik Hassan - Mahmoud Farag Zikri Bey - Mahmoud Hamdi Bey - Mohamed Hafez Hathout - Ahmed Rouchdi El Gazzar - Abdel Maksud Habib Bey - Abdel Salam Fahmy Mohamed Gomaa Bey - Mohamed Balbaa Bey - Abdel Aziz El Soufani - Amin Ismail - Ismail Soliman Hamza - Ghali Ibrahim - Cheikh Khaled Mahgoub El Hennaoui - Abdel Latif Abou Zeid El Hennaoui Bey - Cheikh Abdel Razek El Kadi Bey - Abdel Wahed El Wakil Bey - Mohamed Soliman El Wakil Pacha - Abdel Kader Hamza - Cheikh Aly El Tahawi El Moghazi - Mohamed Youssef Bey - Saad El Ansari - Mohamed Aly Bassiouni Bey - Hassan Sabri Bey - Mohamed Azzam Bey - Ahmed Abdel Baki Radi - Hassan Yassine - Mahmoud Latif Bey - Mohamed Aly Serour Bey - Hafez Ibrahim Soliman - Mohamed Aly Soliman Bey - Aly Naguib - Mohamed Abdel Latif Seoudi - Osman Sawi Bey - Mohamed Amin Abou Zeid Bey - Dr. Mohamed Hafez Moomen - Hamed El Bassel Pacha - Mohamed Marzouk - Abdel Hamid Abdel Hak - Mohamed Fakhry Moussa - Cheikh Ibrahim El Kayati - Kassem El Masri Bey - Bouchra Hanna Bey - Abdel Hadi Abdel Rahim Bey - Mohamed Tewfik El Deroui Bey - Abdel Alim Samhan Bey - Amin Chelkami Bey - Mohamed Hamed Gouda - Georges Khayat Bey - Chaker Gazaleh Bey - Cheikh Ahmed Mohamed Khalil Abou Sedeira - Boutros Hakim - Ibrahim Momtaz - Mahmoud Houmam Hamadi Bey - Khalil Ibrahim Ismail Abou Rehab - Fakhry Abdel Nour Bey - Ahmed Aly Abou Steit - Ahmed Mohamed Omar Hamdane - Houmam Ahmed Khalafallah - Abdel Sattar Hassan Amrane - Hassan Mohamed El Wakil - Cheikh Aly Mohamed Ismail - Tewfik Andraous Bichara - Cheikh Younes Ahmed Selim - Mohamed Khalil El Edeissi - Abdel Meguid Aboul Ela - Cheikh Hassib Abadi Hamdein - Cheikh Mohamed Abdel Azim Khalifa - Mohamed Saleh Harb - Cheikh Mahmoud Mohamed El Sabb' - Mohamed Sadek El Chichini et Cheikh Abdel Halim Aly Ahmed Selim.-

Se sont fait excuser, pour cause de maladie, tout en se ralliant aux décisions prises par la Chambre :

Aly Soliman Bey - Ata Affifi Bey - Dr. Zaki Mikhaïl - Moustapha El Khadem Bey - Mohamed Kamel Hassan El Assiouti - Cheikh Abdel Wahab Soliman Khattabi - Mohamed Habib Bey - Mohamed Ibrahim El Aassar et Hussein Foda Bey.-

Lecture est donnée des télégrammes suivants :

Genève le 16 Novembre

En ce jour où notre pensée à tous est tournée fervemment vers la Constitution, je forme des vœux ardents pour le rétablissement du régime parlementaire dont nos efforts à tous hâteront le retour afin d'aider notre chère Egypte à s'acheminer dans la voie du progrès et de l'indépendance.

Aly Chamsy

°
° °

Londres le 17 Novembre

A l'occasion de la réunion du Parlement nous affirmons notre absolue solidarité avec nos Collègues dans toutes les décisions qui seront prises par le Parlement et nous prions le Tout-Puissant de réaliser les droits sacrés du Pays relativement à sa Constitution et à son indépendance.

William Makram Ebeid
Abdel Rahman Azzam
Dr. Hamed Mahmoud

°
° °

Lecture est également donnée d'un télégramme d'excuses adressé de Paris par S.E. Wacyf Ghali Pacha.

Lecture est donnée du procès-verbal de la précédente séance qui est approuvé.

On procède à l'élection du Bureau. Sont élus à l'unanimité :

PRESIDENT : Mtre. Wissa Wassef
VICE-PRESIDENTS : Aly Chamsy Pacha - Hussein Bey Helal
SECRETAIRES : Youssef Ahmed el Guindi - Abdel Rahman Azzam -
Hussein Youssef Amer - Mohamed Sabri Abou Alam -
QUESTEURS : Ahmed Hamdi Seif El Nasr Bey - Fakhry Abdel Nour Bey -
Abdel Hamid El Bannane Bey -

Mtre. Wissa Wassef prend possession du fauteuil présidentiel, assisté par Youssef El Guindi et Sabri Abou Alam, secrétaires-députés.

S.E. Moustapha El Nahas Pacha demande la parole :

S.E. MOUSTAPHA EL NAHAS PACHA. - Mes Chers Collègues, je félicite le Président, les Vice-Présidents, les Secrétaires et les Questeurs de la précieuse confiance de leurs Collègues. Il m'est pénible de constater que dans ce jour qui est le jour de la nation, on a massé la force pour la lui opposer. La Loi constitutionnelle dispose que si le Parlement n'est pas convoqué avant le troisième Samedi de Novembre,

c'est-à-dire avant ce jour, il a le droit de se réunir de lui-même à cette date.

Si le pouvoir exécutif a manqué de procéder à cette convocation avant la date précitée afin que le Parlement puisse remplir ses devoirs en réaffirmant la souveraineté de la nation, celle-ci doit se manifester d'elle-même et le Parlement doit se réunir de plein droit malgré le pouvoir exécutif, qui non seulement a commis le manquement dont il est question, mais qui est encore allé plus loin en empêchant publiquement la réunion.

C'est un attentat à la souveraineté de la nation et une rébellion contre la Constitution. De plus, pour exécuter cet attentat, le pouvoir exécutif s'appuie sur la force armée afin d'empêcher par la violence que nous nous réunissions, alors que la force armée n'a été créée que pour protéger la souveraineté de la nation contre quiconque y porte atteinte. Dieu merci, les représentants du peuple sont, eux, les vigilants protecteurs de la souveraineté nationale, même contre le pouvoir exécutif et contre la force armée.

Aujourd'hui, Messieurs, vous accomplissez votre devoir, fidèles à votre promesse et au serment solennel que vous avez prêté le jour où vous avez pris possession de vos sièges et que vous avez réitérés dans notre réunion historique du 28 Juillet dernier.

Oui, Messieurs, chacun de nous a juré d'obéir à la Constitution et de la défendre par tous ses efforts jusqu'au dernier souffle de sa vie. Nous ne faisons que tenir notre serment et exécuter notre engagement en nous réunissant aujourd'hui malgré la force armée qui nous a empêchés de nous assembler dans le local destiné à nos séances. Nous nous sommes réunis pour nous occuper des affaires du Pays et prendre les décisions qui sauvegardent ses biens et ses droits contre quiconque y attente. C'est dans ce but que j'ai l'honneur de soumettre à votre décision la motion suivante :

MOTION de S.E. MOUSTAPHA EL NAHAS PACHA

" Attendu que la Constitution de l'Etat Egyptien établie le 3 Ramadan 1341 (19 Avril 1923) est exécutoire et en vigueur depuis le 15 Mars 1924, date à laquelle le Parlement s'est réuni pour la première fois (Article 163 de la Constitution);

" Attendu que l'article 155 édicte : " Aucune disposition de la présente Constitution ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, être suspendue, sauf temporairement, en temps de guerre ou d'état de siège, et de la manière déterminée par la Loi. En aucun cas la réunion du Parlement, dans les conditions établies par la présente Constitution, ne peut être entravée ";

" Attendu qu'en vertu des dispositions de la Constitution, il appartient au Parlement seul d'examiner et d'approuver le budget

des recettes et des dépenses de l'Etat (art.138), et que si le budget n'est pas examiné et approuvé et si la loi de Finances n'est pas approuvée avant le commencement de l'année budgétaire, le budget de l'année précédente sera appliqué jusqu'à la promulgation, après examen et approbation par le Parlement, du nouveau budget ;

" Attendu que l'art.137 dispose : " Aucun emprunt public ni aucun engagement pouvant grever le Trésor pour un ou plusieurs exercices futurs ne pourra être contracté sans le consentement du Parlement " ;

" Attendu que le Ministère actuel qui est en rébellion contre la Constitution a empêché le Parlement de terminer l'examen du budget de l'exercice 1928-1929 en suspendant la vie parlementaire et fermant le Parlement, portant ainsi atteinte à la Constitution à laquelle il est tenu de se soumettre, et violant le serment que son Président et ses membres sénateurs ou députés ont prêté aux termes de l'art.94 ;

" Attendu que dans ces conditions le budget de l'exercice 1927-1928, examiné et approuvé par le Parlement, est actuellement seul le budget légal dont on ne doit pas dépasser les limites ;

" Attendu que la Chambre des Députés a approuvé la déclaration faite par le Gouvernement constitutionnel au sujet des grands projets d'irrigation ;

" Attendu qu'on ne saurait songer à exécuter aucun travail, tel que les grands projets d'emmagasiner de l'eau, avant que les études que le Gouvernement constitutionnel a promis au Parlement d'entreprendre aient été terminées, et avant que le Parlement ait approuvé l'exécution et voté les crédits nécessaires (article 137 de la Constitution) ;

" Attendu que le droit que s'arrogé le Ministère d'exercer seul le pouvoir législatif est en contradiction avec les dispositions formelles de la Constitution et les prescriptions de la Loi de 1926 qui a été promulguée à la suite d'études constitutionnelles minutieuses approuvée à l'unanimité par les Députés et les Sénateurs, y compris le

Président du Ministère actuel, le Ministre de la Justice et quelques autres Ministres sénateurs et députés, loi qui interdit même aux Gouvernements constitutionnels de légiférer en l'absence du Parlement;

" Par ces motifs et vu la décision prise par la Chambre des Députés le 28 Juillet 1928, la Chambre prend à l'unanimité les décisions suivantes :

" 1 - La Chambre renouvelle son vote de non-confiance dans le Ministère.

" 2 - Le Ministère est responsable, dans la plus large acception du terme, de tout acte contraire aux dispositions de la Constitution, qu'il a accompli ou accomplira.

" 3 - Le seul budget qu'on soit tenu d'appliquer est le budget de l'exercice 1927-1928; les Ministres, en leur qualité de fonctionnaires publics et en leur qualité personnelle, sont solidairement responsables de tout acte de disposition contraire aux prescriptions de la Constitution ;

" 4 - La Chambre s'oppose à l'exécution du projet de construction du réservoir de Djebel Awlia avant qu'aient été faites les études promises en 1926 au Parlement par le Gouvernement constitutionnel, que le projet ait été soumis au Parlement et approuvé par lui et que les crédits nécessaires aient été votés. La Chambre met en garde les Ministres contre la mise à exécution du projet avant l'accomplissement de cette procédure.

" 5 - La Chambre renouvelle sa résolution du 28 Juillet 1928 à savoir : " Toute convention politique, commerciale ou financière qui sera passée par le Ministère avec les Puissances Etrangères ou avec toute personne, et notamment les conventions prévues au titre IV de la Constitution, ainsi que tout acte d'administration, seront nuls et ne sauraient lier la Nation.

" 6 - La Chambre demande le retrait des forces armées pour qu'elle puisse se réunir au Palais Législatif, s'acquitter de ses devoirs constitutionnels et tenir ses séances ordinaires conformément aux dispositions de la Constitution. Elle fait porter au Ministère

la responsabilité d'avoir assiégé et violé le Palais du Parlement à l'aide de la force armée à laquelle la Constitution interdit de pénétrer dans l'une ou l'autre Chambre ou de se poster près de ses portes sans la demande du Président."

La motion mise aux voix par appel nominal est adoptée à l'unanimité.

S.E.MOUSTAPHA EL NAHAS PACHA. - Le Ministère ayant interdit aux journaux et aux imprimeries la publication et l'impression des décisions du Parlement, je prie mes honorables Collègues, représentants de la Nation entière, de porter à la connaissance de leurs électeurs ces sages décisions qui sauvegardent les droits de la nation et sa souveraineté. Ils voudront bien revenir ensuite au Caire pour examiner la question de la continuation de nos séances afin d'accomplir nos devoirs.

Approbation générale.

MOHAMED FIKRY ABAZA. - Dans cette atmosphère patriotique et désintéressée que rien ne trouble et dans ce jour où l'ancienne minorité s'est fondue dans la grande majorité pour protester contre le Ministère en rébellion contre la Constitution, il ne saurait exister de partis : la Nation tout entière forme bloc contre ceux qui ont attenté à la Constitution. Si le plus ancien des partis dans ce pays n'appuyait pas la majorité agissante pour faire revivre la vie parlementaire, il commettrait un crime contre la Patrie. Le règne de l'injustice est éphémère et sa fin est proche parce qu'il va à la fois contre la nature et contre l'ordre établi dans le pays. Vous vivez dans les provinces et vous constatez de vos yeux ce qui s'y passe. Les moyens honteux que l'autorité emploie et qui portent atteinte à notre réputation sont eux-mêmes le présage de la fin de ce règne et l'approche du jour où les Représentants du Peuple pourront exercer leur mandat.

ALY AYOUB. - Il n'est pas dans ma pensée de prononcer un discours, car vous ressentez tous ce que je ressens. Je propose à la Chambre des Députés de se réunir dans le local du Parlement même, quelles que soient les mesures prises contre les Députés par le pouvoir exécutif qui se sert de l'armée pour empêcher les représentants de la nation d'exercer leur mandat.

Lorsque le Ministre actuel de la Justice était Ministre de la Guerre dans le Ministère Adly Pacha, il avait déclaré que n'importe quel Gouvernement qui se sert des forces militaires pour empêcher les Députés de se réunir au Palais du Parlement, prostitue l'armée. Nous enregistrons contre lui et contre le Ministère dont il fait aujourd'hui partie le fait qu'ils ont employé l'armée pour nous empêcher de nous réunir dans le local du Parlement et qu'ils ont commis un acte que lui-même a qualifié de prostitution.

MOHAMED FIKRY ABAZA. - J'appuie la résolution de mon honorable Collègue et je propose de donner mandat au Bureau pour l'exécuter.

La Chambre charge le Bureau d'examiner les mesures propres à assurer l'exécution de cette proposition.

Mtre. WISSA WASSEF, Président. - Je vous remercie du renouvellement de mon élection et de la confiance, qui m'est très chère, que vous placez en moi. Je vous promets de continuer à défendre la Constitution du pays et ses libertés et je vous jure sur ce que j'ai de plus sacré que je serai à la tête de ceux qui assument cette défense par tous les moyens légaux.

Dieu aidant, nous nous réunirons prochainement au siège même du Palais Législatif, après avoir sauvé la Constitution de ceux qui l'ont violée, et la Nation recouvrera l'exercice de sa pleine souveraineté. Je vous propose de donner mandat au Bureau de la Chambre de porter vos décisions à la connaissance de ceux qu'il jugera nécessaire d'informer.

Approbation générale.

La séance est levée à sept heures.

La date de la prochaine séance sera fixée par le Bureau.

(SIGNE)

PRESIDENT : Wissa Wassef

SECRETAIRES : Youssef Ahmed El Guindi

Mohamed Sabri Abou Alam

1A/2536/2536 X

Copie

SOCIETE DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

(No. 1 A/2536/2536)

m

The Secretary-General of the League of Nations
presents his compliments to Miss E.HORSCROFT , Office
Secretary of the Women's International League

and begs to acknowledge receipt of her
communication of the 18th October , 1928.

Miss E.HORSCROFT
Women's International League
55, Gower Street
Geneva, LONDON W.C.1

192 .

Geneva, 23rd October, 1928.

1 A/2536/2536

Miss E.HORSCROFT , Office
Secretary of the Women's International League

her

18th October , 1928.

Miss E.HORSCROFT
Women's International League
55, Gower Street
LONDON W.C.1

Geneva, 23rd October, 1928.

Quelques : suite à donner

sauf le habituel

accusé de réception

rapport
de ~~rapport~~ à la

3: personne.

23/11-28

R. Rodière

1A/ 2536/2536
079.00

Women's International League

BRITISH SECTION OF THE WOMEN'S INTERNATIONAL LEAGUE FOR PEACE AND FREEDOM.

International President: Miss JANE ADDAMS, U.S.A.

National President: Mrs. H. M. SWANWICK.

Chairman:
Miss K. D. COURTNEY. The Lady COURTNEY OF PENWITH.

Hon. Treasurer:

Hon. Foreign Relations Secretary:
Dr. HILDA CLARK.

Hon. National Secretary:
Miss MARY CHICK.

Executive Committee:

Vice-Chairmen:

Dr. ETHEL WILLIAMS.
Mrs. K. E. INNES.

Mrs. ALCOCK.
Miss A. BLAKENEY BOOTH.
Mrs. VIPONT BROWN.
Miss ADELA COIT.
Mrs. BARRS DAVIES.
Mrs. CORBETT FISHER.
Miss EMILY LEAF.

Mrs. LONGSON.
Miss EVA MACNAGHTEN.
Mrs. MARRIS.
Miss C. E. MARSHALL.
Miss C. MENNELL.
Lady PARMOOR.

Miss EDITH PYE.
Miss W. G. RINDER.
Mrs. C. ROBERTSON.
Mrs. THODAY.
Mrs. RAYMOND UNWIN.
Mrs. E. M. WHITE.

Hon. Assistant Treasurer:
Mrs. LAURENCE BINYON.

TELEPHONE AND TELEGRAPHIC ADDRESS: MUSEUM 3179.
INQUIRIES: 11 A.M. TO 4 P.M.

Office Secretary: Miss E. HORSCROFT,
INTERNATIONAL HOUSE,
55 GOWER STREET, LONDON, W.C.1.

EH/VC.

The Secretary,
League of Nations,
Geneva,
Switzerland.

RECEIVED IN
REGISTRY
22-OCT-1928

18th October, 1928.

Sir,

My Executive Committee have instructed me to send you for your information the enclosed resolutions which were passed at their Meeting on October 9th.

Yours faithfully,

E. Horscroft

Office Secretary.

1A / 2536 / 2536 X

WOMEN'S INTERNATIONAL LEAGUE.

NOTION
COPY
RECEIVED IN
REGISTRY
22-OCT-1928

Resolution passed at the meeting of the Executive Committee of the Women's International League on Tuesday, October 9th, 1928.

"The Executive Committee of the Women's International League believing that the reservation regarding the safety of Imperial Communications contained in the Declaration of Egyptian Independence of 28th February, 1922, and the reservation made by H.M. Government in its interpretation of the Pact renouncing war signed in Paris on August 27th last are obstructing the influence of the League of Nations for the maintenance of peace and the development of peaceful methods in international relations; believing also that the safety of the Suez Canal is a matter for the concern of all States and can best be protected by international responsibility, calls upon H.M. Government to intimate its willingness to accept that the Suez Canal is placed under the control of the Transit Organization of the League of Nations."

1A/2536/2536

IX

My dear Rodolfo

On reflection I
think such a form
as the attached
is both courteous
& safe - How does
it strike you?

JMS
19/9/28

IX

L.A. / 2536 / 2536

I agree to the sense of all three replies, but I think
that all might be first person letters signed by the
Director of the Political Section for the Secretary General.

ES

18. 9. 28

Monsieur SUGIMURA.

Nous nous trouvons en présence de trois protestations provenant du Caire contre les réserves anglaises au Pacte Kellogg.

La première lettre, datée du Caire du 14 août et parvenue au Secrétariat le 5 septembre, signée par Moustapha El-Nahas, Président du Wafd, fait l'historique des rapports entre l'Egypte et la Grande Bretagne suivant le point de vue de son parti. Il ne pose aucune question et ne demande aucune réponse.

La seconde lettre, non datée, est signée Wissa Wassef, Président de la Chambre Egyptienne des Députés; elle se borne également à envoyer sa protestation à Genève.

La troisième lettre, signée par le Vice-Président et Président par intérim du Sénat Egyptien, Mahmoud Bassiouny, datée du Caire 15 août, n'est que la répétition de la lettre signée par le Président de la Chambre Egyptienne des Députés.

Ces lettres sont adressées au "Secrétaire Général du Conseil de la Société des Nations". Etant donné le sujet qu'elles visent, je ne crois pas que le Secrétaire Général puisse se sentir autorisé à en donner communication au Conseil. Le Secrétaire Général ne pourrait que constater que le Secrétariat ne peut donner d'autre suite à ces trois lettres que l'habituel accusé de réception aux signataires des lettres en question.

En attendant votre décision sur ces considérations, je me suis permis de faire préparer ces accusés de réception.

Le 8 Septembre 1928.

M. Roldos

S'accord.

Y. Sugimura.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

1.A/2536/2536.

Le Secrétaire Général de la Société
des Nations a l'honneur d'accuser réception
à Monsieur Moustapha-El-Nahas de sa lettre
en date du 14 août 1928.

Genève, le 8 Septembre 1928.

Monsieur Moustapha El-Nahas,
Président du Wafd,
LE CAIRE.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

1.A/2536/2536.

Le Secrétaire Général de la Société
des Nations a l'honneur d'accuser réception
à Monsieur Wissa Wassef de sa lettre (non
datée).

GENEVE, le 8 Septembre 1928.

Monsieur Wissa Wassef,
Président de la Chambre Egyptienne
des Députés,
LE CAIRE.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

1.A/2536/2536.

Le Secrétaire Général de la Société
des Nations a l'honneur d'accuser réception
à Monsieur Mahmoud Bassiouny de sa lettre
en date du 15 août 1928.

GENEVE, le 8 Septembre 1928.

Monsieur Mahmoud Bassiouny,
Vice-Président et Président par intérim
du Sénat Egyptien,
LE CAIRE.

1A / 2536 / 2536
TH

GENEVE

le 19 septembre 1928.

[Signature]

Monsieur le Vice Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 15 août 1928, au sujet de la signature par l'Egypte de la Convention pour la mise hors la loi de la Guerre qui a été signée à Paris le 27 août 1928.

Veuillez agréer, Monsieur le Vice-Président, les assurances de ma haute considération:

Pour le Secrétaire-Général:
Le Sous-Secrétaire Général, Directeur
de la Section Politique.

E/y Sugimura

Monsieur Mahmoud Bassiouny,
Vice-Président et Président par intérim
du Sénat Egyptien,
LE CAIRE

1A/2536/2536 72.
Le Caire, le 15 Août 1928.

Protestation au nom du
Parlement égyptien contre les
Réserves britanniques vis-à-vis de l'
Indépendance égyptienne

à S. E. le Secrétaire Général
du Conseil de la S. d. N. - Genève

Excellence,

A la veille de la signature du pacte contre la guerre, permettez-moi, en ma qualité de Vice-Président et Président par intérim du Sénat Égyptien, de vous exprimer au nom du Sénat, et en l'absence d'un gouvernement constitutionnel autorisé à le faire, la sympathie de l'Égypte pour l'œuvre de paix universelle que les Puissances s'apprentent à édifier. Nous appelons de nos vœux le jour où l'Égypte, dont la Constitution vient d'être déchirée et les libertés supprimées par un Cabinet illégalement constitué, pourra apposer une signature valable au bas du pacte de non-agression.

En attendant ce jour, les représentants qualifiés de l'Égypte se font un devoir d'attirer votre attention sur un point vital qui intéresse leur pays. Le pacte contre la guerre doit, dans la mesure du possible, diminuer les risques de guerre et supprimer les facteurs de troubles. Or, si l'Égypte est comprise parmi les régions où l'Angleterre, selon le paragraphe X du document britannique remis à l'Ambassadeur des États Unis à Paris Londres, entend se réserver une liberté d'action totale, elle s'arrogerait, en ce qui nous concerne, des droits qu'elle n'a pas, et nous ne pouvons que protester contre une atteinte aux droits d'une nation indépendante depuis longtemps.

Les Puissances réunies pour assurer dans l'avenir la paix à l'humanité ne peuvent pas vouloir qu'au vingtième siècle, et au lendemain de la plus affreuse des guerres, la force prime encore le droit. Le but de leur généreuse initiative qui prendra le 27 août à Paris sa signification solennelle, n'est pas de diviser les peuples en deux catégories: en peuples dominateurs et en peuples dominés. La paix, pour être réelle, doit être assurée à tous, aux grandes Puissances comme aux petites nations, à l'Occident comme à l'Orient. Les conflations ne sauraient être évitées que si la justice est à la base du pacte de non-agression.

L'Égypte, par sa situation géographique et sa position morale parmi les peuples musulmans et orientaux, est en mesure d'apporter une contribution de première importance à l'œuvre de paix universelle. Sentinelle avancée de l'Orient, tout ce qui la touche a sa répercussion naturelle et inévitable chez les peuples voisins auxquels l'unissent, depuis des siècles, de multiples liens sociaux, religieux et économiques.

La Grande Bretagne ne peut prétendre par les réserves formulées dans la Déclaration du 28 Février 1922, qui est un acte diplomatique unilatéral et sans valeur légale, subordonner l'exercice de l'indépendance de l'Égypte à l'acceptation par celle-ci de réserves qui rendraient en fait nulle cette indépendance. Cette Déclaration a été repoussée par tous les égyptiens et

6.

aucun gouvernement constitutionnel n'a consenti et ne consentira jamais à se considérer lié par de telles réserves. La Déclaration n'est donc pas opposable à l'Egypte, et lors des négociations de 1924 entre le Premier Ministre Britannique et le Premier Ministre d'Egypte, il a été bien établi que le Gouvernement égyptien n'était pas lié par les réserves en question, et qu'il restait libre dans toutes discussions présentes ou futures, de poser en entier le problème des négociations, sans aucune restriction.

Si entre la Grande Bretagne et l'Egypte des questions sont pendantes, elles peuvent toujours recevoir une solution juste au moyen d'un accord sincère et libre. C'est le voeu de tous les Egyptiens qu'un semblable accord s'établisse au plus tôt et dans les meilleures conditions pour les deux parties. Il n'est donc pas possible de comprendre l'Egypte — si jamais telle a été l'intention de la Grande Bretagne — parmi les régions auxquelles fait allusion le paragraphe X du Document Britannique.

L'Egypte espère fermement qu'elle aura sa place, un jour prochain, aux côtés des signataires du pacte de non-agression et qu'elle pourra, libre de toutes craintes et à l'abri de toutes menaces, accomplir entre l'Occident et l'Orient une mission civilisatrice, une mission de paix.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Le Vice-Président et Président par intérim
du Sénat Egyptien.

Mahmoud Bassiouny

FJ.

1A / 2536 / 2536
VIII

GENEVE, le 20^e Septembre 1928.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de
votre lettre au sujet de la signature par
l'Egypte de la Convention pour la mise hors
la loi de la guerre, qui a été signée à
Paris le 27 août 1928.

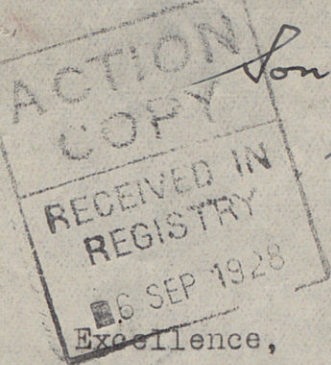
Veuillez agréer, Monsieur le Président,
les assurances de ma haute considération.

Pour le Secrétaire Général,
Le Sous-Secrétaire Général, Directeur
de la Section Politique :

S/ Y. Sugimura.

Monsieur Wissa Wassef,
Président de la Chambre Egyptienne
des Députés,
LE CAIRE.

1A/2536/2536 VIII



Son Excellence

le Secrétaire Général

du Conseil de la Société des Nations

W. Genève

A la veille de la signature du pacte contre la guerre, permettez-moi, en ma qualité de Président de la Chambre des Députés, de vous exprimer au nom de la Chambre, et en l'absence d'un gouvernement constitutionnel autorisé à le faire, la sympathie de l'Egypte pour l'oeuvre de paix universelle que les Puissances s'apprêtent à édifier. Nous appelons de nos vœux le jour où l'Egypte, dont la Constitution vient d'être déchirée et les libertés supprimées par un Cabinet illégalement constitué, pourra apposer une signature valable au bas du pacte de non-agression.

En attendant ce jour, les représentants qualifiés de l'Egypte se font un devoir d'attirer votre attention sur un point vital qui intéresse leur pays. Le pacte contre la guerre doit, dans la mesure du possible, diminuer les risques de guerre et supprimer les facteurs de troubles. Or, si l'Egypte est comprise parmi les régions où l'Angleterre, selon le paragraphe X du Document britannique remis à l'Ambassadeur des Etats Unis à Londres, entend se réserver une liberté d'action totale, elle s'arrogerait, en ce qui nous concerne, des droits qu'elle n'a pas, et nous ne pouvons que protester contre une atteinte aux droits d'une nation indépendante depuis longtemps.

Les Puissances réunies pour assurer dans l'avenir la paix à l'humanité ne peuvent pas vouloir qu'au vingtième siècle, et au lendemain de la plus affreuse des guerres, la force prime encore le droit. Le but de leur généreuse initiative qui prendra le 27 août à Paris sa signification solennelle, n'est pas de diviser les peuples en deux catégories: en peuples dominateurs et en peuples dominés. La paix, pour être réelle, doit être assurée à tous, aux grandes Puissances comme aux petites nations, à l'Occident comme à l'Orient. Les conflagrations ne sauraient être évitées que si la justice est à la base du pacte de non-agression.

L'Egypte, par sa situation géographique et sa position morale parmi les peuples musulmans et orientaux, est en mesure d'apporter une contribution de première importance à l'oeuvre de paix universelle. Sentinelle avancée de l'Orient, tout ce qui la touche a sa répercussion naturelle et inévitable chez les peuples voisins auxquels l'unissent, depuis des siècles, de multiples liens sociaux, religieux et économiques.

La Grande Bretagne ne peut prétendre par les réserves formulées dans la Déclaration du 28 Février 1922, qui est un acte diplomatique unilatéral et sans valeur légale, subordonner l'exercice de l'indépendance de l'Egypte à l'acceptation par celle-ci de réserves qui rendraient en fait nulle cette indépendance. Cette Déclaration a été repoussée par tous les égyptiens

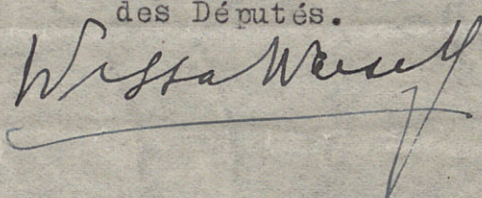
et aucun gouvernement constitutionnel n'a consenti et ne consentira jamais à se considérer lié par de telles réserves. La Déclaration n'est donc pas opposable à l'Egypte, et lors des négociations de 1924 entre le Premier Ministre Britannique et le Premier Ministre d'Egypte, il a été bien établi que le Gouvernement égyptien n'était pas lié par les réserves en question, et qu'il restait libre dans toutes discussions présentes ou futures, de poser en entier le problème des négociations, sans aucune restriction.

Si entre la Grande Bretagne et l'Egypte des questions sont pendantes, elles peuvent toujours recevoir une solution juste au moyen d'un accord sincère et libre. C'est le voeu de tous les Egyptiens qu'un semblable accord s'établisse au plus tôt et dans les meilleures conditions pour les deux parties. Il n'est donc pas possible de comprendre l'Egypte — si jamais telle a été l'intention de la Grande Bretagne — parmi les régions auxquelles fait allusion le paragraphe X du Document Britannique.

L'Egypte espère fermement qu'elle aura sa place, un jour prochain, aux côtés des signataires du pacte de non-agression et qu'elle pourra, libre de toutes craintes et à l'abri de toutes menaces, accomplir entre l'Occident et l'Orient une mission civilisatrice, une mission de paix.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de ma haute considération.

Le Président de la Chambre Egyptienne
des Députés.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Wissa Wassef', with a long horizontal flourish extending to the right.

FJ.

1A / 2536 / 2536

VIII

GENEVE, le 20 Septembre 1928.

me

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de
votre lettre en date du 14 août 1928, au
sujet de la signature par l'Egypte de la Con-
vention pour la mise hors la loi de la guerre
qui a été signée à Paris le 27 août 1928.

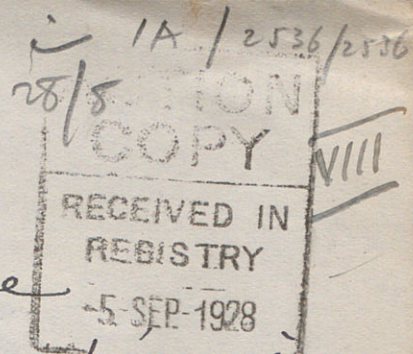
Veillez agréer, Monsieur le Président,
les assurances de ma haute considération.

Pour le Secrétaire Général,
Le Sous-Secrétaire Général,
Directeur de la Section Politique :

S/ G. Sugimura

Monsieur Moustapha El-Nahas,
Président du Wafd,
LE CAIRE.

Le Caire, 14 Août 1928.



Protestation Egyptienne
contre les Reserves britanniques formulées,
propos du Pacte Kellogg, à l'encontre de l'indépendance Egyptienne

A Son Excellence
le Secrétaire Général du Conseil
de la Société des Nations
Genève

Excellence,

I. - L'Egypte et son précédent Gouvernement constitutionnel s'étaient vivement intéressés à la question du pacte contre la guerre. L'idée généreuse de "renoncer franchement à la guerre en tant qu'instrument de politique nationale" avait trouvé en Egypte un peuple et un gouvernement prêts à s'y associer en faisant valoir, toutefois, certaines précisions relatives aux droits de l'Egypte. Le dit Gouvernement avait même entrepris les premières démarches à cet effet; malheureusement, des circonstances politiques impérvues ont empêché le libre jeu du régime constitutionnel et porté au pouvoir un Cabinet inconstitutionnel non qualifié pour parler ou s'engager au nom de l'Egypte.

Mais la question reste pour le pays d'une importance essentielle et il est du devoir du Wafd d'indiquer le point de vue de l'Egypte relativement au monument de droit international que les Puissances s'appêtent à signer le 27 Août 1928. Car le Wafd est seul autorisé à parler au nom de la nation égyptienne, d'autant plus qu'il compte une majorité de plus des neuf dixièmes des membres dans le Parlement, lequel, malgré une dissolution illégale, n'a pas cessé d'exister et a manifesté la volonté nationale en se réunissant le 28 Juillet 1928.

II. - Dans un instrument de ce genre et pour qu'il joue réellement, l'accord de toutes les Puissances, grandes ou petites, est très désirable, surtout l'accord des Puissances qui, par leur situation géographique, présentent pour la paix du monde une valeur de premier ordre. L'Egypte, placée au carrefour des continents, a conscience de ses devoirs internationaux à condition qu'ils s'harmonisent, ce qui est possible, avec ses droits nationaux. Elle serait heureuse de pouvoir apporter sa contribution à l'oeuvre de paix universelle dont le pacte de non-agression cherche à jeter les bases.

III. - Cependant elle n'est pas sans inquiétude quant à l'interprétation qui pourrait être donnée au paragraphe X contenu dans le document britannique adressé à l'ambassadeur des Etats-Unis à Londres :

" Les termes de l'article premier du pacte proposé relatif à la renonciation à la guerre, en tant qu'instrument de politique nationale, rendent désirable que l'on rappelle

qu'il existe certaines régions du monde dont la prospérité et l'intégrité constituent un intérêt spécial et vital pour la paix et la sécurité de la Grande Bretagne.

" Dans le passé, le Gouvernement de Sa Majesté a eu quelque peine à faire ressortir qu'aucune intervention dans ces régions ne saurait être tolérée de sa part; leur protection contre toute attaque constitue pour l'empire britannique une mesure de "self-defence". Il doit être clairement entendu que le Gouvernement de Sa Majesté en Grande Bretagne n'accepte ce nouveau traité qu'à la condition précise qu'il ne porte en rien préjudice à sa liberté d'action à cet égard."

Les commentaires qui en ont été faits dans la presse anglaise et les explications indirectes qui ont été données à la Chambre des Communes laissent supposer que l'Egypte, aux yeux du Gouvernement britannique, fait partie de ces régions sur lesquelles la Grande Bretagne prétend conserver une liberté d'action totale et sans contrôle.

IV.- S'il en est ainsi, l'Egypte ne peut, d'ores et déjà, que faire acter sa protestation absolue en prévision de tout accord qui serait de nature à porter atteinte à ses droits.

L'Egypte est un pays indépendant et son indépendance, obtenue par une guerre victorieuse contre la Turquie, a été consacrée par la Convention de Londres du 15 Juillet 1840 suivie du "Hatti Chérif" du 13 Février 1841. Les droits de l'Egypte ne furent pas seulement reconnus par la Turquie, mais aussi par les grandes Puissances dont l'intervention garantissait ce pacte de délivrance et qui, en outre, par le fameux Protocole de Désintéressement signé à Constantinople le 25 Juin 1882, devait, dans une autre circonstance, garantir à l'Egypte ses droits politiques. Le seul lien, tout nominal, qui continuait d'exister entre la Sublime Porte et l'Egypte résidait dans le paiement annuel d'un tribut.

V. - De 1844 à 1882, l'exercice de notre indépendance ne connut aucune restriction. L'occupation britannique de 1882 n'a jamais eu un titre légal, et contre cette occupation, le peuple et ses Gouvernements successifs n'ont jamais cessé de protester. Du reste, la Grande Bretagne donnait à l'Egypte et aux Puissances l'assurance que cette occupation n'avait qu'un caractère momentané et qu'elle n'entendait pas profiter de sa situation (Protocole de Désintéressement du 25 Juin 1882). D'ailleurs, plus de soixante déclarations d'ambassadeurs et de ministres anglais ne cessèrent de formuler, de 1882 à 1899, soit le caractère provisoire de cette occupation, soit le désintéressement absolu de l'Angleterre dans la question d'Egypte.

VI.- En 1914, la Grande Bretagne ajoutait à l'occupation le protectorat. Mais comme en 1882, elle déclarait que c'était une mesure provisoire nécessitée par l'état de guerre mondiale, mesure tendant à sauvegarder l'indépendance de l'Egypte et qui finirait avec la guerre.

Soucieuse de ne créer aux Alliés aucune difficulté et en vue de faire consacrer, à la signature de la paix, l'exercice effectif de sa souveraineté et de son indépendance, l'Egypte prit part à la lutte et offrit aux Alliés, et en particulier à la Grande Bretagne, plus d'un million d'hommes pour les travaux stratégiques, une participation financière à la guerre de 3.500.000 livres, tous ses moyens de communication et toutes ses matières premières.

Mais la guerre finie, elle devait attendre longtemps la suppression du protectorat et la reconnaissance de son indépen-

dance. Elle l'attendrait probablement encore aujourd'hui si le peuple égyptien ne s'était soulevé et si le mouvement national n'avait pris l'ampleur que l'on sait, ce qui amena le Gouvernement de Londres à lever le protectorat par la Déclaration du 28 Février 1922.

VII.- La Déclaration du 28 Février 1922 qui supprimait le protectorat et, par quatre réserves expresses, soumettait l'indépendance de l'Egypte à des restrictions telles qu'elle devenait illusoire, fut repoussée par le peuple égyptien. Aucun Gouvernement constitutionnel ni aucun Egyptien responsable n'ont jamais consenti et ne consentiront jamais à se considérer liés par les dites réserves que d'ailleurs l'Angleterre elle-même a subordonnées à des discussions futures et libres entre la Grande Bretagne et l'Egypte. C'était donc un acte unilatéral, sans aucune assiette légale ni aucune portée juridique et qui ne saurait, en aucune circonstance, lier ou obliger l'Egypte.

C'est ce que le Gouvernement anglais, en 1924, a reconnu explicitement. De la correspondance qui a précédé les négociations entre Zagloul Pacha, Président du Conseil égyptien, et Mr. Ramsay Macdonald, Président du Conseil britannique, il ressort à l'évidence que le Foreign Office avait admis le point de vue du premier Gouvernement constitutionnel qui, ayant qualité pour négocier, traçait ainsi la voie à ses successeurs.

Le 18 Mai 1924, Zagloul Pacha adressait au Ministre d'Egypte à Londres une dépêche à communiquer à Mr. Ramsay Macdonald où il était dit : " que le Gouvernement égyptien ne se considère pas lié par la Déclaration unilatérale du 28 Février 1922. Il ne reconnaît pas à l'Angleterre le droit qu'elle s'est donné de réserver à sa discrétion les matières énumérées à l'article 3 de la dite Déclaration, et son acceptation de discuter les questions pendantes ne peut, en aucun cas, être interprétée comme une adhésion expresse ou tacite aux réserves de l'article 3 de la Déclaration précitée."

Le 3 Juillet, Lord Allenby rappelait par lettre à Zagloul Pacha que Mr. Ramsay Macdonald "a clairement dit, le 15 Mai, au Ministre d'Egypte à Londres que, par le fait que l'une ou l'autre partie expliquerait la position où elle se tenait, l'autre partie n'était nullement obligée de reconnaître cette position." De plus, à l'assurance que désirait avoir Zagloul Pacha que le fait d'entrer en négociations ne serait pas retourné contre lui et que les négociations elles-mêmes seraient libres de toutes conditions restrictives, Lord Allenby répondait que "Mr. Ramsay Macdonald désire qu'il soit clairement établi que, à son avis, aucune des parties aux négociations ne pourrait être considérée comme ayant préjudicié à sa position en prenant part à des discussions libres et amicales."

Par sa réponse du 6 Juillet, Zagloul Pacha prenait acte des déclarations du Premier Ministre anglais et précisait une fois de plus la position très nette du Gouvernement égyptien à l'égard des réserves contenues dans la Déclaration du 28 Février 1922. Et, sur cette base, le 15 Juillet, Lord Allenby, répondant au nom de Mr. Macdonald, invitait Zagloul Pacha à se rendre à Londres en vue des négociations.

Ainsi, les tentatives de négociations de 1924 pour résoudre les questions pendantes entre les deux pays ont établi que l'Egypte a refusé d'engager ces négociations sur la base de la Déclaration du 28 Février 1922 et que le Gouvernement britannique, reconnaissant la légitimité de cette attitude, a consenti que les conversations fussent absolument libres.

VIII.- Aussi bien, l'Egypte ne saurait-elle admettre que le Gouvernement britannique se prévale, implicitement ou

explicitement, de la dite Déclaration, qu'elle a toujours refusé de reconnaître, pour ranger l'Egypte - en supposant que telle soit bien son intention - parmi les régions du monde où il entend se réserver une complète liberté d'action.

En soumettant sa protestation aux gouvernements intéressés à la signature du pacte de non-agression, l'Egypte tient à faire ressortir non seulement que la réserve contenue dans le paragraphe X du document britannique ne lui est point opposable, mais encore et surtout, que la paix du monde ne saurait être assurée tant que des droits imprescriptibles seraient menacés et tant que, dans la hiérarchie des intérêts apparemment opposés, les grandes Puissances feraient passer les intérêts complémentaires de l'une d'elles avant les intérêts essentiels et vitaux des nations moins puissantes, ou si enfin une pareille réserve devait couvrir les entreprises d'un impérialisme n'ayant d'autre justification que la force.

IX.- Du reste, l'Egypte, qui est en différend avec la Grande Bretagne, ne nourrit à l'égard de cette dernière aucun sentiment d'animosité. Elle serait heureuse, au contraire, de concilier les intérêts des deux pays par une entente loyale et équitable sauvegardant les intérêts britanniques et assurant l'exercice effectif de l'indépendance égyptienne.

En l'absence d'un accord, l'objectif de la Grande Bretagne étant la sécurité de ses communications impériales par le canal de Suez, il est évident que les craintes qu'elle pourrait formuler à cet égard concernent moins l'Egypte que d'autres Etats. Or, la neutralité du canal de Suez est déjà garantie par la Convention de Constantinople de 1888 qui, toujours en vigueur, reste la loi des parties.

Pour manifester la sincérité de ses intentions et la loyauté de sa politique, l'Egypte ne verrait aucun inconvénient, pour donner tout apaisement aux Puissances en général et à la Grande Bretagne en particulier, à accepter, le cas échéant, que la neutralité du canal de Suez fût placée sous un contrôle véritablement international de la Société des Nations.

L'Egypte, en tout cas, ne saurait admettre, quels que puissent être les motifs invoqués par la Grande Bretagne ou par toute autre Puissance, qu'elle soit en quelque sorte placée hors la loi commune réglant les rapports des nations civilisées et sous la continuelle menace d'une intervention mettant en péril sa souveraineté et son indépendance.

X. - L'Egypte espère que les Puissances dont la généreuse initiative a suggéré la création du pacte de non-agression et qui ont voulu introduire une sorte de commandement spirituel dans les rapports des peuples, dont les intérêts chaque jour prennent plus d'extension et d'exigences, voudront bien, le moment venu, réserver à sa signature et à ses observations un accueil sympathique.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Le Président du Wafd

Moustapha El-Nahas



Monsieur
le Secrétaire Général
du Conseil de la Société
des Nations
Suisse. Genève

There is no address

to which an

acknowledgment

could be sent

J. G. Thompson

1883

+14.8.28
Schweiz. Telegraphen- und Telefonverwaltung. — Administration des télégraphes et des téléphones suisses. — Amministrazione dei telegrafi e dei telefoni svizzeri.

Telenramm — Télégramme — Telegramma

caino 501. 112/111. 14. 105. (voie eastern).

Wörter — Mots
Parole

Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

Aufgegeben den — Consigné le 192 um — à Uhr — heures min.
Consegnato il 192 8 alle ore
Erhalten von — Reçu de ZURICH den — le 192 8 um — à Uhr — heures min.
Ricevuto da il alle ore

Event. Angaben
Indications event.
Indicazioni event.

ACTION
COPY
RECEIVED IN
REGISTRY
14 AOUT 1928

Intizzo

Contr. N°

6130

Ucio = secretary League of Nations
Aldre genève suisse =

the women of egypt protest against the actions of the present
ministry in dissolving parliament and protracting the constitution
which actions threaten public security and cause great unrest in
the country stop the appeal to the sympathy of foreign public opinion
to bear witness to the aggressive measures of the present
anticonstitutional ministry in checking personal liberty public
meetings and press the egyptian people noted for their goodwill and
love of peace will use all legal measures for the restoration of
their constitutional rights the executive committee ulfat rateb raifa
moussa regina khayatt esther wissa wageida sabet hayat noureddin
tomader sabrie gameela fahmy ihsan ibrahim =

I think Registry

I have sent

Form "A"

acknowledgment

J. W. F. A. H. H.

31.7.28

Done

~~CP~~ Registry 1.8.28.

Telegramm — Télégramme — Telegramma

Wörter — Mots
Parole

von — de
da Le Caire

N^o 1033

Aufgegeben den — Consigné le 30/VII 192 um — à 22 Uhr — heures 50 min.
Consegnato il den — le 31/VII 192 um — à 5 Uhr — heures 30 min.

Erhalten von — Reçu de
Ricevuto da

Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

Rob.

Event. Angaben . }
Indications event.
Indicazioni event. }

RACTION
COPY
RECEIVED IN
REGISTER
31 JUL 1928

lcf - secretaire

Contr. N^o 4154

général société des nations -

Genève.

Al honneur vous transmettre texte procès verbal réunion chambre députés
egyptienne 28 juillet 1928 stop 28 juillet six heures soir chambre de-
putés réunie sous présidence wissa wasserf president dans maison famille
cehrel caire rue mohamed aly 93 vu que ministère avait par forces armées
fait siège parlement et ferme toutes issues y conduisant et rendu ainsi
impossible acces salle séances stop étaient présent cent trentre députés
plus majorité absolue dix députés excuses pour raison majeure stop pré-
sident lit resolution suivante gullements considerant que peuple egyptien
lutte depuis demi siecle pour sa constitution qui est droit sacré qu il

Ubertelegraphiert an — Réexpédié à
Ritrasmesso a

den — le um — à Uhr — heures
il alle ore min.

Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

Telegramm — Télégramme — Telegramma

Wörter — Mots
Parolevon — de
da N^oAufgegeben den — Consigné le 192 um — à Uhr — heures min.
Consegnato il alle oreDer Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:Erhalten von — Reçu de den — le 192 um — à Uhr — heures min.
Ricevuto da il alle oreEvent. Angaben . }
Indications. évent. }
Indicazioni event. }

II.

Adresse — Indirizzo

Contr. N^o

a obtenu cette constitution fruit ses efforts et ses sacrifices continus
 que nation commence une vie heureuse prospere complètement libre constitu-
 tion lui ayant garanti participation effective dans administration af-
 faires publiques elaboration lois et controle de leur execution et lui
 ayant inspiré quiétude et confiance dans present et avenir tout en sauve-
 gardant esprit national qualités et traits distinctifs qui sont son glo-
 rieux heritage historique stop considerant que pendant que les deux chambres
 qui symbolisent sa souveraineté travaillaient pour guerir instrument
 gouvernemental des maux causes par despotisme gouvernements absolus qui

Übertelegraphiert an — Réexpédié à den — le um — à Uhr — heures min.
Ritrasmisso a il alle oreDer Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

+ 31.7.28

Telegramm — Télégramme — Telegramma

Wörter — Mots
Parole

von — de
da

N^o

Aufgegeben den — Consigné le
Consegnato il

192

um — à
alle

Uhr — heures
ore

min.

Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

Erhalten von — Reçu de
Ricevuto da

den — le
il

192

um — à
alle

Uhr — heures
ore

min.

Event. Angaben }
Indications évent. }
Indicazioni event. }

III

Indirizzo
Adresse

Contr. N^o

se sont succedés soit anterieurement à cette constitution soit pendant sa
suspension en 1925 1926 que pendant qu elles examinaient son budget con-
trolaient actes son gouvernement et élaboraient lois adequates a ses be-
soins en sauvegardant ses droits et sa souveraineté en vue atteindre rang
élevé a hauteur de sa grandeur historique passée rang auquel son intelli-
gence et ses aptitudes lui donnent droit de pretendre et en vue de lui per-
mettre de tenir dignement place qui lui revient parmi peuples et nations
civilisées stop considérant que pendant que quiérude et paix étendaient
leurs ailes sur pays entier quelques individus membresprésent ministère

Obertelegraphiert an — Réexpédie à
Ritrasmeso a

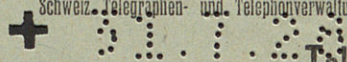
den — le
il

um — à
alle

Uhr — heures
ore

min.

Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:



Telegramm — Télégramme — Telegramma

Wörter — Mots
Parole

Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

von — de
da

Aufgegeben den — Consigné le 192 um — à Uhr — heures min.
Consegnato il alle ore

Erhalten von — Reçu de den — le 192 um — à Uhr — heures min.
Ricevuto da il alle ore

Event. Angaben
Indications event.
Indicazioni event.

Indirizzo
Adresse —

Contr. N°

IV

se rebellerent 19 juillet 1928 contre regime constitutionnel provoquant
coup d etat d une gravité exceptionnelle contre vie politique et sociale en
attaquant dans source men de sa liberté et en dénaturant devant l univers
grandeur de sa renaissance qu ils ont suspendu constitution dissous par-
lement et porté atteinte aux libertes garanties par cette constitution
qu ils ont usurpé, pouvoir legislatif et etendu sur pays regne du despotisme
et terreur et empeche representants peuple se réunir dans locaux parle-
ment stop conséditant que rescrit dont ces ministres ont provoqué promul-
gation 19 juillet 1928 qui suspend certaines dispositions loi constitu-

Ubertelegraphiert an — Réexpédié à den — le um — à Uhr — heures min.
Ritrasmeso a il alle ore Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

+ 31.7.38

Telegramm — Télégramme — Telegramma

Wörter — Mots
Parolevon — de
daN^oAufgegeben den — Consigné le
Consegnato il

192

um — à
alleUhr — heures
ore

min.

Der Telegraphist: — Le télégraphiste;
Il telegrafista:Erhalten von — Reçu de
Ricevuto daden — le
il

192

um — à
alleUhr — heures
ore

min.

Event. Angaben }
Indications event. }
Indicazioni event. }Contr. N^oIndirizzo
—
Adresse

V

tionnelle et qui dissout deux chambres ets nul de nullité radicale car
sénat ne peut etre dissous d apres article 81 constitution et acte dissolu-
tion chambre députés n est pas légal que si contient convocation electeurs
pour elections nouvelles dans delai ne dépassant pas deux mois ainsi que
convocation nouvelle chambre dans les dix jours qui suivent les élections
d apres article 89 que si acte dissolution ne contient pas ces convocations
il est radicalement nul stop considérant que ajournement chambre pendant
trois ans qui pourraient etre renouvelés est contraire a article premier
constitution qui dispose que forme gouvernement est representative quelle

Übertelegraphiert an — Réexpédié à
Ritrasmeso aden — le
ilum — à
alleUhr — heures
ore

min.

Der Telegraphist: — Le télégraphiste;
Il telegrafista:



Telegramm — Télégramme — Telegramma

Wörter — Mots
Parolevon — de
daN^oAufgegeben den — Consigné le
Consegnato il

192

um — à
alleUhr — heures
ore

min.

Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:Erhalten von — Reçu de
Ricevuto daden — le
il

192

um — à
alleUhr — heures
ore

min.

Event. Angaben }
Indications event. }
Indicazioni event. }Contr. N^oIndirizzo
—
Adresse

VI

aussi contraire a article 155 qui porte qu aucune disposition nepeut sous
quelque pretexte etre suspence sauf temporairement en temps de guerre ou
etat de siege et que cet état de siege ne saurait se maintenir que si est
confirme par parlement d apres article 45 stop considérant que article 155
loi constitutionnelle dispose qu en aucun cas reunion parlement nepeut etre
entravee dans les conditions établies par constitution stop considérant que
l article 24 dispose que, pouvoir legislatif est exercé par roi concurem-
ment avec sénat et chambre deputés et que article 25 dispose qu aucune loi
ne sera promulguée si elle n'a pas été votée par parlement et sanctionnée

Übertelegraphiert an — Réexpédié à
Ritrasmeso aden — le
ilum — à
alleUhr — heures
ore

min.

Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

+ 5 1 1 3 4 Telegramm — Télégramme — Telegramma

Wörter — Mots
Parolevon — de
da NoAufgegeben den — Consigné le 192 um — à Uhr — heures min.
Consegnato il alle oreDer Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:Erhalten von — Reçu de den — le 192 um — à Uhr — heures min.
Ricevuto da il alle oreEvent. Angaben }
Indications event. }
Indicazioni event. }Indirizzo
—
Adresse

Contr. N°

VII

par roi stop ces motifs chambre vote résolutions suivantes primo parle-
ment n est pas dissous et continuera ses réunions conformément à constitu-
tion secondo présent ministere est déclaré en état rebellion contre cons-
titution et chambre députés déclare n avoir aucune confiance en lui et
partant qu il doit démissionner tertio toute loi qui sera promulguée par
ministère sera radicalement nulle quarto toute convention politique commer-
ciale ou financière qui sera passée par ministère avec puissance étrangère
ou avec toute personne notamment les conventions prevues au titre quatrième
constitution ainsi que tout acte administration seront nuls et ne sauraient

Ubertelegraphiert an — Réexpédié à den — le um — à Uhr — heures min.
Ritrasmeso a il alle oreDer Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

Telegramm — Télégramme — Telegramma

Wörter — Mots
Parole

von — de N^o
da
Aufgegeben den — Consigné le 192 um — à Uhr — heures min.
Consegnato il alle ore

Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

Erhalten von — Reçu de den — le 192 um — à Uhr — heures min.
Ricevuto da il alle ore

Event. Angaben }
Indications event. }
Indicazioni event. }

Contr. N^o

Indirizzo
—
Adresse

VIII

lier nation quinto chambre se reunira ipso facto troisième novembre 1928
sauf cas ou circonstances exigeraient sa réunion avant cette date sur con-
vocation de son président guillemets stop mise aux voix resolutions furent
votees unanimité membres presents qui jurent respecter constitution par
tous moyens leur pouvoir jusque dernier souffle leur vie stop =
Président chambre députés Wissa Wassef.

Obertelegraphiert an — Réexpédié à den — le um — à Uhr — heures min.
Ritrasmeso a il alle ore

Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

Telegramm — Télégramme — Telegramma

Wörter — Mots
Parole----- von — de
da

CAIRE

N^oAufgegeben den — Consigné le 192 um — à
Consegnato il alleUhr — heures min.
oreDer Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:Erhalten von — Reçu de copie den — le 31/7 192 8 m — à 9 Uhr — heures 40 min.
Ricevuto da il alle ore

Chaz

Event. Angaben }
Indications event. }
Indicazioni event. }

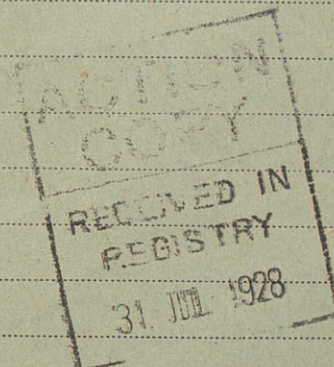
Ch H 54

Adresse — Indirizzo

Contr. N^o 0928

Secrétaire général P. D. N.

G E N E V E

En no 537/30 du Caire prière lire vers le 83ème mot du texte :
députés plus que majorité absolue.Ubertelegraphiert an — Réexpédié à
Ritrasmeso a den — le um — à
il alleUhr — heures min.
oreDer Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

1 A/2536/2536

Monsieur Mahmoud Sioufi

ga

2 mai

1928

7 mai

1928

Monsieur Mahmoud Sioufi

"La Résidence"

GENEVE

1A/2536/2536

No. 2.

Telegramm — Télégramme — Telegramma

Wörter — Mots
Parole

von — de
da

Genève 6

N° 14

Aufgegeben den — Consigné le
Consegnato il

192 um — à 11 Uhr — heures 20 min.
alle ore

Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

Erhalten von — Reçu de
Ricevuto da

26 den — le
il

192 um — à 11 Uhr — heures 40 min.
alle ore

Yusuf

Event. Angaben . }
Indications event. }
Indicazioni event. }

RECEIVED IN
REGISTRY
2 JAN-1928

Indirizzo
Adresse

Contr. N° 7

Monsieur Eric Drummond
Secrétaire Général Sdn
Genève

Sommes étonnés indifférence sdn conflit anglo égyptien
l'article 17 l'obligeant à s'en saisir prière attirer
attention président conseil en fonction sur gravité du
cas et d'agréer nos plus vifs remerciements

Mahmond Siafi Président

Simple accusé de réception
N. R. R.

Ubertelegraphiert an — Réexpédié à
Ritrasmeso a

den — le
il

um — à
alle

Uhr — heures
ore min.

Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

LEGACIÓN DE COLOMBIA

Berne, le 28 mars 1928.

RECEIVED IN
REGISTRY

29-MAR-1928

Monsieur le Sous-Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je me suis empressé d'envoyer votre communication à Son Excellence Monsieur de Urrutia, qui m'a fait la commission de vous présenter ses remerciements et de vous dire qu'il est tout à fait d'accord avec la réponse donnée à la dépêche que vous avez bien voulu lui faire parvenir.

Veillez agréer, Monsieur le Sous-Secrétaire Général, l'assurance ma considération très distinguée.

Le 1^{er} Secrétaire,

Efraín Gaitán H.

Monsieur Y. Sugimura,
Sous-Secrétaire Général,
Directeur de la Section Politique
de la Société des Nations.

Genève.

GENEVE, le 22 Mars 1928.

G
Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous remettre sous ce pli, un télégramme que M. Mahmoud Sioufi vous a adressé. Un télégramme analogue a été envoyé par la même personne à l'adresse du Secrétaire Général de la Société des Nations. Suivant la règle établie par le Secrétariat, un accusé de réception pur et simple a été envoyé à M. Sioufi. Il aurait été superflu et au-dessus de notre compétence de donner d'autres explications ou renseignements à un particulier.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Sous-Secrétaire Général,
Directeur de la Section Politique:

S/y Sugimura

Son Excellence Monsieur URRUTIA,
Président en exercice du Conseil,
Légation de Colombie,
Belle-Vue Palace,
B E R N E .

Monsieur SUGIMURA.

G

La protestation qui nous est parvenue de la colonie égyptienne à Berlin est conçue dans une forme telle qu'on pourrait plutôt la considérer comme un "tract" de propagande qu'autre chose. J'ai donc des doutes sur l'opportunité d'envoyer un accusé de réception, mais, comme il a été convenu qu'en tout cas on enverrait toujours un accusé de réception lorsque dans les lettres les adresses étaient indiquées, on pourrait éventuellement faire parvenir à ce Comité un accusé de réception imprimé du Registry (formule A).

Quant au télégramme adressé à la personne de M. Urrutia par M. Mahmoud Sioufi, il me semble que nous ne pouvons pas manquer de le faire parvenir à son destinataire. La formule de lettre d'envoi que je proposerais serait la suivante :

"Monsieur le Président,

" J'ai l'honneur de vous remettre sous ce pli un télégramme que M. Mahmoud Sioufi vous a adressé. Un télégramme analogue a été envoyé par la même personne à l'adresse du Secrétaire Général de la Société des Nations. Suivant la règle établie par le Secrétariat, un accusé de réception pur et simple a été envoyé à M. Sioufi. Il aurait été superflu et au-dessus de notre compétence de donner d'autres explications ou renseignements à un particulier.

" Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Sous-Secrétaire Général,
Directeur de la Section Politique:

15 | 3-28.

h. Roldos

Saccord

G. Sugimura

2. IV. 28,

Aegyptische Kolonie in Berlin.
Charlottenburg 2,
Postfach 34.

ACTION
COPY

RECEIVED IN
REGISTRY

13-MAR-1928

Berlin, den 9. März 1928.

PROTEST DER AEGYPTISCHEN KOLONIE IN BERLIN.

Die aegyptische Kolonie in Berlin gibt allen beteiligten Stellen und vor aller Öffentlichkeit kund, dass sie den Vertragsentwurf Englands, der nichts als ein verschleiertes Protektorat ist, und der vom ganzen aegyptischen Volk geforderten Selbständigkeit widerspricht, kategorisch ablehnt.

Die aegyptische Kolonie erklärt ihre volle Anteilnahme an der berechtigten Empörung, die das aegyptische Volk in allen Formen gegen die britische Kolonialpolitik zeigt, die England in Aegypten durchführen will und die niemals zu einer Verständigung zwischen Aegypten und England führen kann.

Die aegyptische Kolonie protestiert öffentlich und energisch gegen diese politische Vergewaltigung und gegen alle Barbareien und Greuel, die England zur Durchführung dieser ungerechten und unmenschlichen Politik gegen das seiner Machtmittel beraubte Volk anwendet.

Wir Mitglieder der aegyptischen Kolonie Berlins erklären hiermit feierlichst, dass wir niemals – unter keiner Bedingung und in keiner Form – unsere heiligen und unveräußerlichen Rechte abtreten oder aufgeben werden. Bis zum letzten Blutstropfen werden wir alles bekämpfen, was der Verwirklichung unserer Rechte als Hindernis im Wege steht.

Die ganze zivilisierte Welt möge wissen, dass die grundlosen Martern, die unser entwaffnetes Aegypten jetzt erleidet, nur dazu geeignet sind, das Feuer des Hasses zu entfachen und zu schüren, bis es sich unwiderstehlich Bahn gebrochen hat.

Wir erklären weiter der ganzen Menschheit, dass England durch seine barbarischen Verbrechen, die es im Interesse seiner eigennützigen kolonialen Bedürfnisse begeht, den Frieden der Welt bedroht und allein die volle Verantwortung für jede Katastrophe trägt.

II

England und die ganze Welt möge wissen, dass Aegypten niemals ruhen und niemals mit England verhandeln wird, solange nicht die oberste, unantastbare Forderung des gesamten aegyptischen Volkes und der aegyptischen Kolonie Berlins erfüllt ist,

dass nämlich England seine gesamten Streitkräfte und Truppen bis zum letzten Mann aus dem g a n z e n Niltal zurückzieht,

und dass es die vollständige Unabhängigkeit Aegyptens im In- und auslande anerkennt, ohne dass England in unserer heiligen Heimat Aegypten und Sudan irgendwelches Vorrecht oder irgendeinen Vorrang vor anderen Staaten genießt.

ES LEBE DAS UNSTERBLICHE AEGYPTEN !

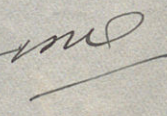
AEGYPTEN DEN AEGYPTERN !

IN UNS LEBEN UND WIRKEN DIE MÄRTYRER DER FREIHEIT !

Für die Aegyptische Kolonie Berlins

Das Exekutivkomitee

gez. Dr. A. Aziz,
K. E. Galal,
S. Hanna,
Dr. Aboulzahab,
S. Munir.



FJ.

1.A/2536/2536.

mm

Monsieur Mahmoud Sioufi

sa

9 mars

1928

12 mars

1928

M. Sugimura

M. Mahmoud Sioufi demande au Secrétariat une intervention impossible et intempestive. Toutefois son télégramme étant rédigé dans la forme la plus correcte et donne le nom et l'adresse de l'intéressé, je propose qu'on lui envoie un accusé de réception imprimé à la 3e personne, que je fais préparer en attendant votre décision.

M. Rodolfo

12.III.28.

S'accord

G. Sugimura.



Schweiz. Telegraphen- und Telefonverwaltung. — Administration des télégraphes et des téléphones suisses. — Amministrazione dei telegrafi e dei telefoni svizzeri.

No. 2.

Telegramm — Télégramme — Telegramma

2536/2526
Wörter — Mots
Parole

81

von — de
da Geneve

N° 1371

Aufgegeben den — Consigné le
Consignato il

9/3

192 7

um — à 16 Uhr — heures 57 min.
alle ore

Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

Erhalten von — Reçu de
Ricevuto da

copie

den — le
il

192

um — à 17 Uhr — heures 20 min. Dur
alle ore

Event. Angaben
Indications event.
Indicazioni event.

ACTION
COPY

RECEIVED IN
REGISTRY

10-MAR-1928

Indirizzo
—
Adresse

Sir

Contr. N°

53

Eric Drummond

Sécrétaire Général de la

S. D. N. Genève.

Attirant votre attention bienveillante sur caractère grave conflit entre
Angleterre et Egypte affectant paix et sécurité des relations entre
Orient et Occident, nous vous prions d' en referer aux membres du
Conseil et d' examiner possibilité de porter cause devant la S. D. N.
afin trancher entre les deux Nations suivant principes de droit et de
justice.

Veuillez agréer Monsieur, l'expression de notre haute
considération

Mahmoud Sioufi, Résidence Genève.

Übertelegraphiert an — Réexpédié à
Ritrasmeso a

den — le
il

um — à
alle

Uhr — heures
ore

min.

Der Telegraphist: — Le télégraphiste:
Il telegrafista:

Cette feuille est réservée à l'usage du Registry.

ARCHIVES	SECTION	FILE	SERIES	SCHEDULE No.
1928-1932	1A	2536	2536	1

Liste des Pièces Contenues.

	Expéditeur	Date	Destinataire	Date	Index		A classer
					A.B.	C.	
1	Mahmoud Lionfi/lel	9.3.28	acc. rec.	12.3.28	9/7		
2	Colonie Égyptienne à Berlin	9.3.28					
3	Mahmoud Lionfi/lel	9.3.28	M. Arratia	22.3.28			
4	délégation de Colombie	24.3.28			G		CP
5	Mahmoud Lionfi/lel	25.3.28	acc. rec.	25.3.28	5		CP
6	M. Wisa Wasef, Caïre	30.7.28			5		CP
7	Femmes Égyptiennes (lel)	14.8.28				5	CP
8	Moustapha El-Nahas	14.8.28	acc. rec.	20.9.28			
9	M. Wisa Wasef Mahmoud Barrioumy	15.8.28	Wisa Wasef	20.9.28			CP
10	Note M. Roddolo	8.9.28					
10	Women's International League	18.10.28	acc. rec.	18.10.28			CP
11	Parlement Égyptien	19.12.28	" "	21.12.28			CP
12	Moustapha El-Nahas	31.5.29	" "	24.6.29			CP
13	Mohamed Faray	18.5.29					CP
14	Daniel Hopkin	7.6.29	Daniel Hopkin	11.6.29			CP
15							
16							
17							
18							
19							
20							
21							
22							

Voir suite: Schedule No:

DATE OF REGISTRATION

10 Mars 1928.

CLASSEMENT	SERIES No.:
POLITICAL	2536.
GENERAL 1A	